



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2007

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 06 mai 2008 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont mis à la disposition de toute personne en faisant la demande au siège social de la société.

Il est également consultable sur le site Internet Esker : <http://www.esker.fr>.

En application de l'article 28 du Règlement européen (CE) n° 809/2004 pris en application de la Directive 2003/71/CE dite Directive "Prospectus", les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés du Groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 tels que présentés aux pages 60 à 86 et pages 86 à 87 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 mai 2007 sous le n° D.07-527,
- les comptes consolidés du Groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 tels que présentés aux pages 74 à 99 et page 100 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 21 juillet 2006 sous le n° D.06-728,

Les informations incluses dans ces deux documents de référence autres que celles citées ci-dessus ont été, le cas échéant, remplacées et/ou mises à jour par des informations incluses dans le présent document de référence.

Les deux documents de référence ci-dessus cités sont disponibles sur le site Internet de la société, www.esker.fr.

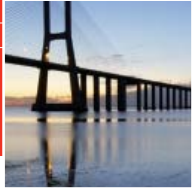
TABLE DES MATIERES

1. PERSONNES RESPONSABLES	6
1.1. Responsable du document de référence.....	6
1.2. Attestation du responsable du document de référence.....	6
2. CONTROLEURS LEGAUX	7
2.1. Responsables du contrôle des comptes	7
2.2. Démission des contrôleurs légaux.....	7
3. INFORMATION FINANCIERE SELECTIONNEE	8
4. FACTEURS DE RISQUES	10
4.1. Risques stratégiques.....	10
4.2. Risques technologiques.....	10
4.3. Risques financiers et commerciaux	11
4.4. Risques juridiques.....	12
4.5. Risques liés aux ressources humaines	13
4.6. Risques industriels et liés à l'environnement	13
4.7. Assurances et couverture des risques	13
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR	14
5.1. Histoire et évolution de la société	14
▪ 5.1.1. Raison sociale et nom commercial	14
▪ 5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	14
▪ 5.1.3. Date de constitution et durée de vie.....	14
▪ 5.1.4. Siège social et forme juridique	14
▪ 5.1.5. Evénements importants dans le développement des activités de l'émetteur	14
5.2. Politique d'investissement	16
▪ 5.2.1. Principaux investissements réalisés en 2007 et 2006	16
▪ 5.2.2. Principaux investissements en cours et futurs	16
▪ 5.2.3. Principaux investissements à venir pour lesquels des engagements fermes ont été pris par les organes de Direction.....	16
6. APERÇU DES ACTIVITES	17
6.1. Principales activités.....	17
6.2. Principaux marchés	26
▪ 6.2.1. Répartition du chiffre d'affaires par produit.....	26
▪ 6.2.2. Le marché des solutions de dématérialisation.....	27
▪ 6.2.3. Le marché des Serveurs de Fax	27
▪ 6.2.4. Le marché du "Host Access »	27
6.3. Indépendance de l'émetteur.....	28
6.4. Position concurrentielle	28
6.5. Eléments servant de base à toute déclaration concernant la position concurrentielle.....	29

7. ORGANIGRAMME DU GROUPE	30
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	32
8.1. Immobilisations corporelles importantes	32
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	32
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	33
10. TRESORERIE ET CAPITAUX	35
10.1. Capitaux de l'émetteur	35
10.2. Source, montants et description des flux de trésorerie.....	35
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	35
10.4. Restriction à l'utilisation de capitaux.....	35
10.5. Sources de financement attendues.....	36
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	37
11.1. Dépenses de recherche et développement.....	37
11.2. Brevet.....	37
11.3. Marques	38
12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	39
12.1. Situation et évolution de l'activité de la société au cours de l'exercice.....	39
12.2 Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir	39
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	40
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	41
14.1. Information concernant les membres du Directoire et du conseil de surveillance.....	41
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et la Direction Générale.....	42
15. REMUNERATION ET AVANTAGES	43
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	45
16.1. Date d'expiration du mandat.....	45
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	45
16.3. Comité d'audit et de rémunération.....	45
16.4. Conformité au régime de gouvernement d'entreprise applicable en France.....	45
16.5. Informations relatives au fonctionnement du Directoire	46
16.6. Rapport du Président du conseil de surveillance en application de l'article L 225-68 du Code de Commerce (article 117 de la loi de sécurité financière)	46
16.7. Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du conseil de surveillance.....	52

17. SALARIES	53
17.1. Effectifs et informations sur les ressources humaines.....	53
17.2. Stocks options et / ou autres avantages attribués aux mandataires sociaux.....	54
17.3. Accord de participation, intéressement.....	55
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	56
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	58
19.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.....	58
19.2. Conventions réglementées nouvelles conclues depuis la clôture de l'exercice	59
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	60
20.1. Informations financières historiques : états financiers consolidés	60
20.2. Informations financières pro forma.....	88
20.3. Etats financiers.....	88
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	89
▪ 20.4.1. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	89
▪ 20.4.2. Autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	90
20.5. Date des dernières informations financières	90
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	90
20.7. Politique de distribution de dividendes.....	90
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	90
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale.....	91
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	92
21.1. Capital social.....	92
▪ 21.1.1. Montant du capital souscrit	92
▪ 21.1.2. Actions non représentatives du capital	92
▪ 21.1.3. Actions détenues par l'émetteur ou ses filiales.....	92
▪ 21.1.4. Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeable ou assorties de bons de souscription	92
▪ 21.1.5. Conditions régissant tout droit d'acquisition et / ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	92
▪ 21.1.6. Information sur le capital faisant l'objet d'une option.....	92
▪ 21.1.7. Historique du capital social.....	95
21.2. Actes constitutif et statuts.....	96
▪ 21.2.1. Objet social	96
▪ 21.2.2. Disposition concernant les membres des organes de Direction et de surveillance	96
▪ 21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'action existante.....	96
▪ 21.2.4. Actions nécessaires pour modifier le droit des actionnaires	96

▪ 21.2.5. Assemblées Générales	97
▪ 21.2.6. Disposition ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	97
▪ 21.2.7. Franchissement de seuil.....	97
▪ 21.2.8. Conditions de modifications du capital.....	97
22. CONTRATS IMPORTANTS	98
23. INFORMATIONS PROVENANT DES TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	99
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	100
25. INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS.....	101
ANNEXES.....	102
<i>Annexe 1.</i> Calendrier des publications et autres évènements financiers du Groupe Esker en 2007 et 2008	102
<i>Annexe 2.</i> Rapport spécial du Directoire concernant les options	102
<i>Annexe 3.</i> Rapport spécial du Directoire concernant les attributions gratuites d'actions	105
<i>Annexe 4.</i> Glossaire	107



1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Jean-Michel BERARD – Président du Directoire.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

"J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence »

Jean-Michel BERARD
Président du Directoire



2. CONTROLEURS LEGAUX

2.1. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

S.A. Deloitte & Associés
représenté par Alain DESCOINS
185 avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine

- **Date de nomination** : 19 juin 2000, renouvelé le 28 juin 2006
- **Expiration du mandat** : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Yves FOURNAND
70 rue Maurice Flandin
69003 Lyon

- **Date de nomination** : 30 mai 1997, renouvelé le 30 décembre 2003
- **Expiration du mandat** : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

SARL B.E.A.S.
7/9 Villa Houssaye
92200 Neuilly sur Seine

- **Date de nomination** : 19 juin 2000, renouvelé le 28 juin 2006
- **Expiration du mandat** : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Jacques TAFFIGNON
Parc d'affaires Crecy-Telebase
18 avenue du Général de Gaulle
69370 St Didier au Mont D'or

- **Date de nomination** : 30 mai 1997, renouvelé le 30 décembre 2003
- **Expiration du mandat** : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008

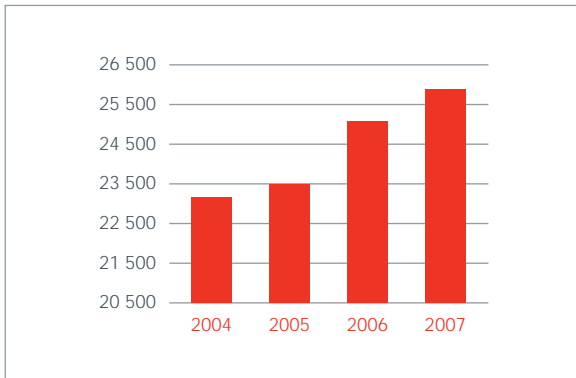
2.2. DÉMISSION DES CONTRÔLEURS LÉGAUX

N/A.



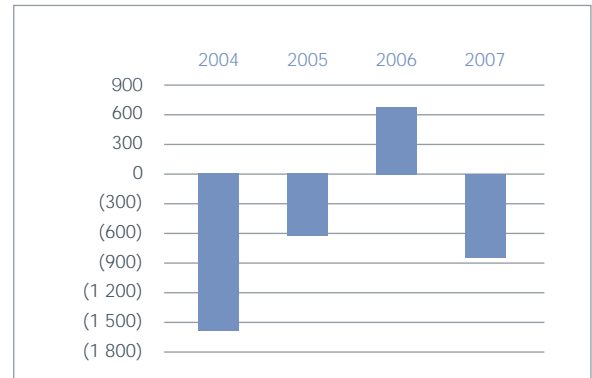
3. INFORMATION FINANCIERE SELECTIONNEE

CHIFFRE D'AFFAIRES



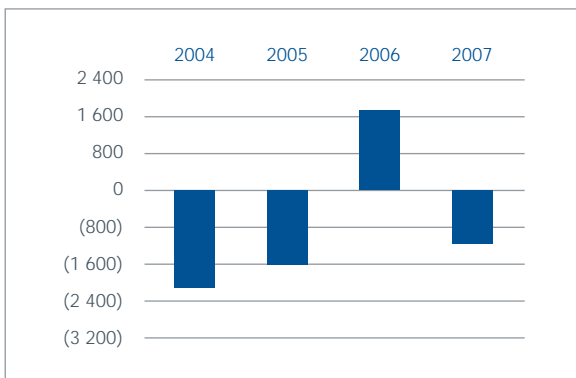
Chiffre d'affaires (en K€)	
2007	25 873
2006	25 097
2005	22 917
2004	22 641

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT



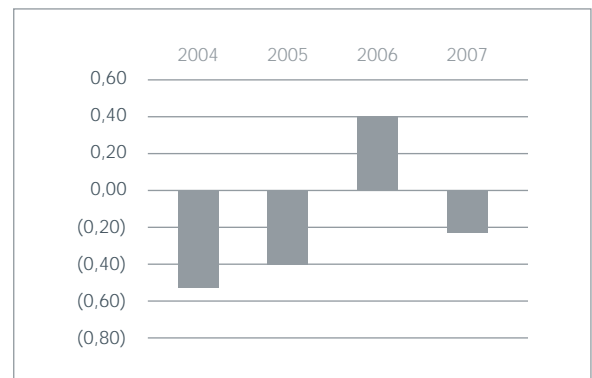
Résultat opérationnel courant (K€)	
2007	-896
2006	664
2005	-652
2004	-1 617

RÉSULTAT NET



Résultat net (K€)	
2007	- 1 044
2006	+ 1 763
2005	- 1 637
2004	- 2 204

RÉSULTAT PAR ACTION



Résultat par action (€)	
2007	- 0,24
2006	+ 0,42
2005	- 0,49
2004	- 0,67

(en milliers d'euros)	2007	2006
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	708	2 241
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	-658	-96
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 390	1 132
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-1 881	-1 417
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	361	3 761
Variation de trésorerie	-130	3 476

(en milliers d'euros)	2007	2006
Actifs non courants	6 318	5 625
Actifs courants	13 845	14 343
Capitaux Propres	8 459	9 160
Dettes financières (courantes et non courantes)	1 368	1 030
Autres passifs non courants	134	156
Passifs courants (hors dettes financières courantes)	10 202	9 622

Les commentaires de ces données sont apportées en [section 9 "examen de la situation financière et du résultat](#) ».



4. FACTEURS DE RISQUES

4.1. RISQUES STRATÉGIQUES

RISQUES LIÉS À LA GESTION DE LA CROISSANCE

L'activité des solutions de dématérialisation développées par le groupe est en plein essor depuis 2004.

Une gestion efficace de cette très forte croissance est indispensable à la poursuite du développement du groupe. Toute tendance contraire serait en effet susceptible d'altérer de manière significative les performances financières attendues du groupe.

Pour le groupe Esker, la maîtrise de la croissance actuelle et future passe notamment par la mise en place d'outils de pilotage adaptés, le développement des infrastructures nécessaires, l'adaptation des systèmes d'information et la constitution de l'organisation humaine adéquate.

RISQUES LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE LA TAILLE DES AFFAIRES

L'offre de solutions de dématérialisation développée par le groupe connaît actuellement un vif succès et une véritable montée en puissance. Le lancement réalisé en 2007 et prévu en 2008 de 2 nouvelles versions de la solution "Esker DeliveryWare" pour traiter de manière complète les processus associés aux commandes clients et aux factures fournisseurs doit permettre d'accroître encore la taille des affaires moyennes auprès des grandes entreprises en vendant plus haut dans la hiérarchie des entreprises des solutions complètes qui procurent un retour sur investissement très élevé.

La bonne réalisation de projets d'une taille de plus en plus importante implique un accroissement du volume de prestations de services vendues, dans le cadre de l'intégration de nos solutions aux systèmes des entreprises. Par conséquent, toute insuffisance ou inadéquation des ressources disponibles pour mener à bien ces projets pourraient avoir un impact défavorable sur la rentabilité du groupe.

Par ailleurs, nos solutions s'intègrent directement au cœur des grands systèmes d'exploitation et d'information de grandes entreprises. Toute difficulté ou défaillance dans la gestion de cette intégration pourrait ainsi perturber l'exploitation de nos clients, susciter leur insatisfaction et générer en conséquence une perte de chiffre d'affaires ou des surcoûts venant affecter directement la situation financière du groupe.

4.2. RISQUES TECHNOLOGIQUES

RISQUES LIÉS À UNE ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE RAPIDE ET AU LANCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le marché sur lequel est positionné le groupe Esker est marqué par une évolution technologique rapide, qui impose de lancer régulièrement de nouveaux produits (modules et logiciels) répondant à ces nouveaux critères afin de satisfaire la demande en la matière et de maintenir sa position.

Le développement de logiciels est un processus long et complexe, nécessitant des investissements significatifs en recherche et développement. Le groupe n'a aucune garantie de parvenir à maîtriser ces nouvelles technologies, développer des nouveaux produits ou améliorer des produits existants, ni de commercialiser avec succès ces produits.

RISQUES LIÉ À LA QUALITÉ DES LOGICIELS (DÉFAUTS, ERREURS)

Compte tenu de leur complexité, il peut advenir que les logiciels commercialisés présentent des erreurs ou anomalies pouvant nuire à leur fonctionnement ou causer des préjudices à des tiers.

Afin de limiter ce risque, une organisation d'une dizaine de personnes, dédiée au contrôle qualité est en place au sein du groupe Esker. Cette équipe indépendante, composée d'ingénieurs de développement a pour mission principale de tester et valider les logiciels avant leur mise sur le marché. Elle dispose notamment de matériels et de logiciels équivalents à ceux qui se trouvent chez les clients.

Par ailleurs, les licences d'utilisation sont généralement livrées sans garantie, le risque étant à la charge de l'utilisateur, ce qui permet également de limiter les risques de litiges clients.

Enfin, en vue de couvrir tout risque de dommages et les éventuels impacts financiers liés à l'utilisation des produits Esker par des tiers, le groupe a souscrit une assurance en responsabilité civile professionnelle qui couvre notamment tout dommage matériel, corporel ou immatériel causé à un tiers par la société dans le cadre de son activité professionnelle.

■ 4.3. RISQUES FINANCIERS ET COMMERCIAUX

RISQUES À CARACTÈRE FINANCIER

Les principaux risques à caractère financier auxquels le groupe est exposé sont les suivants :

- **le caractère saisonnier de l'activité** : une part importante du chiffre d'affaires est réalisée au cours du dernier trimestre de l'année et plus particulièrement au cours du mois de décembre. Toute variation ou décalage dans la réalisation des ventes au cours de cette période est donc susceptible d'avoir un impact significatif sur la performance commerciale affichée du groupe
- **une structure de coûts relativement fixe**, pouvant avoir un impact défavorable en cas de performance commerciale inférieure à celle attendue
- **les conditions économiques mondiales et leur influence** sur la politique d'investissement des clients dans les domaines d'activité du groupe
- **une volatilité possible du cours de l'action**, sans lien direct systématique avec les performances financières du groupe, mais pouvant être liée à son appartenance au secteur des hautes technologies sujet à de fortes fluctuations, à la sortie de nouveaux produits, aux conditions du marché et de la concurrence.

RISQUES LIÉS À UN MARCHÉ FORTEMENT COMPÉTITIF

Le marché sur lequel Esker intervient est très compétitif, tant en matière d'offre de produits et services dont l'évolution technologique est très rapide qu'en matière tarifaire marquée par une pression accrue à la baisse.

L'essentiel de la croissance d'Esker repose sur le succès des marchés de la dématérialisation (DeliveryWare et FlyDoc). Par conséquent, le succès commercial ne pourra être obtenu que si la croissance de ces marchés reste conforme aux attentes de la société, qui est susceptible d'être impactée par l'arrivée de nouveaux concurrents ou la performance des concurrents actuels.

En effet, certains concurrents potentiels d'Esker disposent de ressources financières et humaines plus importantes que celles du groupe et sont donc en mesure de consacrer davantage de ressources au développement, à la promotion et à la commercialisation de leurs produits en vue notamment de répondre plus rapidement aux technologies nouvelles ou émergentes ainsi qu'au changement des exigences des clients. Ces ressources peuvent également leur permettre d'accroître la pression à la baisse des prix du marché en vue d'acquiescer des parts de marché et d'affirmer leur position.

Cette concurrence constitue ainsi un risque pour le groupe dans la mesure où elle est susceptible de générer des effets négatifs sur l'activité de la société et sur sa situation financière.

RISQUE LIÉ À UNE ACTIVITÉ ET UNE IMPLANTATION MONDIALES

L'activité du groupe Esker est fortement internationalisée avec notamment 77 % du chiffre d'affaires réalisé hors de France. Le groupe Esker est constitué de 8 sociétés implantées sur les principaux marchés du groupe (France, Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Australie et à Singapour), dont une société mère en France, regroupant la Direction et les activités groupe telles que la recherche et développement, le marketing stratégique, la Direction des systèmes d'information et la Direction financière du groupe.

Le groupe Esker est ainsi exposé aux différents risques inhérents à une activité et une implantation mondiales:

- la fluctuation des taux de change
- la nécessaire adaptation des produits aux spécificités locales
- les difficultés et coûts de gestion d'opérations internationales
- les coûts de structure liés à une implantation dans plusieurs pays
- les difficultés de management et coordination des différentes équipes et de déploiement de la stratégie définie
- les obligations et éventuelles restrictions douanières
- l'hétérogénéité des réglementations locales (juridiques, fiscales, etc...)

RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché (liquidité et taux, change, actions et crédit) au 31/12/2007 est présenté dans la [Note 17](#) de l'annexe aux états financiers consolidés présentée au [paragraphe 20.1](#) du présent document de référence.

4.4. RISQUES JURIDIQUES

RISQUES LIÉS À LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

La protection des droits de propriété détenus sur la technologie développée par Esker est un des enjeux essentiels pour le groupe.

La législation européenne actuelle ne considère pas les logiciels comme des inventions brevetables. Ainsi, la protection des droits de propriété du groupe Esker repose notamment sur le respect des lois relatives aux droits d'auteur, aux licences de logiciels et aux marques commerciales. Les marques utilisées par Esker sont notamment déposées en Europe, aux Etats-Unis, en Asie et dans les principaux pays industrialisés.

En revanche, les lois américaines reconnaissent la protection des logiciels. Ainsi, la technologie de reconnaissance, d'analyse et de routage des documents en fonction de leur contenu développée par Esker, est également protégée depuis 2005 par un brevet accordé par l'USPTO (United State Patent and Trademark Office) sous le numéro 6 906 817.

Le groupe s'expose également au risque éventuel qu'un tiers tente une action à son égard, prétendant que les produits d'Esker enfreignent ses droits à la propriété et plus particulièrement des brevets reconnus par certains pays (Etats-Unis notamment). Toute procédure judiciaire de ce type est susceptible d'avoir une incidence financière significative pour le groupe, et il est actuellement difficile de se prémunir contre ces contentieux. Le groupe a déjà fait face à une action de ce type par une société américaine en 2005, qui s'est soldée par la conclusion d'un accord dont les termes demeurent confidentiels.

PIRATAGE DES LOGICIELS INFORMATIQUES

Les logiciels sont commercialisés sous forme de licences d'utilisation. La copie illicite ou "piratage" constitue une violation du droit d'auteur et une perte d'exploitation pour tout éditeur de logiciels. Bien que le marché se soit discipliné ces dernières années dans les principaux pays industrialisés, rien ne garantit que cette situation ne se détériore à nouveau. Afin de se prémunir ou au moins de lutter contre le risque de piratage, Esker individualise toute licence livrée par un numéro de série et une clé d'activation et a également la possibilité d'identifier tout détenteur de licence grâce à son système d'enregistrement par Internet.

■ 4.5. RISQUES LIÉS AUX RESSOURCES HUMAINES

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PERSONNES CLÉS

Le succès du groupe Esker, son fort développement, sa capacité d'innovation et sa position de leader sont les résultats d'un travail d'équipe et repose notamment sur les dirigeants du groupe et le personnel clé des équipes commerciales et de recherche et développement. Tout départ ou absence prolongée de ces personnes est ainsi susceptible d'affecter les résultats du groupe.

Afin d'impliquer pleinement ces personnes clés dans la gestion de la société et garantir ainsi une certaine stabilité, Esker a notamment mise en place des plans d'options d'achat et de souscription d'actions à leur attention.

RISQUES LIÉS AUX DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Le recrutement de personnel technique de haut niveau est un élément clés au succès du développement du groupe. Le marché actuel des nouvelles technologies est caractérisé par une offre abondante et une demande insuffisante, qui ont pour effet mécanique de tirer les prix du marché à la hausse.

Recruter le personnel adéquat tout en maintenant des critères d'exigences et de qualité et en préservant l'équilibre de la politique salariale est ainsi un enjeu fort du groupe.

Dans une perspective proche, le groupe est également exposé à un risque éventuel de turnover important.

Afin de se prémunir contre les risques induits, le groupe a développé un processus de recrutement efficace, doté d'outils adaptés aux besoins du groupe et facilitant notamment les contacts avec les candidats. Par ailleurs, le groupe dispose également d'une politique de gestion des ressources humaines incitative, reposant notamment sur une forte culture d'entreprise, une population jeune, une politique de rémunération attractive, des plans de formation variés, ou encore la mise en place de plans de stocks options.

■ 4.6. RISQUES INDUSTRIELS ET LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

L'activité du groupe Esker n'est pas susceptible d'entraîner des risques industriels ou liés à l'environnement qui pourraient avoir un impact sur son patrimoine ou sur ses résultats.

■ 4.7. ASSURANCES ET COUVERTURE DES RISQUES

Le groupe Esker se prémunit contre les conséquences des principaux risques liés à ses activités par le recours à des contrats d'assurance principalement de responsabilité civile professionnelle, perte d'exploitation et dommages aux biens.

Le niveau de couverture des principaux risques est le suivant :

- Responsabilité civile professionnelle : 2 M€
- Responsabilité civile d'exploitation : 7,5 M€
- Dommages aux biens et pertes d'exploitation : 3,3 M€

L'ensemble des contrats conclus, tant en France qu'à l'étranger, auprès de compagnies d'assurances reconnues, doit permettre de couvrir les risques et actifs significatifs, bien qu'il ne soit pas possible de présager des conséquences et préjudices éventuels que le groupe pourrait encourir.

Les primes d'assurances (hors assurance crédit) groupe au titre de l'exercice 2007 s'élèvent à 104 K€ (contre 107 K€ en 2006).



5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

5.1. HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

5.1.1. RAISON SOCIALE ET NOM COMMERCIAL

Esker SA

5.1.2. LIEU ET NUMÉRO D'ENREGISTREMENT DE L'ÉMETTEUR

Numéro RCS : la société est inscrite au RCS de Lyon, sous le numéro B 331 518 498

Code APE : 5829 C

5.1.3. DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE DE VIE

Date de constitution : 7 février 1985

Durée de la Société : 50 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi.

5.1.4. SIÈGE SOCIAL ET FORME JURIDIQUE

Siège Social :
10 rue des Emeraudes,
Immeuble "GEO CHAVEZ"
69006 Lyon – France
04 72 83 46 46

Forme juridique : Société Anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance, régie par les dispositions du Code de Commerce.

Pays d'origine : France

5.1.5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DE L'ÉMETTEUR

- **En 1985**, Jean-Michel Bérard et Benoît Borrits fondent Esker dès la fin de leurs études d'informatique à l'INSA de Lyon. Dans un premier temps, la société réalise des prestations de services en informatique. Ces années permettent aux dirigeants de se familiariser avec le marché des systèmes Unix et des PC.
- **En mars 1989**, Esker commercialise la première version de Tun, logiciel de "Host Access" qui va assurer le développement de l'entreprise au cours des années suivantes. Les dirigeants décident alors de positionner la société en tant qu'éditeur de logiciels et ouvrent son capital à des investisseurs privés. Des premiers contrats sont signés avec des distributeurs européens.
- **En 1991**, Esker établit une filiale à San Francisco aux États-Unis qui est rapidement suivie par les filiales allemande, anglaise, italienne et espagnole. En 1997, Esker acquiert son principal distributeur à Sydney pour en faire son entité commerciale en Australie.

- **Le 2 juillet 1997**, Esker est introduit sur le Nouveau Marché de la Bourse de Paris pour renforcer ses fonds propres afin d'accélérer son développement sur le marché nord américain et de diversifier son portefeuille de produits.
- **En 1998**, Esker acquiert la société Teubner & Associates (Stillwater, Oklahoma, USA).
- **En 1999**, Esker acquiert la société Alcom (Mountain View, Californie, USA).
- **En 1999**, Esker acquiert la société Persoft (Madison, Wisconsin, USA).
- **En 2000**, Esker acquiert la société VSI (Lake Forest, Californie, USA).

L'ensemble de ces acquisitions permettent à Esker d'accéder à des bases importantes de clients et de distributeurs nord américains et de se diversifier dans l'activité des serveurs de fax. La part de chiffre d'affaires des USA passe de 15% en 1998 à 53% en 2004.

Prenant acte du déclin inexorable de sa gamme de produit Host Access (-35% en 2000), Esker décide de renouveler son offre et de se repositionner sur le marché de la dématérialisation qui semble être plus en phase avec les besoins des entreprises. Ce mouvement stratégique donne lieu au lancement du produit Esker DeliveryWare en 2001. Dans le même temps, la société procède à une réduction importante de ses effectifs et réduit ses investissements sur les produits historiques au profit de son nouveau projet.

- **En 2003**, la dématérialisation représente 15% du chiffre d'affaires du groupe et marque le début du repositionnement de l'entreprise sur son nouveau marché. Esker complète son offre de dématérialisation avec des fonctions d'archivage et de composition de documents. L'activité de services est lancée pour accompagner l'installation de la solution Esker DeliveryWare chez les grands clients.
- **En 2004**, le retour à la croissance du groupe témoigne de la réussite de l'opération de repositionnement effectuée au cours des trois années précédentes. En 2004, la dématérialisation représente 25% du chiffre d'affaires d'Esker et augmente de 80% par rapport à l'année précédente. Plus de 900 clients comme Microsoft Corp., Whirlpool, France-Télécom ou Groupama utilisent quotidiennement cette solution.
- **En 2005**, Esker complète sa gamme de solutions de dématérialisation avec le produit FlyDoc qui permet d'offrir les bénéfices de DeliveryWare "à la demande" à des sociétés de taille plus petite ainsi qu'à des non informaticiens. Ce lancement est un tel succès que la société procède à la fin 2005 à une levée de fonds destinée à financer les investissements matériels et logiciels pour assurer le développement de ce nouveau service. Au cours de cette même année, Esker établit une "Joint Venture" avec le group Lippo. Basée à Singapour, cette entité couvre l'ensemble de l'Asie chinoise. En 2005, la dématérialisation représente 35% du chiffre d'affaires du groupe.
- **En 2006**, le retour à la profitabilité marque la fin de l'opération de repositionnement du groupe. La version 4.0 d'Esker DeliveryWare est mise sur le marché. Elle apporte la capacité de gérer les documents entrants sous forme d'image (fax et scan), cette version correspond à l'aboutissement de la vision initiée en 2000 qui consiste à automatiser intégralement les processus documentaires d'entreprise. Cette approche globale de la dématérialisation permet de multiplier par 1,5 la taille moyenne des affaires. En 2006, les différentes solutions de dématérialisation du groupe (DeliveryWare et FlyDoc) représentent 51% du chiffre d'affaires total en croissance de 59%.
- **En 2007**, le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 8% à taux de change constant en légère dégradation par rapport à 2006. Cette moindre performance s'explique par une décroissance de 4% du chiffre d'affaires des USA en raison de l'attentisme des grands clients consécutif à la crise du crédit que traverse ce pays. A l'opposé, l'Europe et l'Australie ont accru leur chiffre d'affaires de 21% bénéficiant de conditions économiques normales. Les solutions de dématérialisation ont fortement progressé au cours de l'exercice (+31%) et représentent désormais 64% du chiffre d'affaires total de l'entreprise. La forte progression des solutions de dématérialisation s'explique, cette année encore, par une augmentation de 50% de la valeur des affaires moyennes et par une progression toujours forte des solutions de dématérialisation à la demande comme FlyDoc.

5.2. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Les investissements du groupe sont généralement autofinancés. Les véhicules automobiles font cependant parfois l'objet d'un contrat de location.

Par ailleurs, les investissements réalisés pour les services FlyDoc et Esker on Demand ont été financés à la fois par location (machine de mise sous pli, affranchisseuse, imprimantes) et par acquisition (imprimantes).

5.2.1. PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN 2007 ET 2006

en milliers d'euros	2007	2006
Coûts de développement DeliveryWare immobilisés	809	471
Coûts de développement FlyDoc immobilisés	206	399
Esker On Demand	482	958
<i>Dont contrats de locations financement comptabilisés en immobilisations</i>	<i>331</i>	<i>831</i>
Autres immobilisations	725	386
TOTAL	2 222	2 214

Les investissements de la société sont principalement consacrés

- **au développement de nouveaux logiciels de dématérialisation**, et concernent notamment au titre de 2007 le lancement de la version SP FP1 du logiciel DeliveryWare et le développement de la prochaine version de ce logiciel,
- **au développement de nouvelles fonctionnalités du service FlyDoc**,
- **au développement de la plate-forme de dématérialisation "Esker on Demand"**.

Des informations complémentaires sont données dans *les notes 2, 4 et 5 de l'annexe des comptes consolidés présentée en section 20* du présent document de référence.

Les autres immobilisations sont essentiellement constituées de matériel informatique et de logiciels nécessaires à l'activité courante de l'entreprise.

5.2.2. PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS EN COURS ET FUTURS

Des investissements sont actuellement engagés en vue de développer l'infrastructure "Esker on Demand", nécessaires à la prise en charge des nouveaux clients FlyDoc et Esker on Demand et notamment :

- **augmenter les capacités de traitement de ses centres de production existants** sur les trois prochaines années,
- **créer de nouvelles usines courriers** en Espagne, en Italie et en Asie,
- **apporter de nouvelles fonctionnalités de dématérialisation** telles que l'EDI, le traitement automatique des bons de commandes et des factures fournisseurs à la demande.

Cette évolution nécessite notamment l'acquisition de nouveaux serveurs, de nombreuses cartes fax et de plusieurs systèmes d'impression et de mise sous pli. Ce projet devrait générer des investissements de l'ordre de 2 millions d'euros au cours des trois prochaines années.

Les modes de financement de ces investissements sont présentés au *paragraphe 10.5.* de ce document.

5.2.3. PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS À VENIR POUR LESQUELS DES ENGAGEMENTS FERMES ONT ÉTÉ PRIS PAR LES ORGANES DE DIRECTION

Néant.



6. APERÇU DES ACTIVITES

6.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

Esker est concepteur et éditeur de logiciels pour les entreprises. Plus précisément, Esker est un fournisseur mondial de solutions de dématérialisation des documents de gestion pour les entreprises. Les logiciels Esker sont commercialisés sous forme de licences d'utilisation ou sous la forme de services accessibles à la demande via Internet. 34 % du chiffre d'affaires d'Esker en 2007 est réalisé en ventes de licences logicielles ou de service à la demande. Le reste correspond soit à des prestations de services (formation et assistance à la mise en œuvre, externalisation des envois, refacturation de transport...), soit à la vente de contrats de support et de mise à jour, soit enfin à la fourniture de matériel (cartes fax) lié à ces produits.

Les produits de la société se classent en trois grandes catégories :

LES SOLUTIONS DE DÉMATÉRIALISATION



LES PRODUITS "SERVEURS DE FAX"



LES PRODUITS "HOST ACCESS"



LES SOLUTIONS DE DEMATERIALISATION

LE PRINCIPE DE DÉMATÉRIALISATION DES DOCUMENTS DE GESTION

La dématérialisation des documents de gestion consiste à éliminer l'usage ou la manipulation manuelle du papier au sein des processus d'entreprises tels que la facturation, le recouvrement, la gestion des commandes ou tout simplement l'envoi d'un courrier à partir d'un poste de travail.

LES BESOINS COUVERTS PAR CE TYPE DE SOLUTION

Continuellement à la recherche de gains de productivité, les entreprises ont procédé, au cours des vingt dernières années, à la mise en place de logiciels de gestion. Le but recherché était d'automatiser les processus administratifs tels que la comptabilité, la prise de commande, la mise en production ou encore la gestion des ressources humaines. Cependant, lorsque ces processus doivent communiquer avec le monde extérieur (clients, fournisseurs, administration) ou avec d'autres services internes à l'entreprise, l'automatisation des processus s'arrête brutalement et donne généralement lieu à la réception ou à l'émission de documents papier (factures, relances, bons de commande...). Le support papier entraîne de nombreuses manipulations manuelles telles que la saisie, l'impression, la mise sous pli, l'affranchissement, le passage au fax, le rangement dans des classeurs, la photocopie ou la distribution dans les services internes. Outre la perte de productivité qu'elles entraînent, ces nombreuses tâches manuelles sont à l'origine de fréquentes erreurs.

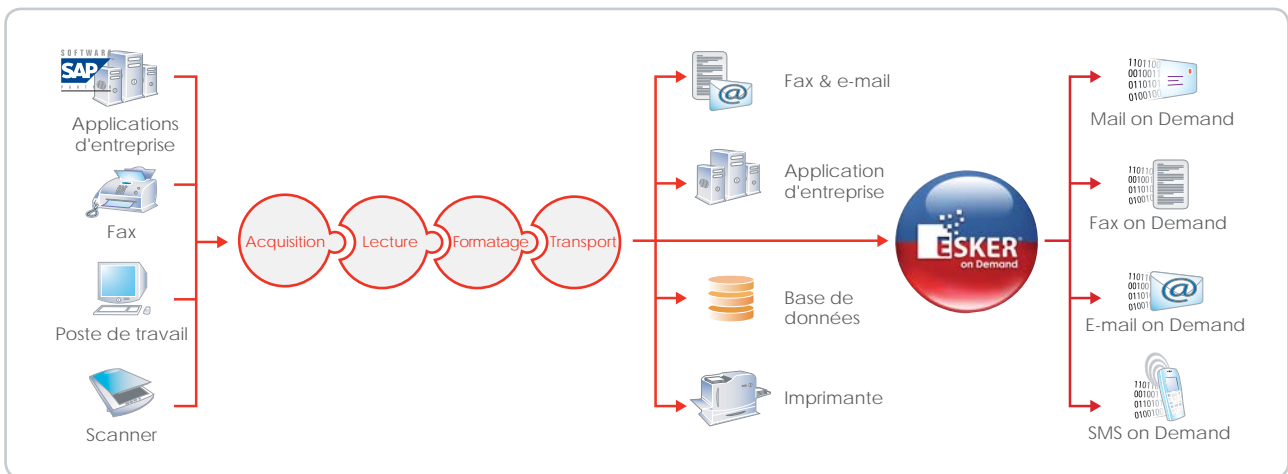
Esker considère que seule une fraction des gains de productivité liés à l'automatisation des processus de gestion a été obtenue grâce à la mise en place d'applications informatiques de gestion (ERP, CRM, ...). L'objectif des solutions de dématérialisation développées par Esker est d'achever complètement l'automatisation des processus de gestion en prenant en charge l'ensemble des tâches ayant trait à la réception ou à la diffusion des documents de gestion. La solution de dématérialisation lit et interprète les documents de gestion qu'elle reçoit et se substitue aux imprimantes pour assurer leur acheminement en exploitant les canaux de distribution modernes qui ont été rendus accessibles par l'Internet (e-mail, publication sur le Web, courrier à la demande, SMS, archivage électronique, fax automatique, etc....).

Cette automatisation des processus liés aux documents sur papier donne lieu à une réduction significative du besoin en fond de roulement (BFR) des entreprises, à une amélioration importante de la productivité des services administratifs, à une réduction du nombre d'erreurs, à une réduction des coûts (papier, encre, affranchissement, téléphone) ainsi qu'à l'amélioration du service rendu aux clients (réactivité, personnalisation). Esker considère que ses clients remboursent leurs investissements dans une solution de dématérialisation dans un délai moyen égal à six mois avec les économies uniquement réalisées sur les consommables et le temps gagné.

Par ailleurs, les entreprises ont progressivement mis en place un certain nombre de solutions ponctuelles destinées à supporter partiellement les tâches manuelles liées à la manipulation des documents. Il s'agit d'équipements tels que les machines de mises sous pli, les photocopieurs, les imprimantes, les machines à affranchir, les machines fax, les classeurs, les agrafeuses ou le papier carbone qui encombrant la plupart des bureaux des entreprises d'aujourd'hui et qui sont souvent des investissements coûteux et relativement difficiles à maintenir. Esker considère que sa solution de dématérialisation permet d'éliminer tout ou partie de ces systèmes en simplifiant dans le même mouvement l'infrastructure technique des entreprises et en libérant les équipes informatiques ou techniques des nombreuses tâches de maintenance associées.

LES TECHNOLOGIES DE DÉMATÉRIALISATION ESKER

Afin de répondre aux besoins des entreprises en matière de dématérialisation des documents de gestion, les technologies Esker s'articulent de la manière suivante :



- Nos logiciels sont capables d'acquérir tous les documents quelque soit leur source. Ces derniers peuvent provenir d'une application d'entreprise, d'un poste de travail, d'une connexion fax ou être simplement numérisés par un scanner.
- Nos logiciels "lisent" ensuite ces documents. C'est-à-dire qu'ils en extraient intelligemment l'information qu'ils contiennent et ils la restituent dans un format directement manipulable par l'ordinateur.
- Le document et son contenu sont ensuite enrichis par des données ou des images, qui peuvent être l'ajout d'un fond de page, d'une pièce attachée ou d'une information manquante saisie au clavier par un opérateur.
- En fonction du contenu et des règles de routage, les documents sont ensuite transportés vers un ou plusieurs médias électroniques tels que le fax ou l'email, les imprimantes ou une application d'entreprise.
- Afin d'affranchir les utilisateurs des imprimantes, des machines de mise sous pli ou de coûteux systèmes de téléphonie, les documents peuvent être transmis au service "Esker on Demand" qui se chargera d'acheminer les documents via le média sélectionné (courrier, fax, SMS ou email).

Les quatre premiers points constituent le cœur de la technologie de dématérialisation d'Esker. Le Bureau Américain des Brevets (USPTO) lui a accordé le brevet N° 6 906 817. Le service de délivrance de document à la demande par courrier, fax, SMS ou email a été reconnu comme l'une des huit solutions les plus "Cool" de l'année par le Gartner Group en 2005.

EXEMPLE : LE TRAITEMENT DES BONS DE COMMANDE

- > **Aujourd'hui** : Une entreprise reçoit les bons de commande de ses clients par télécopie. Ils sont imprimés sur une machine fax et le personnel de l'entreprise saisit les informations qu'ils contiennent dans l'application de gestion de l'entreprise (ERP). Une confirmation de commande est ensuite émise par fax ou par email en direction du client avant de dupliquer plusieurs fois le bon de commande pour l'archiver dans des classeurs. Lorsque l'expédition des biens est réalisée, le personnel de l'entreprise demande l'impression d'une facture qui sera pliée, mise sous pli, affranchie et remise en poste à destination du client. Plusieurs copies de la facture seront effectuées à des fins d'archivage.
- > **Avec la solution de dématérialisation d'Esker** : Nos logiciels reçoivent électroniquement les bons de commande des clients qui lui sont transmis par télécopie. L'information contenue sur les bons de commande est automatiquement extraite pour être présentée à un opérateur pour validation. Une fois confirmée, l'information est transformée pour être automatiquement et directement intégrée dans l'application de gestion. Dans le même temps, le bon de commande est électroniquement archivé et une confirmation de commande est automatiquement transmise par fax ou email aux clients. Lorsque l'expédition des biens est réalisée, le personnel de l'entreprise demande la génération d'une facture qui sera transmise au service "Esker on Demand" pour être matérialisée sous forme d'un courrier et remise en poste. Une copie de cette facture sera conservée électroniquement.

Dans cet exemple de processus, avec la solution de dématérialisation d'Esker, toutes les manipulations de papier ont été éliminées même si le client continue de faxer à la main et de recevoir ses factures sur papier par courrier.

L'OFFRE DE DÉMATÉRIALISATION D'ESKER

L'offre produit de dématérialisation d'Esker est structurée de la manière suivante :



La solution "Esker DeliveryWare" est installée chez nos grands clients derrière de grandes applications de gestion (ERP). Ce logiciel capture les documents entrants ou sortants de l'entreprise pour leur appliquer des règles de reconnaissance et de routage. "Esker DeliveryWare" est commercialisé de manière traditionnelle. Il se présente sous la forme d'une licence logicielle installée chez le client utilisateur qui est vendue en conjonction avec du service, de la formation, un contrat de mise à jour et de support et parfois avec du matériel (cartes fax).

Le service "Esker on Demand" offre sensiblement les mêmes possibilités que "Esker DeliveryWare". Au lieu d'être installé chez le client utilisateur, il est hébergé et administré directement par Esker. Les clients exploitent ce service à distance par le biais d'une connexion sécurisée sur Internet. Ils n'ont pas besoin d'installer de logiciels chez eux. "Esker on Demand" est commercialisé sous la forme d'une souscription mensuelle parfois associée à des prestations de service (consulting, installation, formation). La souscription mensuelle est fonction du nombre de transactions réalisées tous les mois.

La solution "Esker DeliveryWare" peut sous-traiter certaines opérations au service "Esker on Demand", comme par exemple l'envoi de courriers et de fax.

Pour l'instant, les fonctions les plus avancées de "Esker DeliveryWare" ne sont pas encore disponibles à la demande au sein du service "Esker on Demand". Elles le seront progressivement au cours des prochaines années.

Le service "FlyDoc" est une version simplifiée du service "Esker on Demand". Il est destiné aux utilisateurs non-informaticiens ou aux petites entreprises qui souhaitent simplement envoyer du courrier ou des fax à partir de leur poste de travail ou à partir de petites applications de gestion. C'est un bureau de poste électronique.

LE LOGICIEL "ESKER DELIVERYWARE"

"Esker DeliveryWare" est la première solution d'automatisation des processus d'entreprise liés à la circulation de documents (facturation, relance, administration des ventes). C'est un logiciel qui permet d'éliminer ou de réduire l'usage du papier au sein des entreprises.

DeliveryWare capture les documents quelque soit leur origine. Ces derniers peuvent provenir d'une application d'entreprise, d'un poste de travail, d'une connexion fax ou être simplement numérisés par un scanner. DeliveryWare "lit" ensuite ces documents. C'est-à-dire qu'il en extrait intelligemment l'information qu'ils contiennent et il la restitue dans un format directement manipulable par l'ordinateur. Le document et son contenu sont ensuite enrichis par des données ou des images. Ce peut être l'ajout d'un fond de page, d'une pièce attachée ou d'une information manquante saisie au clavier par un opérateur. En fonction du contenu et des règles de routage, les documents sont ensuite transportés vers un ou plusieurs médias électroniques tels que le fax ou l'email, les imprimantes ou une application d'entreprise.

Lorsque le ou les transports appropriés au document traité ont été déterminés, "Esker DeliveryWare" l'achemine vers l'un des médias électronique suivants :

- **Application d'entreprise** par le biais d'un transfert de fichiers ou d'un connecteur spécialisé. Ce type de transport est adapté pour injecter le contenu des documents entrants (facture, bons de commande) dans le système d'information de l'entreprise.
- **"Courrier à la demande"** permet d'envoyer un message électronique via Internet à un centre d'impression et de mise sous pli qui va le transformer en temps réel en un courrier papier. Ce média permet d'envoyer et de dématérialiser des documents de gestion (factures, contrats, relances) sans changer les habitudes du destinataire. Ce service est fourni par "Esker on Demand".
- **"Fax à la demande"** qui permet d'envoyer un message électronique via Internet à un centre d'expédition de télécopie. Ce service est fourni par "Esker on Demand" et permet à l'entreprise utilisatrice de ne pas investir dans des équipements de téléphonie (lignes, modems).
- **Fax automatique** : pour envoyer des documents de gestion (bons de commande, devis) au format télécopie sans devoir réaliser une impression préalable.
- **Courrier électronique (email)**, avec ou sans signature électronique, pour envoyer des copies des documents de gestion aux autres services internes. Dans le cadre de la loi de juillet 2003, ce média permet aussi de dématérialiser complètement les échanges de factures (facture électronique) en Europe.
- **Messages sur téléphones mobiles** par SMS pour transmettre des alertes ou des notifications.
- **Archivage électronique** : pour garder une copie des documents qui sont envoyés.
- **XML** : format standard mondial de présentation de données en environnement B-to-B permettant d'échanger des informations de gestion entre les entreprises directement ou par l'intermédiaire d'une place de marché.
- **Alimentation de sites Web** : Esker DeliveryWare offre la possibilité de publier sur le web d'une façon simple et automatique les données issues des systèmes d'information. Les données sont mises en forme et publiées sur le web pour consultation privée ou publique.
- **Impression locale ou à distance** lorsque la production d'un document papier est indispensable.
- **Tout autre média électronique** peut être intégré et exploité par DeliveryWare par l'intermédiaire d'une interface de programmation.

DeliveryWare fonctionne sur les systèmes d'exploitation Windows Server 2000, XP ou 2008.

LE SERVICE "ESKER ON DEMAND"

Le service "Esker on Demand" est une plate-forme d'externalisation de l'envoi de courriers et de télécopies en temps réel. Vendu en tant que service complémentaire à DeliveryWare, "Esker on Demand" assure l'envoi des documents au format courrier et fax sans qu'il soit nécessaire pour l'utilisateur de s'équiper d'imprimantes, de machines à affranchir ou de serveurs de fax.

Les principaux services offerts par "Esker on Demand" sont les suivants :

- **Envoi de "Courrier à la demande"** : les courriers sont envoyés au service "Esker on Demand" par les logiciels DeliveryWare ou FlyDoc sous la forme d'un message électronique. En fonction de leur destination, ils sont acheminés vers l'usine courrier la plus appropriée qui se charge de réaliser l'impression, la mise sous pli, l'affranchissement et la remise en poste en temps réel.
- **Envoi de "Fax à la demande"** : les télécopies à expédier sont soumis au service "Esker on Demand" par les logiciels DeliveryWare ou FlyDoc sous la forme d'un message électronique. En fonction de leur destination, elles sont acheminées vers le serveur de fax le plus proche de la destination qui se charge de réaliser l'envoi en temps réel.
- **Réception de "Fax à la demande"** : Un numéro de téléphone est alloué à chacun des utilisateurs. Chaque télécopie reçue sur ce numéro est automatiquement transférée par email dans la boîte à lettres de l'utilisateur.
- **Archivage électronique des documents** : Les documents soumis à la plateforme pour être envoyés par fax ou courrier peuvent être archivés pour une durée pouvant aller jusqu'à onze ans.
- **Envoi de "SMS à la demande"**
- **Envoi d'"e-mail en volume et à la demande"**

"Esker on Demand" se présente sous la forme d'un ensemble de serveurs sécurisés (clusters) situés à Lyon en France, à Madison aux Etats-Unis et à Sydney en Australie. Cette infrastructure est hébergée dans des salles blanches surveillées 24 heures sur 24 et 7 jour sur 7 et disposant d'une alimentation électrique, téléphonique et Internet redondante. Cette infrastructure est administrée à distance par le personnel d'Esker en rotation sur 24 heures (les Etats Unis et l'Australie prennent le relai lorsque la journée est terminée en France).

Pour l'envoi et la réception des fax, "Esker on Demand" dispose de plusieurs centaines de lignes téléphoniques.

Pour l'envoi de courriers, "Esker on Demand" est relié à plusieurs usines courriers situées en France, aux USA et en Australie. Ces usines disposent d'une importante capacité d'impression, de machines de mise sous pli et de systèmes d'affranchissement automatique.

Le service "Esker on Demand" est intégralement basée sur la technologie "Esker DeliveryWare".

LE SERVICE "FLYDOC"

FlyDoc est le premier bureau de poste électronique privé. C'est un service en ligne sur Internet qui permet à n'importe quel utilisateur équipé d'un PC d'envoyer un courrier papier, un fax ou un SMS aussi facilement qu'un email.

FlyDoc est accessible à partir de n'importe quel poste de travail connecté à Internet. Il se présente sous la forme d'une interface Web à partir de laquelle il est possible de télécharger un document (Microsoft Word par exemple), d'indiquer un numéro de fax ou une adresse postale, de sélectionner certaines options (couleur/noir et blanc, recto-verso, type d'affranchissement, urgence) puis de demander l'envoi en cliquant sur un bouton. Le document reçu par la plate-forme FlyDoc est converti au format approprié puis soumis au service "Esker on Demand" qui se chargera de l'expédition proprement dite (par courrier ou par fax).

Dans un mode plus avancé, FlyDoc se présente sous la forme d'un pilote d'impression spécifique. Chaque fois qu'un utilisateur demande l'impression d'un document sur cette imprimante virtuelle, une page Web lui est présentée qui lui demande de quelle manière et avec quelles options il souhaite expédier ce document. Lorsque ces informations sont renseignées, l'utilisateur peut demander l'envoi en cliquant sur un bouton particulier. L'imprimante FlyDoc permet d'envoyer un document à partir de n'importe quelle application fonctionnant sous Windows, elle peut donc être utilisée par un traitement de texte ou une petite application de gestion.

Il n'est pas nécessaire d'installer un logiciel pour pouvoir utiliser FlyDoc. Le seul composant (optionnel) qui doit être installé est un pilote d'impression pour les utilisateurs qui souhaitent exploiter les fonctions avancées.

Le service FlyDoc est intégralement basé sur la technologie "Esker DeliveryWare".

LES PRODUITS SERVEURS DE FAX

LES BESOINS COUVERTS PAR CE TYPE DE PRODUITS

A la fin des années 1980, la télécopie est devenue l'un des moyens de communication professionnels les plus répandus. Dès lors, le volume de fax émis par les entreprises n'a jamais cessé d'augmenter. Aujourd'hui encore et malgré l'émergence du courrier électronique (email), le fax demeure avec le courrier l'un des moyens les plus fiables et les plus légalement acceptés pour échanger des documents d'affaires.

Avec l'apparition des PC, des outils de traitement de texte et des réseaux locaux, les utilisateurs ont souhaité ne plus devoir imprimer les documents avant de les faxer mais de disposer d'outils leur permettant d'émettre directement des fax à partir de leur station de travail. Des logiciels, tels que Esker Fax, permettent aujourd'hui à des utilisateurs d'envoyer des télécopies sans devoir interrompre leur travail, attendre devant une machine fax et subir les autres contraintes du fax manuel. Avec un serveur de fax, la télécopie est émise directement à partir d'un logiciel de traitement de texte, en utilisant simplement la commande "Imprimer" du logiciel. Dans le sens inverse, les serveurs de fax reçoivent les télécopies et les transmettent automatiquement dans la boîte à lettres du destinataire en fonction du numéro de l'appelant ou de l'appelé. Les serveurs de fax procurent des gains de productivité importants.

A l'époque de l'Internet, le support de communication par fax s'avère encore très utilisé pour transmettre des documents issus des applications d'entreprises (bons de commande, bons de livraison, devis, factures, contrats, relances...). Le fax bénéficie d'avantages incontestables sur les autres moyens de communication :

- **Instantanéité de transmission** ;
- **Universalité du support** (peut être utilisé dans quasiment 100% des situations y compris à l'international);
- **Assurance de la délivrance du document** (accusé de réception);
- **Intégrité de la présentation des documents communiqués** (le document transmis par fax ne modifie aucun élément de mise en page);
- **Confidentialité de la transmission via un réseau propriétaire** (le réseau téléphonique) et non par l'Internet;
- **Intégrité du contenu du document** car un fax n'est pas aisément modifiable;
- **Coût inférieur au courrier papier.**

Ces éléments constituent les facteurs importants du choix d'une communication par télécopie des documents d'entreprises ayant un caractère confidentiel et critique.

Les entreprises recherchent des solutions de serveur de fax pouvant se connecter directement sur le système d'information central de l'entreprise (ERP, grands systèmes IBM, applications de gestion de la relation client...). Par ailleurs, avec la généralisation des systèmes de messagerie internes (Lotus Notes, Microsoft Exchange, Novell Groupwise), le besoin s'est fait sentir pour les entreprises de ne plus avoir à gérer plusieurs sources de messages (le fax et la messagerie) mais de les combiner en un seul outil. L'utilisateur peut alors envoyer des télécopies comme il envoie des e-mails, directement à partir de sa messagerie. De la même manière, il souhaite recevoir et lire les fax qui lui sont destinés à partir de son outil de messagerie. Cette fonction offre à l'utilisateur un confort supérieur et lui permet d'augmenter sa productivité personnelle.

LE PRODUIT "ESKER FAX"

Esker Fax est un serveur de fax généraliste qui fonctionne sur un serveur Microsoft Windows 2000/2003 ou XP. Esker Fax se commercialise essentiellement auprès des grandes entreprises.

En environnement de production, Esker Fax offre de nombreux connecteurs spécifiques (SAP, LPD, LPR, APPC, RJE...) qui permettent de le raccorder à la plupart des grandes applications en vigueur dans les entreprises. Le produit Esker Fax est certifié par la société SAP. En l'absence d'un connecteur spécifique pour un environnement ou une application donnée, Esker Fax se comporte comme une imprimante et utilise la technologie de reconnaissance de contenu spécialement développée par Esker. Cette technologie permet de reconnaître et d'extraire, directement sur le document à transmettre, les informations de routage telles que le numéro de fax ou le nom du destinataire.

Esker Fax s'intègre nativement avec les principaux systèmes de messagerie électroniques en vigueur dans les entreprises tels qu'IBM Lotus Notes (Esker Fax for Notes), Microsoft Exchange, ou SMTP (Messagerie Internet). Par ailleurs, Esker Fax est accessible directement à partir des principaux outils bureautiques tels que Microsoft Word, Microsoft Excel et d'une manière générale à partir de tous les outils sachant imprimer directement à partir du poste de travail. A ce jour et suite au retrait en décembre 2000 du progiciel serveur de fax de Lotus, "Esker Fax for Notes" est la seule solution fax au monde à proposer une interface utilisateur et administrateur totalement intégrée à IBM Lotus Notes.

Esker Fax a été spécialement conçu pour gérer des volumes importants de télécopies en intégrant de nombreuses optimisations et des fonctions d'équilibrage de charge ou "Load Balancing". Esker Fax supporte des cartes fax intelligentes multivoies (d'origine Brooktrout ou Eicon) qui lui permettent de gérer jusqu'à 120 lignes par serveur. Esker estime qu'Esker Fax est l'un des meilleurs produits de sa catégorie pour gérer des volumes importants de télécopies.

LE PRODUIT "VSI-FAX"

Ce produit serveurs de fax a été développé par la société américaine VSI qui a été acquise par Esker en octobre 2000.

VSI-FAX est un serveur de fax de production fonctionnant sous Unix et Linux et qui offre sensiblement les mêmes caractéristiques que le produit Esker Fax dans ces environnements particuliers. VSI-FAX est très souvent intégré à des applications verticales (dédiées à un métier ou à un secteur économique particulier). L'essentiel de la clientèle du produit VSI-FAX est constitué d'éditeurs de logiciels de gestion à destination des petites et moyennes entreprises.

LES PRODUITS "HOST ACCESS"

LES BESOINS COUVERTS PAR CE TYPE DE PRODUITS

La plupart des applications de gestion (comptabilité, gestion de stock, gestion commerciale...) développées dans les années 1970 et 1980 sont centralisées sur des serveurs. Elles s'exécutent sur des ordinateurs multipostes (IBM, UNIX, HP, SUN) et communiquent avec des terminaux passifs (clavier + écran) qui assurent le dialogue avec l'utilisateur.

Avec l'apparition massive des PC dans l'entreprise au début des années 90, les entreprises ont progressivement remplacé les terminaux passifs par des PC fonctionnant en environnement Windows. Afin de pouvoir continuer à exploiter les anciennes applications à partir de ces nouveaux postes de travail, les entreprises ont du installer sur les PC des logiciels qui imitent le fonctionnement des anciens terminaux passifs. Ces logiciels s'appellent des "émulateurs de terminaux" et constituent la fonction première des produits de "Host Access".

Au-delà de l'accès aux applications centrales à partir d'une station de travail, les produits "Host Access" permettent aussi :

- **L'échange de fichiers avec les sites centraux** (protocole FTP client et serveur),
- **Le partage de disques avec les sites centraux** (protocole NFS client et serveur),
- **L'utilisation des imprimantes des sites centraux** (protocole LPR),
- **La mise à disposition des sites centraux de l'imprimante de la station de travail** (protocole LPD),
- **L'exécution de commandes à distance sur le site central** (RSH/REXEC).

LE PRODUIT "TUN PLUS"

Tun PLUS est le produit d'origine de la société. Tun PLUS se commercialise principalement autour des serveurs SCO Unix, Linux, IBM AIX, HP-UX, IBM 390 et IBM AS/400. Les clients traditionnels de cette gamme de produits sont les grands comptes équipés de systèmes IBM et les éditeurs de logiciels qui offrent des solutions de gestion fonctionnant en environnement Unix ou Linux.

La force de cette gamme réside dans la richesse des émulations proposées (plus de 20 à ce jour) et dans sa capacité d'intégration à des solutions tierces développées par des éditeurs de logiciels ou d'autres revendeurs à valeur ajoutée.

LE PRODUIT "SMARTERM"

SmarTerm a été développés par la société Persoft (acquise en 1999). Ce produit possède un leadership dans les administrations américaines et dans le domaine de la santé et de l'industrie.

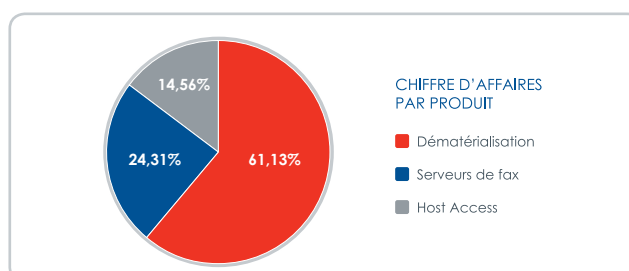
La gamme des produits SmarTerm se commercialise principalement autour des serveurs Digital (VAX Open VMS), Data General et IBM. Les clients traditionnels de cette gamme de produits sont des entreprises et des administrations de toutes tailles équipées de ces serveurs. Par comparaison avec Tun PLUS, la force de cette gamme réside dans sa capacité à répondre aux problématiques des très grandes entreprises et dans la très grande qualité de son intégration dans les environnements Digital VT.

6.2. PRINCIPAUX MARCHÉS

6.2.1. RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUIT

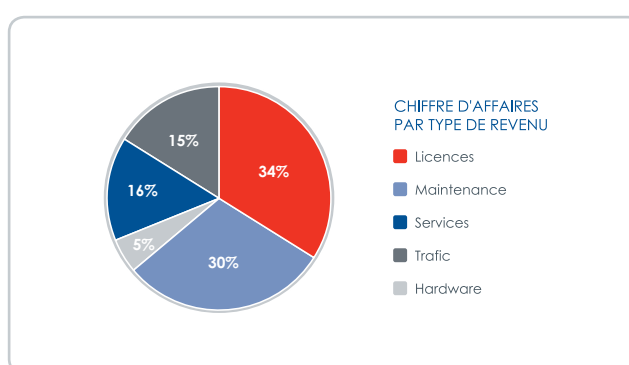
Chiffre d'affaires par produit

En milliers d'euros	2007		2006	
	Montant	%	Montant	%
Dématérialisation	15 816	61,13%	12 671	50,49%
Serveurs de fax	6 290	24,31%	7 269	28,96%
Host Access	3 767	14,56%	5 157	20,55%
TOTAL	25 873	100,00%	25 097	100,00%



Chiffre d'affaires par type de revenu

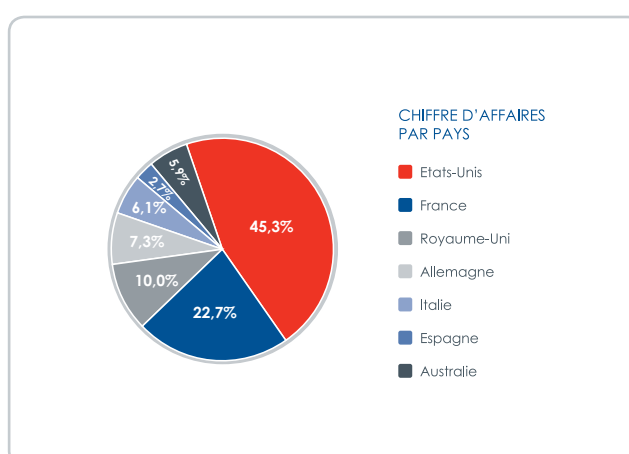
En milliers d'euros	2007		2006	
	Montant	%	Montant	%
Licences	8 925	34%	10 895	43%
Maintenance	7 747	30%	7 240	29%
Hardware	1 186	5%	1 486	6%
Trafic	3 786	15%	1 967	8%
Service	4 229	16%	3 509	14%
TOTAL	25 873	100%	25 097	100%



Compte tenu de la montée en puissance des produits de dématérialisation, le chiffre d'affaires service est en forte progression et devrait continuer à croître sur les prochaines années. Le chiffre d'affaires trafic est également en très forte progression, comme évoqué ci-dessus. Il correspond à l'activité d'envoi de document "à la demande" réalisé par les services "FlyDoc" et "Esker on Demand".

Chiffre d'affaires par pays

En milliers d'euros	2007		2006	
	Montant	%	Montant	%
France	5 869	22,7%	4 439	17,63%
Royaume-Uni	2 597	10,0%	2 792	11,15%
Allemagne	1 876	7,3%	1 503	6,00%
Italie	1 584	6,1%	914	3,65%
Espagne	700	2,7%	734	2,93%
Australie	1 536	5,9%	1 301	5,18%
Etats-Unis	11 711	45,3%	13 412	53,38%
TOTAL	25 873	100,0%	25 097	100,00%



Esker réalise 77 % de son chiffre d'affaires hors de France avec une structure qui correspond aujourd'hui à la répartition des marchés mondiaux de l'informatique. Ainsi, différentes études de marché laissent apparaître que les États-Unis représentent à eux seuls un peu plus de la moitié du marché mondial du logiciel professionnel. C'est aussi le marché de référence sur lequel sont présents les principaux acteurs et sur lequel les principales alliances se réalisent.

Avec 45 % des ses ventes réalisées sur le continent américain en 2007, Esker dispose d'une base commerciale équilibrée entre l'Amérique et l'Europe. La contribution du chiffre d'affaires américain au chiffre d'affaires du groupe est toutefois en recul de 8 points (53 % en 2006), généré en partie par la forte dépréciation du dollar sur la période et par un repli de la croissance aux Etats-Unis qui s'élève à -4,6 % en 2007 contre 11 % en 2006. Les Etats-Unis ont notamment souffert d'un report de commandes au 4ème trimestre, en raison des incertitudes économiques qui ont continué à peser sur cette région du monde.

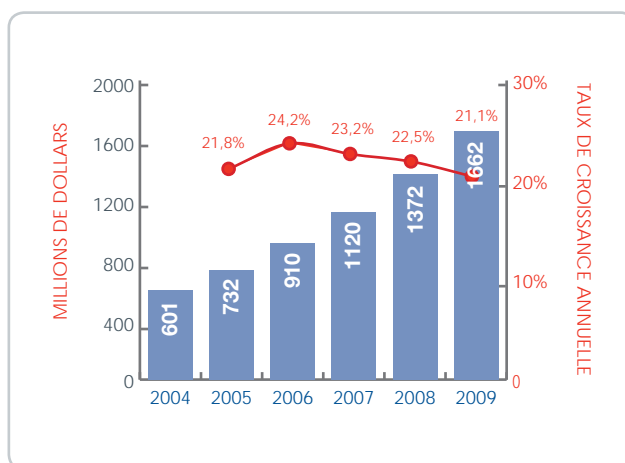
6.2.2. LE MARCHÉ DES SOLUTIONS DE DÉMATÉRIALISATION

Le marché de la dématérialisation est un marché émergent pour lequel peu d'études ont été réalisées par des cabinets d'analyse technologiques. La diffusion électronique de documents est encore centrée sur des processus non intégrés ou ne supportant qu'un seul média (ex : le fax ou l'impression traditionnelle). Cependant, certaines indications fournies par différentes études commencent à dessiner les contours de ce marché et à permettre une première approche de la taille.

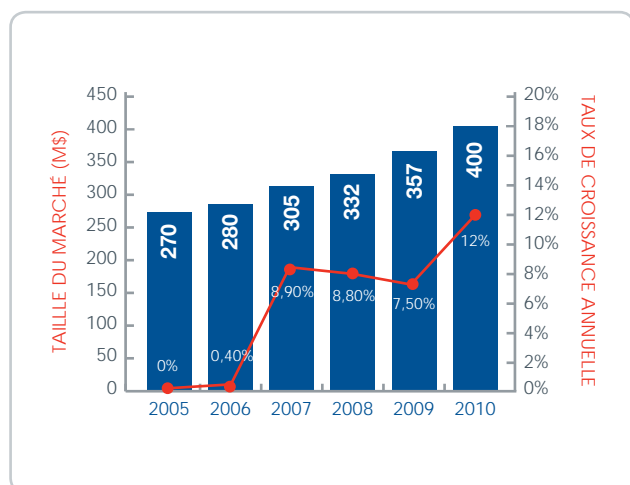
C'est le cas de l'étude IDC qu'Esker a fait réaliser en mars 2006 et qui donne les prévisions suivantes :

Le marché mondial devrait s'établir à 1,6 milliard d'euros en 2009 et présenter une croissance moyenne annuelle de 23%.

D'après IDC, au niveau européen, le marché de la dématérialisation connaîtra une croissance annuelle moyenne supérieure à celle constatée au niveau mondial. Ainsi, le taux de croissance annuel moyen en Europe sera de 23,1% entre 2006 et 2009 et le marché licences et maintenance passera de 196 M\$ en 2005 à 519 M\$ en 2009.



6.2.3. LE MARCHÉ DES SERVEURS DE FAX



Selon une étude du cabinet Peter Davidson publié en 2006, le marché des serveurs de fax s'est établi à 270M\$ en 2005 stable par rapport à 2004. Le marché du serveur de fax est attendu en légère croissance (8%) jusqu'en 2010.

Ces chiffres globaux cachent une disparité selon les types de serveurs de télécopie concernés. En effet, selon Peter Davidson, si les serveurs de fax de production représentaient en 2005 67% des ventes mondiales, la prévision pour 2010 monte à 76%. Cette orientation du marché en faveur du fax de production suggère une utilisation des serveurs de fax comme outils e-business servant à faire circuler à l'extérieur des murs de l'entreprise des documents et informations issus des systèmes informatiques critiques des entreprises.

Cette tendance est soutenue par l'émergence de nouvelles lois de régulation telles que Sarbanes-Oxley aux Etats-Unis ou la Loi sur la Sécurité Financière en France.

6.2.4. LE MARCHÉ DU "HOST ACCESS"

La dernière étude du cabinet IDC sur ce marché a été publiée en juin 2003. Elle évalue le total du marché des applications Host Access en 2002 à 1.044 millions de dollars américains. IDC prévoit un taux de croissance annuel moyen pour ces marchés de l'ordre de 1,4% par an.

Esker, pour sa part, observe et attend une décroissance annuelle moyenne des marchés "Host Access" de l'ordre de 20 à 25% par an.

6.3. INDÉPENDANCE DE L'ÉMETTEUR

Les produits Esker sont généralement vendus sans produits tiers complémentaires, à l'exception des produits serveurs de fax et DeliveryWare qui intègrent des modules de conversion de format de document et qui sont souvent commercialisés par Esker conjointement avec une carte fax intelligente.

6.4. POSITION CONCURRENTIELLE

LA CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ DE LA DÉMATÉRIALISATION

DeliveryWare

Les concurrents identifiés sur le marché du produit DeliveryWare sont les suivants :

Sociétés	CA 2007 ⁽¹⁾	Produits ou famille de produits
Readsoft	56 M€	Documents
Basware	73 M€	
Streamserve	N.C.	
Macro4	31,4ME (30/06/07)	Columbus

(1) : Le chiffre d'affaires mentionné est celui de l'entreprise et non pas celui de la ligne de produit concurrente

Esker estime être le seul acteur de cette catégorie à offrir une solution capable de traiter aussi bien les documents entrants que sortants et autant de médias de diffusion. La disponibilité d'une offre intégralement "à la demande" est une exclusivité d'Esker par rapport à l'ensemble des produits de cette catégorie. Cette offre lui permet d'adresser aussi bien les grandes entreprises que les PME et TPE.

FlyDoc

Seule la société Maileva (filiale du groupe La Poste) offre une véritable alternative au service FlyDoc en ce qui concerne l'envoi de courrier à la demande. Esker estime que FlyDoc est mieux intégré aux applications Windows que son concurrent français. FlyDoc est aussi moins cher et ne requiert pas le paiement d'une redevance annuelle.

Sur le marché de l'envoi et de la réception de fax à la demande, les concurrents sont plus nombreux et sont essentiellement d'origine Nord-Américaine. Il s'agit des sociétés J2 Global Communication, Xpedite et Graphnet. Seule la société J2 est cotée et a réalisé 221M\$ de chiffre d'affaires en 2007.

LA CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ DES SERVEURS DE FAX

Le marché du serveur de fax est un marché extrêmement morcelé. A l'exception du leader mondial Captaris, dont la part de marché est de 24,3%, aucun acteur ne détient plus de 8% de ce marché. Esker juge comme significatifs les concurrents suivants :

Sociétés	CA 2006 ⁽¹⁾	Produits ou famille de produits
Captaris	95 M\$	RightFax
Omtool	16M\$	Fax Sr.
TopCall	N.C.	Vienna, Communication One
Equisys	N.C.	Zetafax
SAGEM	N.C.	

(1) : Le chiffre d'affaires mentionné est celui de l'entreprise et non pas celui de la ligne de produit concurrente

D'après le classement établi par le cabinet Peter Davidson, Esker est le troisième acteur mondial sur le marché du fax derrière Captaris et Sagem.

Esker estime qu'un des éléments différenciateurs de son produit Esker Fax est son caractère de fax de production et donc sa capacité à gérer de très grands volumes de télécopies et à se connecter à tout environnement informatique, y compris les systèmes SAP, les Mainframes IBM S/390 et les AS/400. L'intégration native avec la messagerie IBM Lotus Notes est aussi une exclusivité de cette ligne de produits.

L'acquisition en octobre 2001 de VSI a apporté à Esker de fortes compétences et une base installée importante dans le domaine du serveur de fax de production fonctionnant sous UNIX et Linux.

Ayant concentré ses efforts sur le développement d'une gamme cohérente et performante de serveurs de fax de production, capables de traiter tous les flux de données quel que soit leur volume ou leur provenance, Esker estime aujourd'hui être une des sociétés les plus à même de tirer partie des évolutions du marché des serveurs de fax telles que les anticipent les analystes du secteur.

LA CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ DU HOST ACCESS

Les concurrents significatifs identifiés par Esker sur le marché du "Host Access" sont les suivants :

Sociétés	CA 2006 ⁽¹⁾	Produits ou famille de produits
NetManage	36 M\$	View / Now, Rumba, Salvo
Attachmate	N.C.	Irma 3270, 5250, Extral, + WRQ, e-Vantage
Century Software	N.C.	Term, Tiny Term
ICOM Informatique	1 M€	Winsurf

(1) : Le chiffre d'affaires mentionné est celui de l'entreprise et non pas celui de la ligne de produit concurrente

Toutes les entreprises citées, à l'exception des sociétés NetManage et ICOM qui sont cotées, ne communiquent pas publiquement leurs données financières.

6.5. ELEMENTS SERVANT DE BASE À TOUTE DÉCLARATION CONCERNANT LA POSITION CONCURRENTIELLE

Les éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle sont précisés dans le *paragraphe 6.4.* ci-avant.

7. ORGANIGRAMME DU GROUPE

STRUCTURE JURIDIQUE DU GROUPE ESKER AU 31 DÉCEMBRE 2007



Toutes les filiales sont détenues et contrôlées à 100% par Esker SA, à l'exception de la filiale espagnole contrôlée à 99,80%.

Au cours du 4ème trimestre 2007, la société Esker a cédé au groupe Lippo la totalité de sa participation (49 %) dans la joint venture Esker Software Asia Pacific (ESAP) pour une valeur de 1 Singapour dollar. Cette société ne fait donc plus partie du périmètre du groupe au 31/12/2007.

RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES SOCIÉTÉS DU GROUPE ESKER

Les relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker sont résumées dans la liste des conventions libres (transactions courantes conclues à des conditions normales) de l'exercice 2007, établie par le Conseil de Surveillance. Les facturations groupe proviennent des éléments suivants :

- ventes de produits par la société mère à ses filiales,
- royalties,
- refacturation de dépenses marketing,
- refacturation de frais de personnel,
- intérêts sur avances.

Au cours de l'exercice 2007, Esker S.A. a facturé à ce titre un total de 6 149 K€ (5 867 K€ en 2006) à l'ensemble de ses filiales. Les filiales, quant à elles, lui ont facturé à ce titre un total de 368 K€ (514 K€ en 2006). Les charges et produits résultant des facturations entre les sociétés du Groupe sont éliminés dans les comptes consolidés. Ils n'ont donc aucune incidence financière sur les comptes consolidés du Groupe.

Les conventions réglementées conclues entre sociétés du groupe sont présentées dans le rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées présenté au *paragraphe 19.1.* du présent document.

Les informations sectorielles figurent dans la *note 1 de l'annexe aux comptes consolidés présentée au paragraphe 20.1. de ce document*, et l'information sur les parties liées est présentée dans la *note 24 de cette même annexe*.



8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES

Aucune société du groupe n'est propriétaire d'immeubles. Les locaux qu'elles occupent font l'objet de contrats de location dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous :

Etablissements	Adresse	Expiration du bail de location	Surface
Esker France	Lyon - France	mars 2015	1 520 m2
Esker France Production	Villeurbanne - France	août 2015	666 m2
Esker GMBH	Munich - Allemagne	septembre 2010	446 m2
Esker Iberica	Madrid - Espagne	Mars 2009	180 m2
Esker Italia	Milan - Italie	septembre 2013	416 m2
Esker Ltd	Derbyshire - Grande Bretagne	août 2013	271 m2
Esker Pty	Sydney - Australie	décembre 2010	351 m2
Esker Inc	Madison - Etats-Unis	Janvier 2012	2 207 m2
Esker Inc	Lake Forest - Etats-Unis	octobre 2008	721 m2

Au 31 décembre 2007, les engagements totaux au titre de ces contrats de location s'élèvent à 5 030 K€ (3 649 K€ en 2006).

Par ailleurs, les immobilisations corporelles du groupe sont principalement constituées

- de matériel informatique (parcs d'ordinateurs, imprimantes),
- du matériel nécessaire à la production "on Demand" : machines de mise sous pli et imprimantes de production principalement.

La note 4 de l'annexe aux comptes consolidés, insérée en section 20 du présent document de référence présente les données chiffrées relatives aux immobilisations corporelles.

Il n'existe pas de charge majeure pesant sur ces éléments.

8.2. QUESTION ENVIRONNEMENTALE POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les éventuelles questions environnementales relatives à l'utilisation des immobilisations corporelles sont évoquées dans la description des risques industriels et environnementaux du [paragraphe 4.4.](#) du présent document.



9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

L'examen de la situation financière et du résultat groupe est décrit dans le rapport de gestion du Directoire, dont un extrait est présenté ci-après. Cette information se rapporte aux comptes consolidés tels que présentés au *paragraphe 20.1.* du présent document. Cette information peut également être complétée par l'information donnée sur les tendances en *section 12* et par l'annexe des comptes consolidés présentée au *paragraphe 20.1.*

ANALYSE DE LA PÉRIODE 2007 / 2006

Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 8 % à taux de change constant au cours de l'exercice 2007, ce qui marque un léger repli par rapport à l'augmentation de 11 % constatée en 2006.

Cette croissance est notamment soutenue par une forte progression des solutions de dématérialisation, en hausse de 31 % sur la période, qui représentent 61 % du chiffre d'affaires du groupe. L'Europe affiche notamment une croissance très dynamique sur ces produits avec + 52 % comparé à 2006. En mai 2007, le Groupe a notamment lancé la nouvelle version de DeliveryWare, dotée de nouvelles fonctionnalités exclusives pour le traitement des commandes clients, parfaitement intégrée à SAP.

Les services de dématérialisation à la demande, FlyDoc et Esker On Demand, réalisent une excellente performance sur la période avec une progression de 104 %. Les offres de courrier et de fax à la demande en environnement SAP, lancées à la fin du 1er semestre 2007 rencontrent notamment un succès très rapide dans tous les pays du monde. Le chiffre d'affaires généré par cette activité approche d'ailleurs les 20 % de l'activité du groupe au 4ème trimestre 2007.

Les lignes de produits Host Access et Serveurs de fax, plus matures, poursuivent par ailleurs leur décroissance, à un rythme proche de celui de 2006, soit - 15 %.

UN RÉSULTAT OPÉRATIONNEL IMPACTÉ PAR LA FAIBLESSE DU DOLLAR ET LE RECU DE L'ACTIVITÉ AUX ETATS-UNIS

Le résultat opérationnel courant du groupe s'élève à - 896 K€ contre un bénéfice de 664 K€ en 2006.

La forte progression du chiffre d'affaires en Europe a notamment eu pour conséquence un renforcement nécessaire de la politique d'investissement du groupe qui s'est traduite par une augmentation de 8 % des dépenses commerciales et marketing. Par ailleurs, la société a poursuivi ses investissements sur les solutions à la demande FlyDoc et Esker On Demand, qui se sont traduits par l'expansion de l'usine courrier de Villeurbanne et le renforcement des équipes commerciales FlyDoc et des équipes de Recherche et Développement en France.

Par ailleurs, le niveau des frais de développement présenté au compte de résultat est également impacté par l'immobilisation d'une partie de ces frais et leur amortissement. Au cours de l'exercice, 1 015 K€ ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles (870 K€ en 2006), portant sur les projets suivants :

- le développement de la version SP FP 1 du logiciel DeliveryWare, dont le lancement a été réalisé début mai 2007, ce qui marque le début de la période d'amortissements des coûts immobilisés à ce titre,
- le développement de la version 2006 du service FlyDoc dont le lancement a été réalisé début novembre 2007,
- les développements engagés au titre de la prochaine version du logiciel DeliveryWare et des nouvelles fonctionnalités du service FlyDoc (immobilisations en cours).

L'impact net des immobilisations de la période diminuées des amortissements s'élève à 635 K€ (contre 660 K€ au 31/12/2006).

Après prise en compte des éléments non courants, et notamment d'un impact défavorable de change latent d'un montant de 120 K€ (145 K€ en 2006), le résultat opérationnel du groupe s'élève à - 980 K€ contre un bénéfice de 480 K€ en 2006.

Le risque de change encouru par le groupe est principalement lié aux opérations intragroupes réalisées en dollars, livres sterling et dollars australiens. La situation latente est notamment dégradée compte tenu de l'évolution défavorable du cours du dollar au cours de la période.

En l'absence d'endettement financier (à l'exception de la charge d'intérêt sur emprunt lié au retraitement des contrats de location financement de 35 K€), le coût de l'endettement net de l'exercice est un profit de 296 K€ contre 155 K€ en 2006. Le niveau élevé de la trésorerie du groupe a en effet généré 275 K€ de produits de trésorerie, soit 63 % de plus qu'en 2006 (169 K€).

La perte de 276 K€ présentée en quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence de la période résulte de la cession au cours du 4ème trimestre 2007 de la société Esker Esker Software Asia Pacific (ESAP). Esker a en effet cédé au groupe Lippo la totalité de sa participation dans la joint venture ESAP pour une valeur de 1 Singapour dollar.

Il en résulte un résultat net de - 1 044 K€ sur la période contre un profit de 1 763 K€ en 2006.

LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION DEMEURENT LARGEMENT POSITIFS

La trésorerie du groupe marque un très léger recul à taux de change constant et s'élève à 6 068 K€ à la clôture. Le flux de trésorerie générée par l'activité s'élève à 1 390, soit 258 K€ de plus qu'en 2006. Les flux d'investissements qui sont principalement constitués des investissements significatifs réalisés en matière de développement au cours de l'exercice, ainsi que des investissements en matériel informatique liés au développement de l'activité de service à la demande d'externalisation du courrier (serveurs, cartes fax) sont ainsi couverts à 75 % par les flux d'exploitation.

UN MAINTIEN DES AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

Les dettes financières du groupe s'élèvent à 1 368 K€ contre 1 030 K€ en 2006 et sont exclusivement constituées d'une avance financière Anvar de 400 K€ et d'une dette financière de 968 K€, contrepartie de contrats de locations financement immobilisés relatifs à des imprimantes et machines de mises sous plis utilisées dans le cadre de l'activité FlyDoc et Esker On Demand.

La structure financière du groupe repose donc principalement sur ses capitaux propres qui s'élèvent à 8 459 K€ au 31/12/2007.



10. TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1. CAPITAUX DE L'ÉMETTEUR

Les informations concernant les capitaux sont présentées dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés, au [paragraphe 20.1. "informations financières historiques : comptes consolidés"](#).

10.2. SOURCE, MONTANTS ET DESCRIPTION DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les informations concernant les flux de trésorerie sont présentées dans le tableau de variation des flux de trésorerie, au [paragraphe 20.1.](#)

L'analyse de la variation de la trésorerie au cours de l'exercice est présentée en [section 9 ci-dessus](#).

Au 31 décembre 2007 le groupe dispose d'une trésorerie excédentaire dans ses filiales américaine et anglaise. En ce sens, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar ou à la livre pourrait potentiellement constituer un frein au transfert de fonds des USA et de la Grande-Bretagne vers la France.

Les excédents de trésorerie sont investis dans les principales devises (EUR, USD, GBP). La société mère supervise les investissements financiers des filiales par consultation directe de leurs soldes bancaires et demande de prévisions de trésorerie.

Les placements effectués par le groupe sont principalement constitués de produits financiers à court terme, à capital garanti, ne présentant aucun risque pour le groupe.

10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Comme indiqué dans la [section 9](#) ci-dessus et dans la [note 14 de l'annexe aux états financiers consolidés](#), présentée au [paragraphe 20.1.](#) du présent document, les dettes financières constatées à la clôture de l'exercice s'élèvent à 1 368 K€ et sont exclusivement constituées des éléments suivants :

- **avance financière anvar** de 400 K€,
- **dette financière** de 968 K€, contrepartie de contrats de locations financement immobilisés au cours de l'exercice et concernant une machine d'impression et deux machines de mises sous plis utilisées dans le cadre de l'activité de service à la demande d'externalisation du courrier.

Aucun autre endettement financier n'est constaté.

10.4. RESTRICTION À L'UTILISATION DE CAPITAUX

Il n'existe aucune restriction à l'utilisation des capitaux de la société.

■ 10.5. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES

L'essentiel des investissements est en général financé sur fonds propres.

Par ailleurs, en vue de financer les investissements liés au développement de l'offre "Esker on Demand", décrits au *paragraphe 5.2.2.* du présent document, la société a procédé fin 2005 à une augmentation de capital par attribution gratuite de bons de souscription d'actions. Le produit des souscriptions a été obtenu en janvier 2006 et s'est élevé à 3 277 K€.



11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

11.1. DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Esker a toujours investi un montant significatif dans son activité de recherche et développement. En 2007, ces dépenses ont représenté près de 12 % du chiffre d'affaires total du groupe, contre 11 % en 2006. Elles permettent notamment à Esker de conserver son avance technologique qui est le seul véritable moyen de résister face à la concurrence. Au 31 décembre 2007, dans les locaux de Lyon, une équipe de 26 ingénieurs informaticiens développe les logiciels d'Esker. Le contrôle qualité, la rédaction de la documentation et le support technique de deuxième niveau sont assurés par 26 autres ingénieurs.

Le tableau suivant récapitule les dépenses R&D en fonction des principales lignes de produits, avant et après immobilisation de certains frais de développement (*les notes 2 et 20 de l'annexe aux comptes consolidés présentée au paragraphe 20.1. du présent document* fournissent des informations complémentaires à ce sujet):

En milliers d'euros	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Dépenses de R&D de la période	-3 702	-3 416	-3 482
Frais de développement immobilisés	1 016	870	447
Amortissements des frais de développement immobilisés	-380	-210	-105
DEPENSES DE R&D NON IMMOBILISEES	-3 066	-2 756	-3 140

L'investissement en recherche et développement porte principalement sur les lignes de produits Fax et Dématérialisation. L'investissement R&D sur les produits matures de "Host Access" a en effet été sensiblement réduit au fil du temps.

Les principaux développements engagés et immobilisés en 2007 concernent les projets suivants :

- le développement de la version SP FP 1 du logiciel **DeliveryWare**, dont le lancement a été réalisé début mai 2007, ce qui marque le début de la période d'amortissements des coûts immobilisés à ce titre,
- le développement de la version 2007 du service **FlyDoc** dont le lancement a été réalisé début novembre 2007,
- les développements engagés au titre de la prochaine version du logiciel **DeliveryWare** et des nouvelles fonctionnalités du service **FlyDoc** (immobilisations en cours).

11.2. BREVETS

La technologie de reconnaissance, d'analyse et de routage des documents en fonction de leur contenu, développée par Esker, est protégée depuis 2005 par un brevet accordé par l'USPTO (United State Patent and Trademark Office) sous le numéro : 6 906 817. Cette technologie est au cœur des solutions de dématérialisation de l'entreprise. Esker a déposé deux nouveaux brevets au cours de l'année 2007 auprès de l'USPTO.

■ 11.3. MARQUES

Les marques et les noms de domaines suivants ont été déposés par Esker en France et dans d'autres pays du monde :

- Esker
- FlyDoc
- VSI-FAX
- FaxGate
- General Document Recognition
- Smarterm
- Smartmouse
- Tun
- Tun Emul
- Tun Kernel
- Tun Mail
- Tun Plus
- Tun TCP
- Persona
- Pulse



12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

12.1. SITUATION ET ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 8 % à taux de change constant au cours de l'exercice 2007, ce qui marque une légère dégradation par rapport à 2006 qui enregistrait une croissance de 11 %. Cette moindre performance s'explique par une décroissance de 4 % du chiffre d'affaires des USA en raison de l'attentisme des grands clients consécutif à la crise du crédit que traverse ce pays. A l'opposé, l'Europe et l'Australie ont accru leur chiffre d'affaires de 21 % bénéficiant de conditions économiques normales. Les solutions de dématérialisation ont fortement progressé au cours de l'exercice (+31 %). Elles représentent désormais 64 % du chiffre d'affaires total de l'entreprise. La forte progression des solutions de dématérialisation s'explique, cette année encore, par une augmentation de 50 % de la valeur des affaires moyennes et par une progression toujours forte des solutions de dématérialisation à la demande comme FlyDoc.

La baisse conjointe du dollar et de l'économie américaine pèsent sur le résultat opérationnel qui s'établit à -980K€ pour un résultat net de -1 044K€.

La trésorerie nette disponible de 6 068K€ est stable, à taux de change constant, par rapport au 31 décembre 2006 (6 514K€).

12.2 EVOLUTIONS PRÉVISIBLES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans les années à venir, l'influence de la décroissance des produits historiques (Host Access et Fax) sur le chiffre d'affaires va mécaniquement continuer de s'estomper. Le lancement de nouvelles versions de la solution "Esker DeliveryWare" en 2008 pour traiter de manière complète les processus associés aux factures fournisseurs devrait permettre de multiplier le nombre d'affaires auprès des grandes entreprises et d'accroître encore leur taille moyenne. Enfin, les investissements marketing et R&D importants consentis aux nouvelles offres "Esker on Demand" et "FlyDoc" permettent de considérer ces services comme de véritables relais de croissance supplémentaires pour l'entreprise.

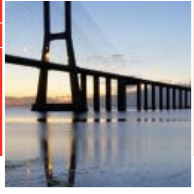
Le niveau de trésorerie est actuellement suffisant pour assurer le développement des infrastructures et des logiciels nécessaires à la croissance des solutions à la demande.

Cependant l'extrême faiblesse du dollar conjuguée à des perspectives économiques en baisse aux Etats-Unis et dans le monde entier en général pourrait atténuer momentanément la dynamique de croissance tout en continuant de peser sur les résultats du Groupe.

Pour 2008 et 2009, les principaux objectifs d'Esker sont les suivants :

- **augmenter la taille moyenne des affaires "Esker DeliveryWare"** en vendant des solutions plus complètes procurant un retour sur investissement plus rapide,
- **continuer de développer de manière intensive les offres à la demande** (Esker on Demand et FlyDoc) de manière à disposer d'un chiffre d'affaire récurrent et être prêts lorsque le marché basculera massivement dans le modèle SaaS (Software as a Service),
- **développer notre offre sur les marchés les plus dynamiques de la planète** et en particulier l'Asie et l'Australie.

Les moyens mis à la disposition de ces objectifs sont mesurés de manière à ne pas compromettre la rentabilité du groupe.



13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

La société ne présente dans le présent document de référence aucune prévision ou estimation de ses bénéfices futurs.



14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

La société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un **Conseil de Surveillance**.

14.1. INFORMATION CONCERNANT LES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES							
Nom	Mandat ou fonction exercée au sein d'ESKER S.A.	Société	Nationalité	Mandat / Position	Année de nomination d'origine	Expiration du mandat : AG statuant sur les comptes clos en :	Adresse professionnelle (fonction principale)
M.C. Bernal	Présidente du Conseil de Surveillance	ESKER SA	Française	Présidente du Conseil de Surveillance	2001	2012	10 Rue des Emeraudes 69006 Lyon
		ILOG S.A.	Française	Administrateur, Présidente du comité d'audit	2000	2008	9 rue de Verdun 94253 Gentilly
		Potentia Pharmaceuticals	Américaine	Administrateur	2005	N/A	201 E. Jefferson Louisville, KY 40202
K. Beauvillain	Vice Président du Conseil de Surveillance	ESKER SA	Française	Vice Président du Conseil de Surveillance	1999	2010	-
		KB CONSEILS Eurl	Française	Gérant	1997	N/A	68 Rue Pernety 75014 Paris
		ALPHA MOS SA	Française	Administrateur	1998	2007	-
		ARES GROUPE SA	Française	Administrateur	1999	2010	-
		LAFAYETTE INT SA	Française	Administrateur	1997	2007	-
		INFOFLASH SA	Française	Administrateur	1997	2007	-
R.Teubner	Membre du Conseil de Surveillance	ESKER SA	Française	Membre du Conseil de Surveillance	2000	2011	-
		Hostbridge Technology	Américaine	Directeur Général, Administrateur	2000	N/A	HostBridge Technology 100 E. 7th Avenue Stillwater, OK 74074 USA
		Southwest Bancorp	Américaine	Administrateur, Membre du Comité d'Audit, Président du Comité de rémunérations	2000	2008	Southwest Bancorp, PO Box 1988, Stillwater, OK 74076
T. Wolfe	Membre du Conseil de Surveillance	ESKER SA	Française	Membre du Conseil de Surveillance	1999	2010	Esker Inc. - 1212 Deming Way, Suite 350 - Madison, WI 53717 - USA
J.M. Bérard	Président du Directoire	ESKER SA	Française	Président du Directoire	2000	2007	10 Rue des Emeraudes 69006 Lyon
E. Olivier	Membre du Directoire	ESKER SA	Française	Membre du Directoire	2003	2007	10 Rue des Emeraudes 69006 Lyon

- **Marie-Claude Bernal** est présidente du conseil de surveillance de la Société Esker depuis 2000. Diplômée d'HEC-JF spécialisation finance et comptabilité (1967), et titulaire d'un MBA de finance et d'informatique de l'Université de Chicago (1971), elle débute sa carrière auprès de la banque de Neuflyze et devient ainsi une des premières femmes françaises à diriger une SICAV. En 1977 elle rejoint Wellington Management (Boston USA), une des plus anciennes et des principales sociétés de gestion de placement américaines. Après avoir notamment participé à la création du département international de ce fond d'investissement, elle est nommée Partner en 1994 et poursuit sa collaboration avec cette société jusqu'en 2000. Marie-Claude Bernal est également membre du Conseil d'Administration d'ILOG S.A., éditeur de logiciels coté au Nasdaq et Eurolist.
- **Kléber Beauvillain** est Vice-président du conseil de surveillance de la société depuis 2000. Il a été Directeur exécutif de Hewlett Packard France pendant plus de vingt ans, avant d'en devenir le Président du conseil de surveillance. Il est aujourd'hui administrateur de plusieurs sociétés dont les groupes Ares et Alpha Mos cotés sur la place parisienne.
- **Russell Teubner**, membre du Conseil de Surveillance, est le fondateur et l'ancien dirigeant (CEO) de la société Teubner & Associates Inc, société acquise par Esker en 1998.
- **Tom Wolfe**, membre du Conseil de Surveillance, est l'ancien dirigeant de Persoft Inc, société acquise par Esker en 1999.

Le parcours et l'expérience professionnelle de Jean-Michel Berard, Président du Directoire et Emmanuel Olivier, Directeur Général, sont présentés au [paragraphe 17.1](#) du présent document.

Il n'existe aucun lien familial entre les personnes membres du Directoire et du conseil de surveillance.

A notre connaissance :

- aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'égard des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance au cours des 5 dernières années,
- aucun de ces membres n'a été frappé de faillite, n'a été mis sous séquestre ou en liquidation au cours des 5 dernières années,
- aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée contre un de ces membres,
- aucun de ces membres n'a été empêché par un Tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur au cours des cinq dernières années,
- aucun de ces membres n'a été empêché par un Tribunal d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

14.2. CONFLITS D'INTÉRÊTS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE

A notre connaissance, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de toute personne membre d'un organe de direction ou de surveillance et tout directeur général et leurs intérêts privés et / ou d'autres devoirs.

Il n'existe aucun accord ou arrangement conclu avec les principaux actionnaires, clients ou fournisseurs, en vertu desquels l'une quelconque des personnes visées au point 14.1 a été sélectionnée en tant que membre d'une organisation d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que membre de la direction générale.

La société a mis en place des règles de restriction ou d'interdiction d'intervention sur des opérations sur ses titres à l'égard des membres du conseil de surveillance, du directoire et des responsables disposant d'informations non encore rendues publiques. Ces personnes sont informées sur l'ouverture et la fermeture de la fenêtre d'interdiction.



15. REMUNERATION ET AVANTAGES

RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AU TITRE DE 2007 AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET MEMBRES DU DIRECTOIRE

Mandataire Social	Mandat ou fonction exercée au sein d'Esker SA	Stock options (SO), Bons de souscription d'actions (BSA), Actions gratuites (AG) attribués en 2007	Société ayant versé la rémunération	Rémunération versée en 2007 (base brute)	Nature de la rémunération versée en 2007				Rémunération due au titre de 2007, non versée	Nature de la rémunération due au titre de 2007, non versée		
					Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Jetons de présence
Marie-Claude Bernal	Pdte du Conseil de Surveillance		Esker	35 000	30 000			5 000	8 500	7 500		1 000
K. Beauvillain	Vice-Pdt conseil de surveillance		Esker	24 750	18 750			6 000	4 750	3 750		1 000
R. Teubner	Membre du conseil de surveillance		Esker Inc.	20 000	15 000			5 000				
T. Wolfe	Membre du conseil de surveillance		Esker Inc.	20 000	15 000			5 000				
JM Bérard	Pdt du Directoire	10 000 AG	Esker	123 607	121 219		2 388		8 798		8 798	
E. Olivier	Membre du Directoire	7 500 SO 10 000 AG	Esker	137 207	95 454	38 249	3 504		20 358		20 358	
TOTAL				360 564	295 423	38 249	5 892	21 000	42 406	11 250	29 156	2 000

Les rémunérations du Président et du Vice-Président du Conseil de Surveillance versées au titre de leurs fonctions ont été fixées par une décision du Conseil de Surveillance en date du 15/10/2001. Il s'agit d'une rémunération fixe. Le montant annuel global des jetons de présence est fixé en assemblée générale annuelle et réparti par le conseil de surveillance entre ses membres. Les rémunérations des membres du Directoire ont été approuvées par le Conseil de Surveillance du 19/03/2008.

La rémunération versée au Président du Directoire en 2007 est fixe. En revanche, la rémunération due au titre de 2007 inclut une part variable correspondant à la réalisation d'objectifs de performance du groupe. Cette rémunération variable fait l'objet d'une provision dans les comptes au 31 décembre 2007.

En revanche, la rémunération versée à E. Olivier en 2007 inclut une part variable correspondant à la réalisation d'objectifs commerciaux relatifs à l'exercice 2006. La part variable portant sur les réalisations des objectifs définis au titre de l'exercice 2007 n'a pas été payée sur 2007, mais fait néanmoins l'objet d'une provision dans les comptes au 31 décembre 2007.

Au cours de l'exercice 2007, la société Esker SA a par ailleurs attribué à M. Emmanuel Olivier, membre du Directoire, 7 500 options de souscription d'actions. Ces options ont une échéance au 01/01/2012 et ont un prix d'émission de 7,21 €.

Le Directoire du 2/07/2008 a également attribué

- 10 000 actions gratuites à Jean-Michel Bérard, Président du Directoire,
- 10 000 actions gratuites à Emmanuel Olivier, membre du Directoire.

La société n'a contracté aucun engagement au bénéfice de ses mandataires sociaux à raison de la prise, de la cession ou du changement de leurs fonctions.

A titre d'information, présentation comparative des rémunérations de l'exercice précédent :

Mandataire Social	Mandat ou fonction exercée au sein d'Esker SA	Stock options (SO), Bons de souscription d'actions (BSA) (1)	Société ayant versé la rémunération	Rémunération versée en 2006 (base brute en €)	Rémunération due au titre de 2006, non versée (en €)	Nature de la rémunération versée au titre de 2006 en €				Nature de la rémunération due au titre de 2006, non versée en €		
						Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence	Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Jetons de présence
Marie-Claude Bernal	Pdte du Conseil de Surveillance	10 000 BSA	Esker SA	26 500	8 500	22 500			4 000	7 500		1 000
K. Beauvillain	Vice-Pdt conseil de surveillance	10 000 BSA	Esker SA	21 000		15 000			6 000			
R. Teubner	Membre du conseil de surveillance		Esker Inc.	20 000		15 000			5 000			
T. Wolfe	Membre du conseil de surveillance		Esker Inc.	20 000		15 000			5 000			
JM Bérard	Pdt du Directoire		Esker SA	112 168		109 780		2 388				
E. Olivier	Membre du Directoire	45 000 SO 40 000 BSA	Esker SA	100 060	38 249	91 463	5 093	3 504			38 249	
TOTAL				299 728	46 749	268 743	5 093	5 892	20 000	7 500	38 249	1 000

(1) : les données présentées sont les soldes de stocks options et bons de souscription détenus par les membres du Conseil de Surveillance et Directoire à la fin de la période présentée, soit au 31/12/2006, et non uniquement les stocks options et bons de souscriptions octroyés au cours de l'exercice 2006.



16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. DATE D'EXPIRATION DU MANDAT

Les dates d'expiration des mandats des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance sont indiquées au [paragraphe 14.1.](#) présenté ci-dessus.

16.2. CONTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Il n'existe pas de contrats de service liant les membres des organes d'administration ou de direction à la Société ou à ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

16.3. COMITÉ D'AUDIT ET DE RÉMUNÉRATION

Les informations relatives au comité d'audit et au comité de rémunération sont présentées dans le rapport du Président du conseil de surveillance portant sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et les procédures de contrôle interne, inséré ci-après au [paragraphe 16.5.](#)

Le comité d'audit est composé de 2 membres du Conseil de Surveillance : Mme Bernal et M. Beauvillain. Il s'est réuni 2 fois au cours de l'exercice 2007, en présence de l'ensemble de ses membres (taux de présence de 100 %).

Le comité de rémunération est composé des 4 membres du conseil de surveillance. Il s'est réuni deux fois en 2007, en présence de l'ensemble de ses membres (taux de présence de 100 %).

16.4. CONFORMITÉ AU RÉGIME DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE APPLICABLE EN FRANCE

En application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le Président du conseil de surveillance des sociétés cotées doit rendre compte dans un rapport joint au rapport de gestion, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

En application de la réglementation française, ce rapport est présenté au [paragraphe 16.6.](#) ci-après. Le [paragraphe "Gouvernement d'entreprise : application des recommandations de la place"](#) indique notamment qu'Esker adhère aux principes de gouvernement d'entreprise tels qu'ils ont été décrits dans le rapport Bouton publié le 23 septembre 2002.

Un code d'éthique et de gouvernance est également suivi par le groupe. Il recense et définit notamment les règles à suivre en matière de respect des lois et réglementations, confidentialité, prévention et résolution des conflits d'intérêts et délits d'initiés et définition des pratiques commerciales.

16.5. INFORMATIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU DIRECTOIRE

Le Directoire se compose de deux membres, élus par le Conseil de Surveillance pour une durée de deux ans :

- **Jean Michel BERARD** (Président du Directoire), nommé par le Conseil de Surveillance du 31 août 1999, puis renouvelé par les Conseils de Surveillance du 18 juin 2000, 24 juin 2003 et 22 juin 2005,
- **Emmanuel OLIVIER**, nommé par le Conseil de Surveillance du 27 janvier 2003 puis renouvelé par les Conseils de Surveillance du 24 juin 2003 et 22 juin 2005.

Au cours de l'exercice 2007, le Directoire s'est réuni 6 fois au siège social de la société. Le taux de présence à ces réunions a été de 100%.

Les dispositions particulières concernant les membres du Directoire sont présentées dans le rapport du Président inséré au [paragraphe 16.6.](#) ci-dessous.

16.6. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 225-68 DU CODE DE COMMERCE (ARTICLE 117 DE LA LOI DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE)

Conformément aux dispositions de l'article L225-68 du Code de Commerce faisant suite à l'article 117 de la Loi de Sécurité Financière, le président du conseil de surveillance vous rend compte dans le présent rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société. Le Président a chargé la direction financière des travaux préparatoires et des diligences nécessaires, dont elle lui a rendu compte.

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Composition du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance est composé de quatre membres élus par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de six ans :

- **Marie-Claude Bernal**, Président du Conseil, dont le mandat a été renouvelé en 2007,
- **Kléber Beauvillain**, Vice-président du Conseil, dont le mandat a été renouvelé en 2005,
- **Thomas Wolfe**, dont le mandat a été renouvelé en 2005,
- **Russell Teubner**, dont le mandat a été renouvelé en 2006.

Les quatre membres du conseil de surveillance d'Esker ont la compétence, l'expérience et le temps nécessaires au bon exercice de leurs fonctions. Ils sont également indépendants, c'est-à-dire qu'ils n'ont aucun lien capitalistique, professionnel ou familial significatif avec la société.

Conformément aux statuts de la société, le conseil de surveillance peut être constitué de trois à dix-huit membres.

Mission et fonctionnement du conseil de surveillance

La mission principale du conseil de surveillance est le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il nomme notamment les membres du Directoire et peut les révoquer sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale. Il autorise les conventions visées par l'article 225-88 du Code de commerce. Il rédige et présente à l'Assemblée Générale des actionnaires un rapport sur la gestion du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le conseil de surveillance exerce sa mission en s'informant sur les développements commerciaux, technologiques, financiers, sociaux et juridiques récents de la société au moyen de documents qui lui sont remis ou directement auprès des cadres de l'entreprise. Il évalue et approuve les plans stratégiques de la

société, les budgets, les allocations majeures de ressources et investissements, et le plan de succession pour ses principaux dirigeants. Le conseil de surveillance s'assure également de l'intégrité du reporting financier et approuve les résultats semestriels et annuels avant leur publication.

Le conseil de surveillance se réunit au minimum une fois par trimestre, soit en France, soit dans les locaux d'une filiale située à l'étranger. Les délibérations du conseil de surveillance sont résumées dans un procès-verbal de séance qui est approuvé au début de la séance suivante et inscrit dans un registre spécial, tenu conformément aux lois en vigueur. Les convocations aux réunions du conseil de surveillance sont faites dans les délais impartis par la loi et les documents nécessaires à ses délibérations sont envoyés aux participants à l'avance.

Le conseil de surveillance s'est réuni cinq fois en 2007 : trois fois au siège social de Lyon, en mars, juin et septembre, une fois à Naples (Floride – Etats-Unis), en mai et une fois à Madison (Wisconsin – Etats-Unis) en décembre. Le taux de participation à ces réunions a été de 100%.

Comités constitués au sein du conseil de surveillance

Afin de mieux exercer sa mission, le conseil de surveillance du 9 septembre 2002 a approuvé la création de deux comités spécialisés : un comité d'audit et un comité de rémunération.

Le comité d'audit a pour mission principale de s'assurer de l'intégrité des résultats financiers de la société et de la fiabilité de son processus de contrôle interne. Il sélectionne les deux auditeurs statutaires et revoit leur rémunération. Le comité d'audit est composé des deux membres indépendants du Conseil et se réunit au minimum deux fois par an pour examiner les comptes annuels et semestriels. Il s'est réuni deux fois en 2007, en mars et septembre.

Le comité de rémunérations a pour mission principale de procéder à la revue des salaires des membres du Directoire, des plans de stock-options de l'entreprise et de la politique générale de rémunération des salariés. Les quatre membres du Conseil font partie du comité de rémunération. Ce comité se réunit au minimum une fois par an. Il s'est réuni deux fois en 2007 (juin et décembre).

Les chartes de ces deux comités ont été revues et approuvées par le conseil de surveillance du 9 septembre 2002.

Rémunération

La rémunération individuelle des membres du conseil de surveillance se compose d'un montant fixe annuel de 15 000 euros, porté à 30 000 euros pour le Président et de jetons de présence d'un montant de 1 000 euros pour chaque conseil de surveillance auquel le membre a assisté. En 2007, la rémunération globale du conseil de surveillance s'est élevée à 95 000 euros (deux membres sont payés par Esker SA, et les deux autres membres par Esker Inc).

Gouvernement d'entreprise : application des recommandations de la place

Esker adhère aux principes de gouvernement d'entreprise tels qu'ils ont été décrits dans le rapport Bouton publié le 23 septembre 2002. Avant même que ce rapport ne soit publié, Esker avait déjà adopté une grande partie des recommandations faites dans le rapport Bouton, en particulier en ce qui concerne le fonctionnement du conseil de surveillance, sa composition (moitié de membres indépendants), la création de comités spécialisés (comité d'audit et comité des rémunérations) et la rémunération de ses membres (présence d'une partie variable liée à leur assiduité). Esker s'engage à continuer à appliquer les règles de gouvernement d'entreprise présentes et futures.

Le Directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social. L'administration de la société s'effectue conformément à la loi et aux statuts. Ceux-ci prévoient que le Directoire présente au moins une fois par trimestre un rapport au conseil de surveillance (articles 15 et 16 des statuts).

En complément des délégations de pouvoirs accordées au Directoire par l'assemblée générale, il existe également des délégations de pouvoirs et de délégations de signatures données à certains managers de la société et autorisées par le conseil de surveillance.

Le code d'éthique et de gouvernance du groupe Esker a été ratifié par le Conseil de Surveillance sur la période. Il recense et définit notamment les règles à suivre en matière de respect des lois et réglementations, confidentialité, prévention et résolution des conflits d'intérêts et délits d'initiés et définition des pratiques commerciales.

Règlement intérieur

Un règlement intérieur fixant les conditions de consultation des membres du conseil de surveillance par voie de visioconférence a été adopté lors de la réunion du conseil de surveillance du 12 juin 2002. Il convient de préciser que l'utilisation de moyens de visioconférence est exclue pour la nomination et la révocation des membres du Directoire ainsi que la nomination et la fixation de la rémunération du Président et du Vice-président du conseil de surveillance.

Principes et règles appliqués par le Conseil de Surveillance pour la détermination de la rémunération des mandataires sociaux

La rémunération des membres du Directoire est fixée par le Conseil de Surveillance après avis du Comité des rémunérations. Ce dernier se réunit au moins une fois par an ; il s'est réuni deux fois en 2007.

La rémunération des membres du Directoire se compose d'une part fixe et d'une part variable. La partie fixe est déterminée en fonction des responsabilités de chacun et des standards locaux. Ces derniers sont établis en s'appuyant sur des études comparatives menées par des conseils extérieurs indépendants ainsi que sur les rémunérations des mandataires sociaux d'un panel de sociétés françaises, européennes et internationales présentes dans des secteurs d'activités identiques ou équivalents à ceux d'Esker.

La part variable, quant à elle, est déterminée en fonction de l'atteinte d'objectifs de croissance du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle courante fixés en début d'année. Cette part variable comporte également une surprime en cas de dépassement significatif de ces deux objectifs.

Pour 2007, le conseil de surveillance dans sa séance du 28 juin 2007, sur recommandation du Comité des rémunérations du 23 mai 2007, a arrêté les montants des rémunérations des membres du Directoire. Le Comité des rémunérations du 12 décembre 2007 a fixé le calcul de la part variable afférente à l'exercice 2008.

PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Définition du contrôle interne et objectif du rapport

Le système de contrôle interne en place au sein du groupe Esker tient comptes des principes généraux de contrôle interne définis par le cadre de référence de l'AMF pour les valeurs moyennes et petites.

Ce système de contrôle interne a pour finalité la maîtrise des activités, l'efficacité des opérations et l'utilisation efficiente des ressources de l'entreprise. Il est défini et mis en œuvre sous la responsabilité du groupe, et vise plus précisément à assurer

- **la conformité** aux lois et règlements,
- **l'application** des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ou le Directoire,
- **le bon fonctionnement** des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- **la fiabilité** des informations financières.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que le groupe s'est fixés, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de ses différentes activités.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant pas fournir une garantie absolue que ces risques seront totalement éliminés et que les objectifs de la société seront effectivement atteints.

Description de l'environnement de contrôle interne

Le groupe Esker exerce son activité dans un environnement international, constitué d'une société mère basée à Lyon et de filiales implantées sur les principaux marchés du groupe : en France, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Australie et à Singapour.

Au 31 décembre 2007, l'ensemble des filiales sont contrôlées à 100 % par le groupe.

La Direction du siège définit la politique et les procédures de contrôle interne du Groupe et définit notamment les règles applicables à l'ensemble des filiales et en délimite également les pouvoirs.

Le Comité de Direction, composé de membres français et américains, procède à un contrôle régulier des opérations réalisées par les filiales et s'assure notamment de la mise en œuvre au niveau local des procédures définies pour le Groupe.

Les procédures documentées à ce jour sont disponibles via l'Intranet du Groupe.

Les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre et la réalisation d'activités de contrôle sont présentées ci-après.

Acteurs internes au groupe

- **Le conseil de surveillance** est un acteur en matière de contrôle interne, par l'exercice d'un contrôle permanent de la gestion du Directoire, les vérifications qu'il opère portant à la fois sur les états financiers mais aussi sur l'opportunité des actes de gestion du Directoire. Le Conseil est notamment sollicité pour approuver les opérations importantes, en raison de leur montant ou de leur caractère stratégique pour l'entreprise.
- **Le comité d'audit** est un acteur essentiel en matière de contrôle interne puisqu'il a pour mission principale de s'assurer de l'intégrité des résultats financiers de la société et de la fiabilité de son système de contrôle interne.
- **Le comité des rémunérations** a pour mission principale de procéder à la revue des salaires des membres du Directoire, des plans de stocks options de l'entreprise et de la politique générale de rémunération des salariés.
- **Le comité de direction** est constitué des responsables des différentes fonctions de la société. Responsable de l'organisation, il est également en charge de définir la stratégie du Groupe, de la planifier et d'en contrôler l'exécution. Il se réunit une fois par trimestre et consacre une réunion supplémentaire à la préparation du budget annuel.
- **La direction administrative et financière** du groupe joue un rôle important dans le dispositif de contrôle interne, par les différentes missions dont elle a la responsabilité :
 - > définition, mise en place et suivi des procédures d'organisation et d'élaboration des états financiers au sein du groupe,
 - > supervision et contrôle de l'ensemble des filiales du groupe en matière comptable et financière,
 - > établissement des comptes consolidés du groupe,
 - > définition, mise en place et suivi d'outils de pilotage et de mesure de la performance de l'activité du groupe,
 - > élaboration d'un reporting de gestion mensuel destiné au comité de Direction et responsables des différentes filiales du groupe,
 - > pilotage et supervision de l'ensemble du processus budgétaire du groupe,
 - > supervision de la gestion centralisée de la facturation et des expéditions.
- **Les responsables juridiques Europe et Etats-Unis** sont en charge de l'établissement et la revue des contrats commerciaux et contrats groupe ainsi que de la résolution des problématiques liées au droit commercial. Ils travaillent en collaboration avec les différents services de la société, notamment avec les responsables produits et la direction financière du groupe.
- **La direction des systèmes d'information** définit la stratégie informatique du groupe et en assure la mise en œuvre opérationnelle et le pilotage. Elle est notamment responsable de l'investissement, du déploiement et de la maintenance des applications informatiques. Elle est garante du bon fonctionnement et de la sécurité des ressources informatiques et des infrastructures réseau du groupe.
- **Le comité de déploiement SAP** a été créé dans le cadre de la mise en place d'un plan d'intégration progressive sous le progiciel SAP de l'information financière des sociétés du groupe. A fin 2006, toutes les filiales étaient intégrées à l'exception des Etats-Unis dont la migration a eu lieu le 1er janvier 2008. Au sein de ce comité, deux personnes du service administratif et financier pilotent les projets d'intégration en

collaboration avec la direction des systèmes d'information. La mission du comité porte principalement sur les éléments suivants :

- > définition du cahier des charges,
 - > définition et suivi du planning,
 - > réalisation de la migration des données,
 - > formation des utilisateurs (personnel des filiales ou des experts-comptables locaux réalisant la saisie ou la révision des opérations dans SAP).
- **La Direction des Ressources Humaines** est également acteur du dispositif de contrôle interne dans la réalisation des différentes missions dont elle a la responsabilité :
- > définir les procédures et les outils de ressources humaines (recrutement, plan d'intégration, entretiens annuels),
 - > procéder aux recrutements,
 - > définir le programme de formation des salariés,
 - > assurer le suivi de la gestion des carrières.
- **Le service Qualité et Test** est garant de la qualité des produits mis sur le marché.

Acteurs externes au groupe

- **La comptabilité de certaines filiales** est tenue par un expert-comptable local. Les comptes des filiales étrangères qui sont établis en interne font par ailleurs l'objet d'une révision par un expert-comptable local.

ELABORATION DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DESTINÉE AUX ACTIONNAIRES

Organisation de la fonction comptable et financière

Afin de répondre aux contraintes légales et de cotation, la fonction comptable et financière du groupe est organisée de la manière suivante :

- **au niveau de chaque filiale**, les états financiers sont réalisés en interne ou en externe par un expert-comptable indépendant, selon la taille de la filiale. Lorsque la comptabilité est établie en interne, les états financiers sont révisés deux fois par an par un expert-comptable avant d'être transmis à la maison mère pour intégration en consolidation. Les déclarations fiscales et sociales sont établies au niveau local.
- **au niveau de la société mère**, les comptes sociaux et consolidés ainsi que l'ensemble des documents requis en matière de communication financière sont établis par le service comptable et financier du groupe. Ce dernier s'assure notamment du respect des procédures groupe et des délais de publication.

Organisation des systèmes d'information comptable et financière

Dans un souci d'amélioration de l'efficacité, la transparence, le pilotage et le contrôle des procédures d'élaboration des états financiers, le groupe a choisi d'utiliser un ERP commun à l'ensemble des filiales. Les données financières sont ainsi gérées dans SAP, à l'exception de la filiale située aux Etats-Unis dont la migration a été réalisée en 2007 pour un démarrage du nouveau système au 1er janvier 2008.

L'utilisation d'un système d'information commun permet notamment un accès instantané à l'information, et constitue également une sécurité complémentaire dans la mesure où l'accès à la modification des données permanentes est restreint à la maison mère.

Elaboration des comptes sociaux et des comptes consolidés

Les comptes sociaux de l'ensemble des filiales sont préparés en application des principes et normes comptables locaux. Les comptes sociaux de la société Esker France font l'objet d'un audit légal en France. Les comptes sociaux des filiales étrangères font l'objet d'audits contractuels locaux, réalisés à la demande des auditeurs du groupe et en conformité avec leurs instructions, dans le cadre de leur mission d'audit légal des états financiers consolidés du groupe.

Conformément à la réglementation en vigueur, le groupe établit également des comptes consolidés semestriels et annuels. Ces états financiers font l'objet d'une revue limitée semestrielle et d'un audit annuel par les commissaires aux comptes du groupe. Ce processus de consolidation est réalisé au niveau de la société Esker SA, société mère du Groupe Esker, qui détient directement l'intégralité des filiales du groupe.

La direction financière du groupe communique aux filiales ses instructions avant chaque consolidation, portant principalement sur le déroulement du processus de consolidation, calendrier de reporting qui a été défini, et le modèle de liasse de consolidation à renseigner en vue de fournir l'information nécessaire à la préparation des comptes consolidés. L'information concernant les principales règles de préparation et présentation des états financiers y est notamment recensée.

Les comptes des filiales sont préparés conformément aux principes locaux à partir des systèmes d'information locaux. A réception des états financiers des filiales, le service consolidation procède à leur intégration dans le logiciel de consolidation et réalise le processus de consolidation. La mise en conformité des états financiers des filiales avec les principes IFRS appliqués par le groupe est réalisée par le service consolidation du groupe. Les liasses de consolidation préparées par les filiales et audités par les auditeurs locaux fournissent notamment l'information nécessaire à l'identification des sources de retraitements potentielles.

Afin de s'assurer de la qualité de l'information financière produite par les filiales, et de la fiabilité de l'information financière produite par le groupe, des contrôles clés sont régulièrement réalisés par la direction financière de groupe :

- **une revue systématique et détaillée des comptes des filiales** est réalisée mensuellement au niveau du groupe. La revue détaillée des liasses de consolidation produite par les filiales permet également de vérifier l'exactitude du traitement de certaines opérations spécifiques.
- **des analyses budgétaires détaillées** réalisées mensuellement ainsi qu'un suivi et un contrôle régulier de l'évolution d'indicateurs financiers spécifiques permettent également de détecter des erreurs et inexactitudes.
- **des audits spécifiques** de certains postes ou opérations sont régulièrement diligentés.
- **différents contrôles de cohérence et cadrages spécifiques** sont également en place dans le cadre du processus de consolidation.

Elaboration du reporting de gestion

La direction financière du groupe établit un reporting mensuel de gestion, qui s'articule autour des éléments suivants :

- **un compte de résultat consolidé mensuel** présentant les résultats et performances issus de l'activité des filiales sur la période et des différentes activités du groupe. Ces résultats font l'objet de comparaisons et d'analyses avec les données budgétaires.
- **un reporting mensuel des ventes par filiale et par ligne de produits**, destiné aux responsables de filiales, au comité de direction et au conseil de surveillance.
- **un reporting de la position consolidée de la trésorerie**, transmis mensuellement au conseil de surveillance.
- **un reporting trimestriel des investissements**, présentant les principaux investissements de la période et une analyse comparative avec le budget, destiné à la Direction du groupe.

Processus budgétaire

La direction financière du groupe coordonne un processus budgétaire commun, décliné pour l'ensemble des filiales du groupe. Le budget s'établit au cours du dernier trimestre de l'exercice et une révision budgétaire est effectuée en milieu d'année. L'élaboration du budget annuel traduit notamment les principales orientations stratégiques décidées par la Direction du groupe.

16.7. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du conseil de surveillance, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société ESKER et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;*
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;*
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.*

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce.

*Lyon et Villeurbanne, le 11 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes*

YVES FOURNAND

DELOITTE & ASSOCIÉS
Alain DESCOINS



17. SALARIES

17.1. EFFECTIFS ET INFORMATIONS SUR LES RESSOURCES HUMAINES

L'ÉQUIPE DIRIGEANTE

L'équipe dirigeante d'Esker s'est progressivement structurée autour de Jean-Michel Bérard l'un des fondateurs de l'entreprise. Elle est constituée de 7 personnes :

Jean-Michel Bérard

46 ans, Président du Directoire

Il obtient en 1984 son diplôme d'Ingénieur en informatique de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon. Cofondateur d'Esker, il est dans un premier temps responsable de la Recherche et Développement. Il assume désormais les responsabilités de Président du Directoire. Jean-Michel supervise tout particulièrement la stratégie ainsi que l'ensemble des équipes Corporate du groupe (R&D, Marketing et Informatique). En 2000, Jean-Michel a reçu le Grand Prix de l'Entrepreneur pour la France et la région Rhône Alpes.

Emmanuel Olivier

40 ans, Directeur Général et Membre du Directoire

Il est diplômé de l'ESC Nice – Sophia Antipolis et titulaire du diplôme américain d'expert comptable (Certified Public Accountant). Avant de rejoindre Esker en septembre 1999, il occupe le poste de Manager chez Ernst & Young pendant 7 années, dont deux à Philadelphie en Pennsylvanie (USA). Emmanuel cumule actuellement les responsabilités de Directeur financier et de Directeur Général, où il supervise et coordonne l'activité des services financiers du Groupe, et l'activité des filiales. Il est également responsable de la communication financière d'Esker.

Jean-Jacques Bérard

42 ans, Vice-président Recherche & Développement et Membre invité du Directoire

Il obtient en 1988 le diplôme d'Ingénieur de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon. Avant de rejoindre Esker, il occupe le poste de directeur de l'équipe de Recherche & Développement chez Andersen Consulting. Il rejoint Esker en 1995, où il occupe le poste de Responsable de Projet, puis devient Directeur de la Recherche et du Développement en novembre 1997. En juin 1998, il est nommé Vice-président Recherche & Développement. Sa mission consiste à mettre en œuvre la stratégie produit et à superviser la planification et le développement des produits.

Eric Bussy

33 ans, Directeur du Marketing et du "Product Management" et membre invité du Directoire

Eric Bussy est diplômé de l'ESC IDRAC Lyon. Avant de rejoindre Esker, il occupe le poste Chef de produit international pendant 3 ans chez France Air et Melink Corp à Cincinnati (USA). Responsable du marketing opérationnel pour le compte de Seal's et Cdtel pendant 2 ans, il rejoint Esker en 2002 et assume actuellement les responsabilités de Directeur Marketing et Communication. Eric assume également depuis janvier 2005 la responsabilité du Product Management pour l'ensemble des solutions développées par Esker.

Steve Smith

45 ans, Directeur des ventes Grands comptes, Amérique et membre invité du Directoire

Steve Smith a rejoint Esker en 2003 en tant que directeur des ventes DeliveryWare. Il est aujourd'hui responsable des ventes directes et indirectes pour les produits Esker DeliveryWare, Esker on Demand et Esker Fax. Titulaire d'un Bachelor's degree en Marketing et Finance de l'Université du Wisconsin, Steve a travaillé 2 années pour Pitney Bowes et 17 ans pour la société Equitrac en tant que responsable des ventes pour le monde.

Eric Thomas,

41 ans, Directeur International des Alliances Stratégiques et du Développement commercial et membre Invité du Directoire

Eric Thomas a rejoint Esker en septembre 1997. Directeur de la filiale France puis Europe du Sud pendant 3 ans, il a ensuite pris la direction des Alliances Stratégiques et du "Business Development" en 2001. Il a activement participé au démarrage et au succès des services "à la demande" d'Esker (FlyDoc et Esker on Demand). Après des études de commerce aux USA (BA), Eric a travaillé pour France Telecom EGT où pendant 7 ans, il a occupé avec succès différents postes dans la fonction d'encadrement des forces de ventes.

Renée Thomas

40 ans, Directrice du Marketing Opérationnel, Amériques et membre Invité du Directoire

Renée Thomas rejoint Esker en 1998 et devient Directrice du Marketing Opérationnel Amériques en 2001. Renée supervise la stratégie de génération et de qualification des prospects, le développement de la clientèle existante, le service clients et les relations avec la presse et les analystes marché aux Etats-Unis. Titulaire d'un Bachelor's Degree en Communication de l'Université du Missouri et d'un Master's Degree de l'Université de Caroline du Sud obtenu en 2000, Renée a travaillé pour la société Westinghouse en tant que responsable de la communication interne pour l'un des départements du groupe.

LE PERSONNEL D'ESKER

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie Asie	Etats-Unis	TOTAL
Effectif au 31/12/2007	120	9	17	15	8	88	257
Effectif au 31/12/2006	108	9	17	11	9	80	227
Effectif au 31/12/2005	99	9	17	10	11	81	241

17.2. STOCKS OPTIONS ET / OU AUTRES AVANTAGES ATTRIBUÉS AUX MANDATAIRES SOCIAUX

La participation détenue par les membres du conseil de surveillance et du Directoire dans le capital social est présentée dans la [section 18](#) du présent document de référence, et les options existantes sur ces actions sont présentées [en section 15](#).

Ces informations sont également complétées par le rapport spécial sur les options établi par le Directoire conformément à l'article L.225-184 du Code de Commerce, en [annexes 2 et 3](#) du présent document de référence.

POLITIQUE D'ATTRIBUTION DES OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D' ACTIONS ET AUTRES ACCORDS PRÉVOYANT UNE PARTICIPATION AU CAPITAL

La politique d'Esker est de fidéliser les salariés du groupe en leur attribuant des stocks options, sous condition d'une ancienneté minimum de 6 mois à la date d'attribution. Le nombre de stocks options dépend de la fonction occupée par le salarié au sein du groupe.

Les salariés ont également accès au capital de l'entreprise dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise "Esker" géré par la société. La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article 225-180 du code de commerce, dans le cadre d'une gestion collective (Plan d'Epargne Entreprise, FCPE) s'élève à 0,42 % au 31 décembre 2007.

Un plan d'attribution gratuite d'actions a également été approuvé par l'assemblée générale extraordinaire de 28 juin 2007. L'objet de ce plan est d'octroyer à certains membres du personnel salarié de la Société et à certains Dirigeants de la Société, une participation dans la Société permettant ainsi de renforcer la capacité de la Société ou des Sociétés Liées, à conserver leurs meilleurs collaborateurs.

Enfin, dans le cadre d'opérations particulière, la société a également donné la possibilité aux membres du conseil de surveillance, membres du Directoire et à certains salariés de prendre part au capital de la société en leur attribuant des bons de souscription d'actions.

L'information détaillée concernant ces opérations est donnée au [paragraphe 21.1.6](#) du présent document.

17.3. ACCORD DE PARTICIPATION, INTÉRESSEMENT

CONTRATS D'INTÉRESSEMENT ET DE PARTICIPATION

Un accord d'intéressement a été signé en date du 19 mai 2005.

La durée de cet accord est de 3 ans à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2005. Tous les salariés des établissements français en bénéficient à condition d'avoir au moins trois mois d'ancienneté dans la société au cours de la période de référence. La base de calcul est le résultat annuel consolidé du groupe. Les salariés peuvent percevoir directement leur intéressement ou verser son montant sur différents supports au sein d'un Plan d'Épargne d'Entreprise (PEE). Le tableau suivant indique les sommes acquises par les salariés français au titre de l'intéressement depuis 2002.

	2007	2006	2005	2004	2003	2002
Intéressement (en milliers d'euros)	0	73	0	0	0	0
Pourcentage de la masse salariale	0	1,56 %	0	0	0	0

ACCORD DE PARTICIPATION

Un accord de participation a été signé le 10 mars 1998 avec application à l'exercice clos le 31/12/1997. Cet accord conclu pour une durée d'un an est reconduit tacitement chaque année sauf dénonciation effectuée par l'une ou l'autre des parties contractantes 6 mois au moins avant la date de son échéance normale.

Selon les termes de cet accord, la réserve spéciale de participation est calculée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Elle est attribuée aux membres du personnel comptant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise, et répartie entre les salariés bénéficiaires pour moitié de façon égalitaire et pour moitié proportionnellement aux salaires perçus par chacun d'eux au cours de l'exercice de référence.

Aucune somme n'a été versée au titre de la participation entre 1998 et 2007.



18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31/12/2007

Actionnaires	Statut	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
		Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
Jean-Michel Bérard	Nominatif	318 182	7,2%	7,3%	318 182	7,4%	7,4%	301 820	8,7%	8,8%
Thomas Wolfe	Nominatif	270 895	6,2%	6,2%	270 895	6,3%	6,3%	270 895	7,8%	7,9%
Russell Teubner	Porteur	77 851	1,8%	1,8%	93 661	2,2%	2,2%	124 650	3,6%	3,6%
Marie Claude Bernal	Nominatif	3 769	0,1%	0,1%	3 769	0,1%	0,1%	10 100		
TOTAL EQUIPE DIRIGEANTE		670 697	15,3%	15,3%	686 507	16,0%	16,0%	707 465	20,4%	20,6%
Odysée Venture	Porteur	436 298	9,9%	10,0%	446 298	10,4%	10,4%	280 287	8,1%	8,2%
Auto détention	Porteur	14 765	0,3%		16 289	0,4%		30 983	0,9%	
Autres nominatifs	Nominatif	56 252	1,3%	1,3%	81 481	1,9%	1,9%	282 135	8,2%	8,2%
Public	Porteur	3 215 875	73,2%	73,4%	3 068 623	71,4%	71,6%	2 160 331	62,4%	63,0%
TOTAL		4 393 887	100,0%	100,0%	4 299 198	100,0%	100,0%	3 461 201	100,0%	100,0%

A la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne détient directement, indirectement ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote à la date du 31 décembre 2007.

Les actionnaires ne disposent pas de droits de vote différents. Il n'existe pas de droit de vote double attribué aux actionnaires de la société Esker. Enfin, il n'existe pas non plus de pactes d'actionnaires à la connaissance de la société.

■ DÉCLARATIONS DE FRANCHISSEMENTS DE SEUILS (ARTICLE L. 233-7 DU CODE DE COMMERCE) INTERVENUS AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES

9 JUIN 2006

La société ODYSSEE VENTURE SAS (12 bd de la Madeleine – 75009 Paris) a déclaré que le 9 juin 2006, à la suite de l'acquisition d'actions sur un marché réglementé, elle avait franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de vote de Esker et détenait au travers des FCPI gérés par elle, 431.719 actions et droits de vote Esker, représentant 10,12 % du capital et 10,17 % des droits de vote existants selon la répartition détaillée ci-après :

	Actions et droits de vote	% capital	% droits de vote
Oddo Innovation 3	938	0,02 %	0,02 %
Capital Innovation	12 500	0,29 %	0,29 %
Capital Innovation 2	135 423	3,17 %	3,19 %
Croissance Innovation	18 975	0,44 %	0,45 %
Equilibre Innovation	30 208	0,71 %	0,71 %
Nouveaux Marchés	134 614	3,16 %	3,17 %
Boursinnovation	60 450	1,42 %	1,42 %
Capital Proximité	38 611	0,91 %	0,91 %
TOTAL	431 719	10,12 %	10,17 %



19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

La description des transactions réalisées avec des parties liées est présentée dans la *note 24 de l'annexe aux comptes consolidés* insérée en *section 20* du présent document.

Une description des relations commerciales entre-tenues par les sociétés du groupe est présentée dans la *section 7* du présent document de référence.

Par ailleurs, les conventions réglementées susceptibles d'entrer dans le champ d'application de l'article L 225-86 du Code de commerce sont présentées dans le rapport spécial établi par les commissaires aux comptes et présenté au *paragraphe 19.1*. ci-après.

19.1. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Avec la société ESKER Italia SRL

Membre du directoire concerné : Jean-Michel BERARD

Nature et objet : Abandon de créance au profit d'ESKER Italia SRL.

Modalités : La charge comptabilisée s'est élevée à 309 953 € au cours de l'exercice.

2. Avec la société ESKER Iberica SL

Membres du directoire concernés : Jean-Michel BERARD et Emmanuel OLIVIER

Nature et objet : Octroi d'un prêt participatif au profit d'ESKER Iberica SL.

Modalités : Le montant du prêt participatif s'élevait à 1 348 947 € au 31 décembre 2007. Ce prêt est rémunéré au taux minimum de 1% par an, en l'absence de bénéfice d'ESKER Iberica SL, ou au taux de l'Euribor si le bénéfice est inférieur à 250 000 € ou au taux Euribor + 1 %, si le bénéfice est compris entre 250 000 € et 500 000 €, ou au taux Euribor + 2 %, si le bénéfice est compris entre 500 000 € et 1 000 000 €, ou au taux Euribor + 3 %, si le bénéfice est compris entre 1 000 000 € et 1 500 000 €. Le produit d'intérêts comptabilisé pour l'exercice 2007 s'est élevé à 9 117 €.

3. Avec la société ESKER Document Automation Asia Pte Ltd

Membres du directoire concernés : Jean-Michel BERARD

Nature et objet : de fonds non rémunérée à ESKER Document Automation Asia Pte Ltd.

Modalités : Le solde de cette avance s'élevait à 2 379 € au 31 décembre 2007.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et des engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Avec la société ESKER GmbH

Nature et objet : Avance de fonds partiellement non rémunérée à la société ESKER GmbH.

Modalités : Le solde de cette avance s'élevait à 3 023 922 € au 31 décembre 2007, dont 114 518 € en créances d'exploitation et 2 909 404 € en créances rattachées à des participations. La partie inscrite en créances d'exploitation a été rémunérée au taux de 5,32%, soit un produit financier de 6 092 € pour l'exercice.

2. Avec la société ESKER Inc.

Nature et objet : Avance de fonds non rémunérée à ESKER Inc.

Modalités : Le solde de cette avance s'élevait à 1 284 719 € au 31 décembre 2007.

3. Avec la société ESKER Australie

Nature et objet : Avance de fonds non rémunérée à ESKER Australie.

Modalités : Le solde de cette avance s'élevait à 2 719 662 € au 31 décembre 2007.

Lyon et Villeurbanne, le 11 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

Yves FOURNAND

DELOITTE & ASSOCIÉS
Alain DESCOINS

19.2. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES NOUVELLES CONCLUES DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucune convention réglementée nouvelle n'a été conclue depuis la clôture de l'exercice 2007.

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR



20.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES : ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Ecarts d'acquisition	3	358	358
Immobilisations incorporelles	2	2 298	1 630
Immobilisations corporelles	4 / 5	2 084	1 704
Titres mis en équivalence	6	0	275
Autres actifs financiers non courants	16	279	270
Impôts différés actifs	22	1 195	1 294
Autres actifs non courants	7	104	94
Total des Actifs non courants		6 318	5 625
Stocks		118	129
Créances clients	16	6 642	6 506
Autres actifs courants	8	1 017	1 194
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	6 068	6 514
Total des Actifs courants		13 845	14 343
TOTAL ACTIF		20 163	19 968
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Capital social		8 788	8 598
Primes d'émission		17 168	17 027
Réserves consolidées		-17 497	-16 465
Total des Capitaux Propres	9	8 459	9 160
<i>Dont Part du groupe</i>		<i>8 460</i>	<i>9 161</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>		<i>-1</i>	<i>-1</i>
Provisions non courantes	12	0	58
Dettes financières non courantes	14	1 145	910
Autres passifs non courants	13	134	98
Total des Passifs non courants		1 279	1 066
Dettes financières courantes	14	223	120
Dettes fournisseurs	16	1 549	1 467
Dettes sociales et fiscales		3 057	2 756
Autres passifs courants	15	5 596	5 399
Total des Passifs courants		10 425	9 742
TOTAL PASSIF		20 163	19 968

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Note	2007	% CA	2006	% CA
Chiffre d'affaires	18	25 873	100,0%	25 097	100,0%
Coût des produits vendus		-2 975	-11,5%	-2 510	-10,0%
Frais de recherche et développement	19	-3 066	-11,9%	-2 756	-11,0%
Frais commerciaux		-13 125	-50,7%	-12 230	-48,7%
Frais marketing		-4 381	-16,9%	-4 012	-16,0%
Frais généraux et administratifs		-3 222	-12,5%	-2 925	-11,7%
Résultat Opérationnel Courant		-896	-3,5%	664	2,6%
Autres produits et charges opérationnels	21	-84	-0,3%	-184	-0,7%
RESULTAT OPERATIONNEL		-980	-3,8%	480	1,9%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		335	1,3%	169	0,7%
Coût de l'endettement financier brut		-39	-0,2%	-14	-0,1%
Coût de l'endettement financier net		296	1,1%	155	0,6%
Impôt	22	-84	-0,3%	1 227	4,9%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	6	-276	-1,1%	-99	-0,4%
RESULTAT NET		-1 044	-4,0%	1 763	7,0%
Résultat par action en euros	23	-0,24		0,42	
Résultat dilué par action en euros	23	-0,24		0,40	

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital et prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat et Réserves	Capitaux Propres Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2005	22 109	27	-18 284	3 852	-1	3 851
Augmentation de capital	3 102			3 102		3 102
Options de souscription d'actions	416			416		416
Variation des écarts de conversion		170		170		170
Actions Propres			78	78		78
Autres mouvements		-277	57	-220		-220
Résultat net 2006			1 763	1 763		1 763
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2006	25 627	-80	-16 386	9 161	-1	9 160
Augmentation de capital				0		0
Options de souscription d'actions	330			330		330
Variation des écarts de conversion		-289		-289		-289
Actions Propres			17	17		17
Autres mouvements			285	285	1	286
Résultat net 2007			-1 045	-1 045		-1 045
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2007	25 957	-369	-17 129	8 459	0	8 459

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé	-1 044	1 763
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	276	99
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 074	226
Charges et produits calculés	397	158
Plus et moins values de cession	3	-5
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	706	2 241
Intérêts payés et reçus	35	15
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	83	-1 228
Impôts versés	-92	8
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	658	96
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	1 390	1 132
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-1 891	-1 383
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	19	52
Augmentation, diminution des immobilisations financières	-9	-86
Investissement dans une entreprise associée		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-1 881	-1 417
Augmentation de capital ou apports		3 278
Frais d'augmentation de capital		-176
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	330	416
(Augmentation) Diminution des actions propres	0	55
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	-199	-42
Augmentation des dettes financières ¹	230	230
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	361	3 761
VARIATION DE TRESORERIE	-130	3 476
Incidences des variations de taux de change	-316	-232
Trésorerie à l'ouverture	6 514	3 270
Trésorerie à la clôture	6 068	6 514

¹ L'augmentation des dettes financières correspond à l'avance Oseo Anvar indiquée en *Note 14*

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Esker au 31 décembre 2007 ont été arrêtés par le Directoire le 5 mars 2008 et présentés pour approbation au Conseil de Surveillance du 19 mars 2008.

REGLES, METHODES COMPTABLES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Principes et méthodes comptables

En application du règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Esker publiés au titre de l'exercice 2007 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes.

> Application des nouvelles normes et interprétations

Les nouvelles normes et interprétations, de première application obligatoire en 2007 et ayant déjà été adoptées par l'union européenne à la date de clôture des comptes dont la liste est présentée ci-après ont été appliquées et n'ont pas d'effet significatif sur les états financiers du groupe au 31 décembre 2007.

Nouvelles normes ou interprétations applicables au 31 décembre 2007		Date d'entrée en vigueur
IFRS 7	Information à fournir sur les instruments financiers	27/01/2006
IAS 1	Amendements relatifs aux informations sur le capital	27/01/2006
IFRIC 10	Information intermédiaire et dépréciation	02/06/2007
IFRIC 9	Réexamen des dérivés incorporés	09/09/2006
IFRIC 8	Champ d'application d'IFRS 2	09/09/2006
IFRIC 7	Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29	09/05/2006

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées mais d'application optionnelle en 2007 dont la liste est présentée ci-dessous n'ont pas été appliquées par anticipation par le groupe.

Nouvelles normes ou interprétations applicables par anticipation sur option au 31 décembre 2007 en vigueur		Date d'entrée en vigueur
IAS 1 révisée	Présentation des états financiers	01/01/2009
IAS 23	Amendement de la norme IAS 23 - Coûts des emprunts	01/01/2009
IFRS 8	Segments opérationnels	01/01/2009
IFRIC 14	Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum	01/01/2008
IFRIC 13	Programme de fidélisation clients	01/07/2008
IFRIC 12	Concessions de services	01/01/2008
IFRIC 11	Actions propres et transactions intra-groupe	01/03/2007

> *Transition aux IFRS*

Les comptes consolidés du groupe Esker ont été établis selon le référentiel IFRS pour la première fois au titre de l'exercice 2005, avec une date de transition au 1er janvier 2004. En conséquence, les règles spécifiques de première application définies par la norme IFRS 1 ont été appliquées.

Les normes IFRS en vigueur au 31 décembre 2005 ont été appliquées de manière rétrospective, dans le respect des exceptions obligatoires et en appliquant les exemptions facultatives suivantes :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités (norme IFRS 3),
- le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition a été imputé sur les capitaux propres (norme IAS 19),
- l'annulation des écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 résultant de la conversion des comptes des entreprises étrangères (norme IAS 21),
- non comptabilisation selon la norme IFRS 2 des instruments de capitaux propres octroyés avant le 7 novembre 2002 et des instruments dont les droits étaient intégralement acquis au 1er janvier 2005.

Périmètre et critères de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les titres de participation des sociétés non contrôlées par le groupe Esker, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont évalués en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en section 2 de la présente annexe.

Conversion des états financiers et des transactions en devises

> *Conversion des états financiers des filiales étrangères*

Les états financiers des sociétés étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement qui est la monnaie locale en vigueur.

La méthode du taux de clôture est appliquée pour convertir les comptes des filiales étrangères :

- les actifs et les passifs dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture de la période,
- les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période,
- l'écart de conversion en résultant est directement comptabilisé en écart de conversion dans les capitaux propres.

> *Conversion des transactions en devises*

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères".

Les transactions réalisées dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction ou au cours de la couverture de change mise en place, le cas échéant. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est éventuellement affectée. Les profits et pertes résultant de ces conversions sont enregistrés dans le compte de résultat de la période en "autres produits et charges opérationnels".

Les actifs et passifs non monétaires exprimés en devises sont généralement convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction, à l'exception de ceux qui sont évalués à la juste valeur et ceux auxquels une couverture est éventuellement affectée.

Les écarts de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales étrangères sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par le groupe portent notamment sur les hypothèses retenues pour

- l'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels (*Notes 2, 3 et 6*)
- le calcul des impôts différés (*Note 22*)
- l'évaluation des engagements de retraite (*Note 13*)
- l'évaluation des provisions (*Note 12*)
- la valorisation des paiements en actions (*Note 11*).

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêt des comptes. Elles peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

Immobilisations incorporelles

> *Frais de développement*

Conformément à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont immobilisés dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- l'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le groupe Esker concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement du groupe, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- **les activités de développements visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants**, pour lesquels les critères de capitalisation définis par la norme IAS 38 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets
- **les activités de développements visant à maintenir les produits existants** (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par la norme et ne sont donc pas immobilisés.

Les frais de développement immobilisés sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité, comprise entre 1 et 5 ans. Les frais correspondant à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et donnent lieu à des tests de dépréciation (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

> *Autres immobilisations incorporelles*

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui varie entre 3 et 5 ans.

> *Goodwill (écart d'acquisition)*

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

Immobilisations corporelles

> Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle (toutefois considérée comme nulle dans la plupart des cas). Le mode linéaire est en général retenu sur les durées d'utilité estimées suivantes

- Installations générales de 5 à 8 ans
- Matériel de transport de 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique de 2,5 à 8 ans
- Mobilier 5 ans

> Contrats de location financement

Conformément à la norme IAS 17 "Location financement", les contrats de location transférant à Esker les risques et avantages inhérents à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés en immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière à leur juste valeur ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations correspondantes sont amorties selon les modalités décrites ci-dessus.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, qui sont appréciés à chaque clôture. Ce test de perte de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (écarts d'acquisition) et les immobilisations incorporelles en cours (projets de développement).

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux centres de profits autour desquels le groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Ces centres de profits correspondent généralement aux entités juridiques.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat en "autres produits et charges opérationnels".

Stocks et en cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou de leur valeur nette de réalisation.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants sont évalués au coût amorti.

Actions propres

Les actions de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition, net des frais d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et n'impactent pas le résultat de l'exercice.

Trésorerie et équivalents trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de soldes bancaires, fonds de caisses et de valeurs mobilières de placement.

Ces placement ont une échéance court terme, ils sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les pertes et profits en résultant sont comptabilisés au compte de résultat.

Les variations de trésorerie sont analysées dans le tableau de flux de Trésorerie présenté selon la méthode indirecte.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont constituées lorsque les organes de Direction du groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue, dont le coût est évaluable de manière fiable.

Des provisions pour litiges peuvent notamment être constituées dans le cadre des litiges connus dans lesquels le groupe est impliqué. A la date d'arrêté des comptes, un examen de ces litiges est réalisé par la Direction et par des conseils extérieurs le cas échéant afin d'évaluer le montant nécessaire de provision à constituer pour couvrir les risques estimés.

Les provisions sont présentées en passif courant et passif non courant selon de l'échéance estimée du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est estimée à plus d'un an font l'objet d'une actualisation en cas d'impact significatif.

Avantages au personnel

> Plans de retraite

Dans la plupart des filiales, le groupe a une obligation de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes gérant les programmes de retraite. Ces cotisations sont comptabilisées en charges dès lors qu'elles sont encourues. Aucun autre engagement n'est lié à ces contributions.

Par ailleurs, en application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé en dans le respect de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :

- âge estimé de départ en retraite,
- ancienneté du personnel à la date de départ en retraite,
- probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite,
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation.

Cet engagement est comptabilisé en charge opérationnelle courante et en passif non courant au bilan.

Aucun autre engagement de retraite n'est comptabilisé dans les autres filiales du groupe compte tenu de leur caractère non significatif ou de l'absence d'obligation légale en la matière.

> *Autres avantages à long terme*

En application de la législation locale, la filiale italienne a l'obligation de verser une allocation aux salariés lors de leur départ, quel qu'en soit le motif (démission, retraite...). Cette allocation est calculée sur la base du salaire annuel et de l'ancienneté des salariés, et fait l'objet d'une réévaluation annuelle indexée sur un taux d'inflation communiqué par le gouvernement italien.

Cet engagement est comptabilisé en charge opérationnelle courante et en passif non courant au bilan.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "paiement fondé sur des actions", les options de souscription et d'achat d'actions attribuées aux salariés du groupe sont évaluées à la juste valeur de l'avantage accordé à la date d'octroi.

La juste valeur est calculée par application du modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'attribution sont sans effet sur cette évaluation. La charge ainsi calculée est comptabilisée en résultat opérationnel courant en contrepartie des réserves, linéairement sur la période d'acquisition des droits.

Conformément aux exceptions facultatives prévues par IFRS 1, et comme évoqué dans la note portant sur "le référentiel comptable", le groupe Esker n'a pas opté pour l'application rétrospective de la norme IFRS 2. Ainsi, seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits permettant l'exercice d'options restant à acquérir au 1er janvier 2005, ont été valorisés et comptabilisés en charges de personnel.

Impôts sur les résultats et impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 "Impôts sur les résultats", les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future paraît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés au sein d'une même entité fiscale. Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Produits des activités ordinaires

Conformément à la norme IAS 18 "Produit des activités ordinaires", le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière générale lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et lorsque le montant des produits peut être estimé de manière fiable, et plus spécifiquement à la date de transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

Dans le cadre de son activité, le chiffre d'affaires du groupe est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associées (formation et assistance à la mise en œuvre), de ventes de services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fourniture de matériel (cartes fax).

- **Les ventes de licences et de matériel** sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison.
- **Les produits relatifs aux contrats de maintenance** sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs.
- **Les prestations de service liées aux ventes de logiciels** sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.
- **Les autres prestations de services** sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les variations de périmètre constatées sur la période s'analysent de la manière suivante :

- au cours du 4ème trimestre 2007, la société Esker a cédé au groupe Lippo la totalité de sa participation dans la joint venture Esker Software Asia Pacific (ESAP) créée avec ce groupe en 2005 (voir note 6).
- la société Esker a par ailleurs créé en date du 6 décembre 2007 la société Esker Document Automation Asia Pte Ltd, qu'elle détient à 100 % pour une valeur de un Singapour dollar. L'intégration de cette société n'a pas d'impact dans les comptes au 31/12/2007 compte tenu de l'absence d'activité effective sur la période.

Sociétés	Sièges	2007		2006		Méthode de consolidation ¹	
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt		
ESKER	Lyon (France)	Société consolidante					
ESKER GmbH	Essen (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.	
ESKER Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.	
ESKER Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.	
ESKER Iberica Sl	Madrid (Espagne)	99,8%	99,8%	99,8%	99,8%	I. G.	
ESKER Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.	
ESKER Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.	
Esker Software Asia Pacific Pte Ltd	Singapour			49,0%	49,0%	M.E.	
Esker Document Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%			I. G.	

(1) I.G. : Intégration Globale / M.E. : Mise en Equivalence

NOTES RELATIVES AU BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ET TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

NOTE 1 : INFORMATION SECTORIELLE PAR LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE

Information sectorielle de premier niveau : secteur géographique

Le premier niveau d'information sectorielle présenté par le groupe Esker est le secteur géographique, défini de la manière suivante :

- France
- Royaume-Uni
- Australie et Asie
- Allemagne
- Europe du Sud (filiales Esker Espagne et Esker Italie)
- Etats-Unis.

En effet, le groupe est organisé en centres de profit géographiques qui commercialisent les produits du groupe sur les marchés français et étrangers. Chaque centre de profit supporte l'ensemble des coûts directs générés par son activité et réalise également les principaux investissements commerciaux et marketing associés. Aucune facturation externe "inter-secteurs" n'est constatée, chaque secteur facturant uniquement sa propre zone géographique.

Le reporting interne de gestion du groupe est notamment construit sur ce modèle, l'analyse de la rentabilité et des facteurs de risques dépendant principalement des lieux d'exercice de l'activité.

Au 31 décembre 2007 En milliers d'euros	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats- Unis	Elimi- nations	Autres	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	5 869	1 876	2 597	2 284	1 536	11 711			25 873
Produits intra groupe	6 134	3	10	29	12	440	-6 628		
Résultat du segment hors groupe	1 467	180	749	-12	153	2 723			5 260
Dépenses groupe non allouées								-6 156	-6 156
Résultat opérationnel courant	1 467	180	749	-12	153	2 723		-6 156	-896
Autres produits / charges opérationnels	-177		25	10	8	51		0	-84
Résultat opérationnel	1 290	180	774	-2	161	2 774		-6 156	-980
Résultat financier								296	296
Résultat sociétés mises en équivalence					-276				-276
Résultat avant impôt									-960
Impôts								-84	-84
RESULTAT NET									- 1 044
Autres charges & produits sans contrepartie de trésorerie	-409		-1	9	4				-397
Amortissements et provisions	-753	-10	-16	-69	-28	-197			-1 074
Acquisitions d'immobilisations	1 835	8	32	26	319				2 220
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 046	20	38	62	93	481			4 740
Valeur des participations dans les sociétés liées									
Autres actifs sectoriels	5 072	745	1 615	1 733	508	5 750			15 423
Autres passifs sectoriels	5 311	696	1 169	1 020	728	2 780			11 704

Les dépenses groupes non allouées pour un montant total de 6 156 K€ sont principalement constituées des coûts suivants, supportés par Esker France pour l'ensemble du groupe :

- **coûts de recherche et développement** : 3 306 K€
- **coûts commerciaux et marketing** : 1 828 K€
- **coûts administratifs** : 1 022 K€.

Au 31 décembre 2006 En milliers d'euros	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis	Eliminations	Autres	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	4 439	1 503	2 793	1 648	1 301	13 412			25 097
Produits intra groupe	5 856	11	26		4	470	-6 367		0
Résultat du segment hors groupe	854	34	862	169	-204	3 700			5 414
Dépenses groupe non allouées								-4 750	-4 750
Résultat opérationnel courant	854	34	862	169	-204	3 700		-4 750	664
Autres produits / charges opérationnels	-124	-10	-39	-3	-28	20			-184
Résultat opérationnel	729	23	823	167	-233	3 720		-4 750	480
Résultat financier								155	155
Résultat sociétés mises en équivalence					-99				-99
Résultat avant impôt									536
Impôts								1 227	1 227
RESULTAT NET									1 763
Autres charges & produits sans contrepartie de trésorerie	-100	-6	-34	-12		-2			-154
Amortissements et provisions	535	18	2	21	43	-392			226
Acquisitions d'immobilisations ¹	1 906	1	3	53	112	139			2 214
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 663	21	29	75	133	772			3 692
Valeur des participations dans les sociétés liées					275				275
Autres actifs sectoriels	5 873	479	1 463	1 128	398	6 660			16 001
Autres passifs sectoriels	4 376	425	1 196	680	577	3 554			10 808

(1) les locations financements sont considérées comme des acquisitions de l'année

Au 31/12/2006, les dépenses groupes non allouées pour un montant total de 4 750 K€ sont principalement constituées des coûts suivants :

- **coûts de recherche et développement** : 2 756 K€
- **coûts commerciaux et marketing** : 1 220 K€
- **coûts administratifs** : 774 K€.

Information sectorielle de deuxième niveau : secteur d'activité

Le reporting de gestion interne du groupe a pour deuxième axe d'analyse l'activité des trois principales lignes de produits du groupe qui constituent ainsi le second niveau de l'information sectorielle présentée :

- **solutions DeliveryWare** : automatisation et dématérialisation des processus documentaires d'entreprises,
- **solutions de serveurs de Fax** : automatisation de la diffusion et de la réception par fax des documents issus des applications d'entreprise,
- **solutions de connectivité Host Access** : émulateurs de terminaux permettant l'accès via un PC aux systèmes centraux d'entreprises.

Compte tenu de l'organisation géographique du groupe, la plupart des actifs ne peuvent pas être directement alloués à une ligne de produits. Ainsi, seuls les frais de développement immobilisés, le matériel et les locations financièrement comptabilisées en immobilisations sont affectés à l'activité DeliveryWare.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2007			Au 31 décembre 2006		
	Chiffre d'affaires	Valeur comptable des actifs sectoriels	Acquisition d'immobilisations	Chiffre d'affaires	Valeur comptable des actifs sectoriels	Acquisition d'immobilisations
Host Access	3 767			5 157		
Serveurs de fax	6 290	0		7 269	137	
Delivery Ware	15 816	3 014	1 347	12 671	1 593	1 701
Tous secteurs d'activité		17 149	873		18 237	513
TOTAL GROUPE	25 873	20 163	2 220	25 097	19 968	2 214

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros	31/12/2007			31/12/2006
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Logiciels et autres	907	752	156	174
Frais de développement	2 302	726	1 576	1 154
Immobilisations incorporelles en-cours	566		566	302
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 776	1 478	2 298	1 630

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- coûts liés au développement de l'activité "On Demand" et notamment du service FlyDoc, plate-forme d'externalisation de l'envoi de courriers et de télécopies.

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Au 31/12/2007 En milliers d'euros	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Transfert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	882	115	-60		-30	907
Frais de développement	1 500	500		302		2 302
Immobilisations incorporelles en-cours	302	566		-302		566
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	2 685	1 181	-60	0	-30	3 776
Logiciels et autres	709	126	-60		-23	752
Frais de développement	346	380				726
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	1 055	506	-60	0	-23	1 478
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	1 630	675	0	0	-7	2 298

Les variations constatées concernent principalement les frais de développement qui ont été immobilisés sur la période, et portent notamment sur :

- le développement de la version SP FP 1 du logiciel DeliveryWare, dont le lancement a été réalisé début mai 2007, ce qui marque le début de la période d'amortissements des coûts immobilisés à ce titre,
- le développement de la version 2007 du service FlyDoc dont le lancement a été réalisé début novembre 2007
- les développements engagés au titre de la prochaine version du logiciel DeliveryWare et des nouvelles fonctionnalités du service FlyDoc (immobilisations en cours).

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Au 31/12/2006 En milliers d'euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Transfert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	935	36	-61		-27	882
Frais de développement	932	568				1 500
Immobilisations incorporelles en-cours	302				302	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	1 868	906	-61	0	-27	2 685
Logiciels et autres	675	117	-61		-23	709
Frais de développement	136	210				346
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	811	327	-61	0	-23	1 055
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	1 057	579	0	0	-5	1 630

NOTE 3 : ECARTS D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition d'une valeur nette de 358 K€ au 31 décembre 2007 concerne la société Esker Inc. S'agissant d'un actif immobilisé à durée de vie indéfinie, il a fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans la note "Dépréciation des éléments d'actifs immobilisés" des principes comptables.

Les calculs ont été réalisés en utilisant un taux d'actualisation de 12,8 % et un taux de croissance à l'infini de 3%.

Ce test n'a pas donné lieu à la constatation d'une dépréciation au 31/12/2007. Les tests réalisés au cours des exercices précédents avaient abouti à la même conclusion. La variation de 1 point à la hausse du taux d'actualisation n'entraînerait pas de dépréciation.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros	31/12/2007			31/12/2006
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Matériel de bureau informatique	1 781	1 199	582	487
Installations et agencements	443	165	277	175
Matériel et outillage	1 293	265	1 028	892
Matériel de transport	192	172	20	50
Mobilier	333	156	177	99
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 040	1 956	2 084	1 704

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Au 31/12/2007 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Transfert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	1 668	411	-212		-85	1 781
Installations et agencements	346	172	-68		-8	443
Matériel et outillage	977	331			-16	1 293
Matériel de transport	259		-67			192
Mobilier	261	127	-32		-23	333
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS BRUTES	3 511	1 041	-380		-132	4 040
Matériel de bureau informatique	1 181	291	-207		-66	1 199
Installations et agencements	171	53	-55		-4	165
Matériel et outillage	85	184			-4	265
Matériel de transport	208	31	-67			172
Mobilier	162	35	-29		-12	156
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	1 807	594	-358		-86	1 956
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS NETTES	1 704	447	-21		-46	2 084

Les principales variations de la période concernent

- **l'investissement en matériel informatique** lié au développement de l'activité de service à la demande d'externalisation du courrier (serveurs, cartes fax) ainsi que le renouvellement du matériel informatique utilisé dans le cadre de l'activité courante de l'entreprise,
- **les locations financement comptabilisées en immobilisations** (acquisition de 331 K€ sur la période) qui portent sur du matériel nécessaire à l'activité des usines courrier du groupe : système d'impression et machines de mise sous plis (voir note 5 ci-après).

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Au 31/12/2006 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Transfert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	1 872	349	-301	-145	-107	1 668
Installations et agencements	299	87	-17	-18	-5	346
Matériel et outillage		831		152	-6	977
Matériel de transport	291	22	-54			259
Mobilier	322	18	-67	10	-22	261
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS BRUTES	2 783	1 308	-440	0	-140	3 511
Matériel de bureau informatique	1 273	305	-292	-32	-73	1 181
Installations et agencements	155	38	-10	-9	-2	171
Matériel et outillage		48		38	-2	85
Matériel de transport	217	42	-51			208
Mobilier	211	30	-67	3	-15	162
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	1 855	464	-420	0	-91	1 807
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS NETTES	928	844	-20	0	-49	1 704

NOTE 5 : CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de location financement comptabilisés en matériel et outillage concernent des machines d'impression et de mise sous plis utilisées dans le cadre de l'activité de service à la demande d'externalisation du courrier.

Les variations de la période concernent deux nouveaux contrats de financement conclus au cours du 2ème semestre 2007, relatifs à une machine d'impression et une machine de mise sous plis destinées à augmenter la capacité de production de l'usine courrier située en France.

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
01/01/2005	0	0	0
Augmentation	831	-48	783
Diminution			
31/12/2006	831	-48	783
Augmentation	331	-164	167
Diminution			0
Ecart de conversion	-304	277	-27
31/12/2007	859	64	923

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre des exercices clos au 31 décembre 2006 et 2007 :

En milliers d'euros	31/12/2007				31/12/2006			
	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	263	799	0	1 062	179	707	0	887
Valeurs actualisées des paiements minimaux	248	690	0	938	175	623	0	798

NOTE 6 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Au cours du 4ème trimestre 2007, la société Esker a cédé au groupe Lippo la totalité de sa participation dans la joint venture Esker Software Asia Pacific (ESAP) pour une valeur de 1 Singapour dollar. Il en résulte une perte sur la période de 276 K€, correspondant à l'élimination de la valeur des titres mis en équivalence au 31/12/2006.

Cette perte est présentée en quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence de la période.

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants sont constitués des créances de crédit d'impôt recherche du groupe.

NOTE 8 : AUTRES ACTIFS COURANTS

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/07	Valeur Nette 31/12/06
Créance d'impôt	0	26
Autres créances fiscales	155	281
Autres créances	101	75
Charges constatées d'avance	761	812
TOTAL AUTRES ACTIFS COURANTS	1 017	1 194

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES

	Valeur (en milliers d'euros)	Nombre d'actions
Capital social au 31/12/2005	6 922	3 461 201
Augmentation de capital	1 490	744 921
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	186	93 076
Capital social au 31/12/2006	8 598	4 299 198
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	189	94 689
CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2007	8 787	4 393 887

NOTE 10 : ACTIONS PROPRES

La part du capital social détenu en propre par le groupe a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2007 :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Nombre d'actions propres détenues à l'ouverture	16 289	30 983
Achats d'actions (contrat de liquidité)	174 994	108 670
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	-176 518	-111 288
Levées d'option d'achat		-12 076
NOMBRE D'ACTIONS PROPRES DÉTENUES À LA CLÔTURE	14 765	16 289

La plus-value de cession réalisée dans le cadre des acquisitions et cessions d'actions du contrat de liquidité s'élève à 12 K€ au titre de 2007 et a été directement imputée dans les capitaux propres sans impacter le résultat de l'exercice.

NOTE 11 : PLANS DE STOCKS OPTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Les caractéristiques des plans d'options de souscription, d'achats d'actions et de bons de souscriptions d'actions non échus au 31/12/2007 et les variations de la période sont présentées ci-dessous

Type	Date		Prix d'exercice en euros	Nombre d'options ou de bons			Solde
	Attribution	Expiration		Attribués	Exercés	Echus ou perdus	
Plan de souscription	01/07/02	30/06/07	3,14	16 674	7 355	9 319	0
Plan de souscription	03/01/03	03/01/08	2,51	41 592	31 725	8 867	1 000
Plan de souscription	01/07/03	30/06/08	3,74	45 652	14 430	25 694	5 528
Plan de souscription	02/01/04	01/01/09	3,20	27 746	13 107	13 183	1 456
Plan de souscription	30/06/04	29/06/09	2,90	81 444	22 443	37 489	21 512
Plan de souscription	04/01/05	03/01/10	3,10	80 529	23 885	27 739	28 905
Plan de souscription	04/07/05	03/07/10	4,89	37 380	2 946	16 442	17 992
Plan de souscription	09/01/06	08/01/11	4,96	128 524	5 448	19 351	103 725
Plan de souscription	04/07/06	03/07/11	5,58	99 630	128	2 894	96 608
Plan de souscription	02/01/07	01/01/12	7,21	88 796		15 512	73 284
Plan de souscription	02/07/07	01/07/12	10,12	69 606			69 606
TOTAL PLAN DE SOUSCRIPTION				717 573	121 467	176 490	419 616
Bons de souscription d'actions	23/06/04	23/06/09	3,88	200 000	30 300		169 700
TOTAL BSA				200 000	30 300	0	169 700
Actions gratuites	02/07/07	01/07/09		48 000			48 000
TOTAL ACTIONS GRATUITES				48 000	0	0	48 000

	Options de souscription d'actions		Bons de souscription d'actions		Actions gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31/12/2006	365 380	4,32	200 000	3,88		
Quantité attribuée	158 402	8,49			48 000	2,00
Quantité exercée	-64 389	3,31	-30 300	3,88		
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	-39 778	5,29				
Solde à exercer au 31/12/2007	419 615	6,08	169 700	3,88	48 000	2,00

Paie ment fondé sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 l'attribution d'options d'achats, de souscription d'actions et d'actions gratuites est assimilée à des paiements fondés sur des actions, dont le coût est estimé à 278 K€ au titre des droits d'exercice acquis au cours de l'exercice 2007, contre 57 K€ au titre de 2006.

> Valorisation des options de souscription

La méthode de valorisation de la juste valeur des options appliquée est décrite dans les principes et méthodes comptables du présent document. Elle repose sur les principales données et hypothèses présentées ci-dessous.

Date d'attribution des options	Volatilité attendue	Taux d'intérêt sans risque	Durée de vie des options	Rendement des dividendes	Prix de souscription	Juste valeur de l'option
03/01/2003	25%	3,00%	5 ans	0,00%	2,51	0,82
01/07/2003	25%	3,00%	5 ans	0,00%	3,74	0,75
02/01/2004	25%	3,00%	5 ans	0,00%	3,20	0,87
30/06/2004	25%	3,00%	5 ans	0,00%	2,90	0,82
04/01/2005	25%	3,00%	5 ans	0,00%	3,10	0,89
04/07/2005	25%	3,00%	5 ans	0,00%	4,89	1,78
09/01/2006	25%	3,00%	5 ans	0,00%	4,96	1,66
04/07/2006	25%	3,00%	5 ans	0,00%	5,58	1,75

> Valorisation des actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites attribuées le 2 juillet 2007 est définie sur la base des hypothèses suivantes :

- Cours de l'action à la date d'attribution 10,76 €
- Période d'acquisition..... 2 ans
- Probabilité d'atteindre la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition 85,60%

La charge maximale représentative de la juste valeur des actions attribuées tient compte de la probabilité d'atteindre la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition, et est amortie sur une durée de 2 ans. Au titre de 2007, la charge calculée s'élève à 111 K€. Elle sera éventuellement ultérieurement ajustée en fonction du taux de départ effectif des salariés concernés au cours de cette période.

NOTE 12 : PROVISIONS

En milliers d'euros	1/01/07	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés, repris au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/07
Provision pour risques	58	9	-67			0
<i>Dont part à moins d'un an</i>						
<i>Dont part à plus d'un an</i>	58					0

Suivi des litiges au 31/12/2007

En date du 29 Aout 2006, la société a reçu une assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon à la demande d'un opérateur de courrier pour différents motifs dont concurrence déloyale et utilisation de marques déposées. Un montant total de 185 K€ est demandé à titre de dommages et intérêts. La Direction du groupe, après avoir pris conseil auprès de ses avocats, estime que le risque ne peut être évalué de manière fiable à ce stade de la procédure et restera limité. Par conséquent, aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31/12/2007.

Le litige qui opposait la société Esker et un ancien distributeur dont la maison mère étrangère s'était déclarée en cessation de paiement en avril 2002 a été soldé sur la période. Ce distributeur avait assigné la société au paiement d'un montant total de 860 K€ de dommages et intérêts pour rupture abusive de contrat de distribution. Pour ce litige, les pièces versées au dossier contredisaient cette accusation. Les créances dues

par ce groupe avaient été passées en perte suite au jugement de liquidation prononcé sur l'une des sociétés du groupe et à la contestation de ces créances par le liquidateur. Les deux parties ont finalement souhaité mettre un terme au litige les opposant. Par une ordonnance du 30 janvier 2007, le juge commissaire a autorisé le liquidateur de la société à transiger sur les bases d'un protocole prévoyant

- la renonciation des poursuites par ce groupe à l'encontre d'Esker,
- l'abandon par Esker d'une partie des créances dues,
- l'admission par le liquidateur du solde de ces créances.

Le juge commissaire a rendu une ordonnance acceptant définitivement cette transaction; et le groupe Esker a perçu à ce titre une indemnité de 145 K€ de son assureur crédit qui a été comptabilisée en profit de la période.

NOTE 13 : AVANTAGE AU PERSONNEL

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société Esker France ont été évalués conformément à la méthode décrite dans les principes et méthodes comptables. Le passif correspondant s'élève à 29 K€ au 31/12/2007 et a été calculé sur la base des hypothèses suivantes :

Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en France	
Taux d'actualisation	4,50%
Taux de croissance des salaires	2,50%
Age de départ en retraite	65 ans
Taux de turnover des salariés	11,60%

Par ailleurs, l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie s'élève à 106 K€ au 31/12/2007 et s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2006	Augmentation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/07
Allocation de départ Esker Italie	74	33		(1)	106

NOTE 14 : DETTES FINANCIÈRES

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
OSEO anvar	400	230
Contrat de location financement	968	800
TOTAL DETTES FINANCIERES	1 368	1 030
<i>Dont part courante</i>	<i>223</i>	<i>120</i>
<i>Dont part non courante</i>	<i>1 145</i>	<i>910</i>

Dettes financières OSEO Anvar

Au cours de l'exercice 2006, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France une aide à l'innovation d'un montant total de 580 K€ concernant son projet de développement d'une infrastructure de dématérialisation à la demande de l'acheminement du courrier. Une somme de 230 K€ a été versée au cours du 2ème semestre 2006 et un complément de 230 K€ a été versé par OSEO Anvar en mai 2007.

Sauf échec technique ou commercial du programme, l'aide attribuée doit être remboursée selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 30/09/2009.

Cette dette qui ne porte pas intérêt et qui n'a pas de date de remboursement prédéfinie, a été actualisée sur la période en appliquant le taux d'actualisation OAT à 5 ans. La valeur actualisée au 31/12/2007 s'élève à 400 K€, la différence de 60 K€ a été comptabilisée en produit financier de la période.

Contrat de location financement

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 5 ci-dessus.

NOTE 15 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Produits constatés d'avance	5 196	5 167
Dépôts et cautions clients	293	138
Autres dettes	107	94
TOTAL DETTES FINANCIERES	5 596	5 399
<i>Dont produits constatés d'avance > 1 an</i>	<i>235</i>	<i>212</i>

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

NOTE 16 : INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers au 31/12/2007 sont présentées ci-dessous.

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total Bilan
Autres actifs financiers non courants		279		279
Clients et autres débiteurs		6 841		6 841
Trésorerie et Equivalents de trésorerie			6 068	6 068
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	0	7 120	6 068	13 188

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total Bilan
Autres actifs financiers non courants		270		270
Clients et autres débiteurs		6 658		6 658
Trésorerie et Equivalents de trésorerie			6 514	6 514
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	0	6 928	6 514	13 442

Les autres actifs financiers non courants sont principalement constitués de dépôts et cautionnements versés par le groupe.

> Prêts et créances au coût amorti

En milliers d'euros	31/12/2007			31/12/2006		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Dépôts et cautionnements	198		198	196		196
Autres créances et titres immobilisés	81		81	67		67
Prêt au personnel	0		0	7		7
Créances clients	6 693	-51	6 642	6 722	-216	6 506
Avances et acomptes versés	50		50	1		1
Avoir à recevoir	33		33	53		53
Crédit d'impôt recherche	104		104	94		94
Autres débiteurs divers	12		12	4		4
TOTAL PRÊTS ET CREANCES	7 171	-51	7 120	7 144	-216	6 928

> Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/2007			31/12/2006
	Courant	Non courant	Total	Total
Instrument financiers dérivés				
Instrument financiers à la juste valeur par résultat hors dérivés	2 645		2 645	3 659
Disponibilités	3 423		3 423	2 855
TOTAL	6 068		6 068	6 514

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat correspondent à la trésorerie et équivalents de trésorerie comptabilisé au bilan pour un montant total de 6 068 K€ au 31/12/2007. Les valeurs mobilières de placement détenues à des fins de transactions, destinées à être cédées dans un futur proche et classées au bilan dans la rubrique "Trésoreries et équivalents de trésorerie" s'élèvent à 2 645 K€ au 31/12/2007 et sont évalués à leur valeur de marché, tel que décrit dans les méthodes et principes comptables.

Le résultat enregistré sur les actifs financiers détenus à des fins de transactions au 31/12/2007 s'établit à 276 K€ contre 167 K€ au 31/12/2006.

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 17 aux états financiers.

La juste valeur de l'ensemble des actifs financiers est égale à leur valeur bilancielle.

Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers au 31/12/2007 sont présentées ci-dessous.

En milliers d'euros	31/12/2007			31/12/2006
	Courant	Non courant	Total	Total
Dettes financières	223	1 145	1 368	1 030
Fournisseurs et autres créanciers	290		290	330
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	513	1 145	1 658	1 360

Dettes financières

Les dettes financières sont analysées en [note 14](#).

> Fournisseurs et autres créanciers

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Fournisseurs	1 549	1 395
Avances et acomptes reçus	37	22
Avoir à établir	10	20
Fournisseurs salariés	290	330
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES CREANCIERS	1 886	1 767

La juste valeur des passifs financiers est égale à leur valeur bilancielle. L'actualisation de la dette OSEO Anvar est décrite dans la note 17 des états financiers.

NOTE 17 : GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Esker commercialise ses produits auprès d'une clientèle appartenant à des secteurs d'activité variés et répartie dans de nombreux pays, ce qui permet de minimiser son exposition au risque de crédit. La société évalue régulièrement le risque client et procède à un suivi permanent de l'état des en-cours par rapport au crédit maximum autorisé.

L'antériorité des créances au 31/12/2007 et 31/12/2006 s'analyse de la manière suivante :

	Actifs échus à la date de clôture				Total	Actif dépréciés	Actifs ni dépréciés ni échus	Total
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	> 1 an				
Créances au 31/12 2007	2 128	474	118	0	2 720	51	3 922	6 693
Créances au 31/12/2006	1 866	250	84	0	2 200	216	4 306	6 722

Risque de liquidité

A fin 2007, le groupe Esker n'a aucun endettement financier à l'exception de l'emprunt Oseo Anvar et de la dette financière liée au retraitement des contrats de location financement. Le groupe dispose par ailleurs d'une trésorerie significativement excédentaire, suffisante pour financer son activité.

Les flux contractuels (principal) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité se présentent de la manière suivante au 31/12/2007 et 31/12/2006 :

Au 31/12/2007 En milliers d'euros	2008	2009	2010	2011	2012	> 5 ans	Total	Total valeur bilan
OSEO Anvar		100	130	150	80	0	460	400
Emprunts sur location financement	224	234	244	195	71	0	968	968
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	224	334	374	345	151	0	1 428	1 368

Au 31/12/2006 En milliers d'euros	2008	2009	2010	2011	2012	> 5 ans	Total	Total valeur bilan
OSEO Anvar			100	130			230	230
Emprunts sur location financement	148	163	171	178	126	14	800	800
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	148	163	271	308	126	14	1 030	1 030

Risque de change et analyse de la sensibilité

Les sociétés de groupe implantées à l'étranger facturent leurs propres clients dans leur devise locale. Ainsi, la part du chiffre d'affaires réalisé en euros par le groupe est de l'ordre de 30%. Le risque de change encouru par Esker porte donc principalement sur les opérations intragroupes (facturation de produits, services, royalties) réalisées en dollars, livres sterling et dollar australien. L'essentiel des transactions inter filiales sont réalisées avec la société mère, qui en conséquent supporte le risque de change.

La procédure de couverture de risque de change actuelle repose sur une analyse et un suivi :

- de l'évolution des devises et de l'environnement économique à moyen terme,
- de l'existence d'une date connue de recouvrement des créances et paiements des dettes,
- de la volatilité des devises concernées.

L'estimation du risque de change en cas d'évolution défavorable de 1 centime de l'euro, devise d'établissement des comptes, contre l'USD, la GBP et l'AUD (à titre d'exemple, le risque de change relatif au dollars est estimé sur la base d'un taux de change passant de 1,37 euros pour un dollar à 1,38 euros) est le suivant :

Au 31/12/07	USD	GBP	AUD
En devises			
Actifs	1 425 578	489 110	828 678
Passifs	-423 660	-332 781	
Position avant Gestion	1 001 918	156 329	828 678
Instruments de couverture	néant	néant	néant
Position nette après gestion	1 001 918	156 329	828 678
RISQUE DE CHANGE EN EUROS EN CAS D'ÉVOLUTION DÉFAVORABLE DE 1 CENTIME DE LA DEVISE EN EUROS	-5 225	-3 262	-3 075

Conformément à l'interprétation n° 2 de l'AMF sur les facteurs de risques, le risque de change est calculé sur la position nette globale en devises au bilan. Toutefois, l'activité réalisée aux Etats-Unis représente près de 45 % du total, et génère une contribution au résultat opérationnel courant du groupe avant prise en compte des coûts centraux supportés par la France de l'ordre de 2 774 K€ (données issues de l'information sectorielle de 1er niveau présentée dans la note 1).

Le principal risque de change auquel est exposé le groupe porte sur cette contribution, toute variation significative du dollar ayant pour conséquence une diminution de la contribution américaine à l'absorption des coûts centraux libellés en euros. Au titre de l'exercice 2007, une évolution défavorable de 10 centimes de la devise par rapport à l'euro aurait un impact défavorable de 187 K€ sur le résultat opérationnel du groupe. A taux constant par rapport à 2006, la marge contributive générée par les Etats-Unis aurait été supérieure de 256 K€.

Risque de taux d'intérêt

A fin 2007, le groupe Esker ne détient aucun instrument financier significatif portant intérêt. Par conséquent le risque de taux peut être considéré comme inexistant.

Risque sur actions

Les titres de placement détenus par le groupe sont uniquement constitués de produits financiers à capital garanti, et ne présentent donc aucun risque pour le groupe. Les montants en solde à la clôture sont indiqués dans la note 16 de ce document.

Le groupe détient également un portefeuille d'actions propres ayant pour principaux objectifs (note 10) :

- d'animer le cours du titre de la société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante,
- de consentir des options d'achat d'actions aux salariés du groupe.

Comme décrit dans les principes et méthodes comptables, les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres et les gains et pertes constatés sur d'éventuelles transactions sont directement comptabilisés en réserve sans impacter le résultat consolidé du groupe.

NOTE 18 : CHIFFRE D'AFFAIRES

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Vente de logiciels	8 925	10 895
Vente de cartes fax	1 186	1 486
Contrats de maintenance et mise à jour	7 747	7 240
Prestations de services	4 229	3 510
Traffic	3 786	1 965
CHIFFRE D'AFFAIRES	25 873	25 096

NOTE 19 : DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Dépenses de R&D de la période	-3 702	-3 416
Frais de développement immobilisés	1 016	870
Amortissements des frais de développement immobilisés	-380	-210
DEPENSES DE R&D NON IMMOBILISEES	-3 066	-2 756

L'analyse des frais de développement immobilisés au cours de l'exercice 2007 est présentée dans la note 2.

NOTE 20 : FRAIS DE PERSONNEL

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Rémunération du personnel	12 773	11 613
Charges sociales	3 722	3 496
Charges liées au paiement en actions	278	58
FRAIS DE PERSONNEL	16 773	15 167

Le détail de l'effectif par pays est présenté ci-après :

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis	Total
Effectif au 31/12/2007	120	9	17	15	8	88	257
Effectif au 31/12/2006	108	9	17	11	9	80	227
Effectif au 31/12/2005	99	9	17	10	11	81	241

NOTE 21 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Litiges sociaux, juridiques et autres charges et produits	36	-40
Résultat de change réalisé et latent	-120	-144
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	-84	-184

L'exercice 2007 enregistre une perte de change de 120 K€, constituée d'un gain de change réalisé de 50 K€ et d'une perte de change latente de 170 K€.

Le risque de change encouru par le groupe est principalement lié aux opérations intragroupes réalisées en dollars, livres sterling et dollars australiens (voir note 17 ci après concernant la gestion des risques liés aux instruments financiers). La situation latente est notamment dégradée compte tenu de l'évolution très défavorable du cours du dollar au cours de la période.

NOTE 22 : IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Analyse de la charge d'impôts de la période

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
(Charge) / Produit d'impôts exigibles	-84	-103
(Charge) / Produit net d'impôts différés	0	1 330
(CHARGE) / PRODUIT D'IMPÔT TOTAL	-84	1 227

Impôts différés au bilan

Les variations d'impôts différés au bilan s'analysent de la manière suivante :

En milliers d'euros	IMPÔT DIFFERE ACTIF	IMPÔT DIFFERE PASSIF
SOLDE AU 31/12/2005	0	0
Impôts différés de la période constatés en résultat	1 330	0
Effet des variations de taux de change	-35	0
SOLDE AU 31/12/2006	1 295	0
Impôts différés de la période constatés en résultat	0	0
Effet des variations de taux de change	-100	0
SOLDE AU 31/12/2007	1 195	0

Au 31/12/2007, le groupe dispose de déficits fiscaux reportables n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif, pour les valeurs suivantes présentées selon leur date d'expiration :

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
2007		264
2008	202	202
2009	276	276
2010	171	171
> 2010	12 992	12 622
TOTAL	13 641	13 535
<i>Dont report illimité</i>	<i>11 048</i>	<i>11 413</i>

Preuve d'impôt

En milliers d'euros	31/12/07	31/12/06
Résultat net	-1 045	1 763
▪ Quote-part des sociétés mises en équivalence	276	99
▪ Charges / Produit d'impôt comptabilisé (-/+)	82	-1 227
Résultat net avant impôt	-687	635
Taux d'impôt de droit commun de la société mère	33,33%	33,33%
Charge / Produit d'impôt théorique (-/+)	229	-212
Différences de bases :		
▪ Utilisation des déficits reportables non activés	118	170
▪ Retraitements de consolidation non sources d'impôt différé	73	267
▪ Différences fiscales permanentes	-50	252
▪ Déficit des années antérieures activés	0	1 127
▪ Déficit de l'année non activés	-389	-319
Différences de taux (filiales étrangères)	-31	-29
Différences d'impôt		
▪ Impôts forfaitaires et crédit d'impôt recherche	-33	-29
CHARGE / PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISÉ (-/+)	-84	1 227

NOTE 23 : RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/07		31/12/06	
	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
Bases de calcul du résultat par action	-1 044 000	4 341 615	1 763 516	4 218 180
Options de souscription d'actions ayant un effet dilutif	N/A	N/A	N/A	84 562
Bons de souscriptions d'actions ayant un effet dilutif	N/A	N/A	N/A	68 475
Bases de calcul du résultat dilué par action	-1 044 000	4 341 615	1 763 516	4 371 217
RÉSULTAT PAR ACTION	-0,24		0,42	
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	-0,24		0,40	

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-option, de bons de souscriptions d'actions et d'actions gratuites dilutifs.

Au 31 décembre 2007, les instruments financiers émis par la société n'ont pas d'effets dilutifs compte tenu de la perte constatée. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

NOTE 24 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du groupe Esker, des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- ventes de produits par la société mère à ses filiales,
- royalties,
- refacturation de dépenses marketing,
- refacturation de frais de personnel,
- intérêts sur avances financières consenties.

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

Autres transactions avec les parties liées

- Les comptes consolidés incluent par ailleurs les transactions effectuées par le groupe dans le cadre normal de ses activités avec la société Esker Software Asia Pacific détenue à 49 % jusqu'à la date de cession des titres de participation, soit le 31 octobre 2007. Ces transactions sont réalisées au prix du marché. Leur impact sur les comptes du groupe au 31/12/2007 est présenté ci-dessous :
 - > chiffre d'affaires : 15 K€
 - > autres charges : 2 K€
- Enfin, les rémunérations et avantages de toutes natures dus aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

AU 31/12/2007 (en milliers d'euros)	Rémunération versée (base brute)	Nature de la rémunération versée			
		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence
Membres du Directoire	261	217	38	6	0
Membres du Conseil de Surveillance	100	79		0	21
TOTAL	361	296	38	6	21

NOTE 25 : ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

Les engagements et passifs éventuels sur opérations courantes sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	TOTAL	Paiements dus par période			Charge de la période
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dettes à long terme	-				
Obligations en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 5 de l'annexe				
Contrats de location simple	6 132	1 364	3 951	817	1 389
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
TOTAL	6 132	1 364	3 951	817	1 389

La majorité des contrats de locations portent sur les locaux occupés par les sociétés du Groupe. La durée (de 3 à 10 ans), les clauses d'indexation et de renouvellement prévues par les contrats sont propres à chaque pays.

Les autres contrats de locations concernent des machines de mise sous plis et affranchissement en France ainsi qu'une flotte de véhicules.

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	TOTAL	Montant des engagements par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit	50	50		
Lettres de crédit	-			
Garanties	-			
Obligations de rachat	-			
Nantissements, hypothèses et sûretés réelles	-			
Autres engagements donnés	-			
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES				
Autres engagements reçus	-			
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS				

NOTE 26 : EVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Aucun événement particulier n'a été identifié.

20.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA

N/A

20.3. ETATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 sont présentés au *paragraphe 20.1* ci-avant.

20.4. VÉRIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES ANNUELLES

20.4.1. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société ESKER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- *Le paragraphe "Immobilisations incorporelles" de la note 1* de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, à l'amortissement et à l'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation de principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et de leur mise en oeuvre et nous nous sommes assurés que l'annexe fournit une information appropriée.
- *Le paragraphe "Impôts sur le résultat et impôts différés" de la note 1* de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des actifs d'impôts différés résultant de reports fiscaux déficitaires. Nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Villeurbanne, le 11 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

Yves FOURNAND

DELOITTE & ASSOCIÉS
Alain DESCOINS

20.4.2. AUTRES INFORMATIONS VÉRIFIÉES PAR LES CONTRÔLEURS LÉGAUX

Les informations suivantes présentées ou évoquées dans le présent document de référence ont fait l'objet d'une vérification et, le cas échéant, d'un rapport des commissaires aux comptes, inséré dans le présent document de référence :

- Rapport du Président du conseil de surveillance sur le fonctionnement du conseil de surveillance et les procédures de contrôle interne en application de l'article L 225-68 du Code de Commerce (article 117 de la loi de sécurité financière), présenté au [paragraphe 16.6.](#) : le rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président est présenté au [paragraphe 16.7.](#) du présent document.
- Les données concernant les conventions réglementées ont fait l'objet d'un rapport spécial des commissaires aux comptes, présenté au [paragraphe 19.1.](#) du présent document.
- Comme indiqué dans le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, présenté ci-dessus au [paragraphe 20.4.1.](#), les données relative au groupe et présentées dans le rapport de gestion ont fait l'objet d'une vérification. Un extrait en est notamment donné en [section 9](#) du présent document.

20.5. DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

L'exercice clos au 31 décembre 2007 est le dernier exercice pour lequel les informations financières ont été vérifiées, ce qui ne remonte pas à plus de 18 mois.

20.6. INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES

Depuis la date des derniers états financiers vérifiés, soit le 31 décembre 2007, la société a publié le chiffre d'affaires du premier trimestre 2008, présenté ci-dessous. Ces données n'ont pas fait l'objet d'un rapport d'examen ou d'audit des commissaires aux comptes.

Chiffre d'Affaires	T1 2008 M€	T1 2007 M€	T1 2008/T1 2007 Croissance**
Dématérialisation*	3,64	3,61	+8%
Serveurs de fax	1,35	1,63	-7%
Host Access	0,69	1,18	-36%
TOTAL	5,68	6,42	-4%

*Comprend DeliveryWare, Esker on Demand et FlyDoc

** Variation à taux de change constant : taux de change 2008 appliqués au chiffre d'affaires 2007

20.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été versé au titre des cinq derniers exercices. La société envisage de verser des dividendes lorsque son niveau de profitabilité sera revenu à des niveaux acceptables. Dans l'hypothèse où la société verserait des dividendes, il est rappelé qu'en application de l'article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'Etat.

20.8. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

L'ensemble des procédures judiciaires et d'arbitrage en cours à la clôture sont présentées dans la [note 12 de l'annexe des comptes consolidés présentée au paragraphe 20.1. de ce document.](#)

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrage (y compris toute procédure en suspens ou dont la société est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe.

■ 20.9. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

Les événements significatifs intervenus entre la date de clôture et le 19 mars 2008, date d'arrêté des comptes par le Directoire sont mentionnés dans la *note 26 de l'annexe des comptes consolidés présentée au paragraphe 20.1. du présent document de référence.*

Aucun événement n'a été constaté.



21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

21.1. CAPITAL SOCIAL

21.1.1. MONTANT DU CAPITAL SOUSCRIT

Le capital de la société au 31 décembre 2007 s'élève à 8 787 774 euros, correspondant à 4 393 887 actions de 2 euros de nominal, entièrement libérées et toutes de même rang.

L'ensemble des actions émises sont totalement libérées au 31 décembre 2007.

21.1.2. ACTIONS NON REPRÉSENTATIVES DU CAPITAL

Il n'existe pas d'actions non représentatives du capital.

21.1.3. ACTIONS DÉTENUES PAR L'ÉMETTEUR OU SES FILIALES

Au cours de l'exercice 2007, la société n'a procédé à aucune acquisition ou cession d'actions propres de façon directe.

Le nombre de titres détenus par la société et ses filiales au 31 décembre 2007 s'élève à 14 765 actions, d'une valeur nominale de 2 euros. La valeur comptable brut du portefeuille à cette date s'élève à 91 746 euros.

21.1.4. MONTANT DES VALEURS MOBILIÈRES CONVERTIBLES, ÉCHANGEABLE OU ASSORTIES DE BONS DE SOUSCRIPTION

L'ensemble de l'information est donnée au [paragraphe 21.1.6.](#) ci-après.

21.1.5. CONDITIONS RÉGISSANT TOUT DROIT D'ACQUISITION ET / OU TOUTE OBLIGATION ATTACHÉ(E) AU CAPITAL SOUSCRIT MAIS NON LIBÉRÉ, OU SUR TOUTE ENTREPRISE VISANT À AUGMENTER LE CAPITAL

N/A

21.1.6. INFORMATION SUR LE CAPITAL FAISANT L'OBJET D'UNE OPTION

Bons de souscription d'actions

Un état récapitulatif des bons de souscription relatifs au plan de 2004 et en circulation au 31 décembre 2007 est présenté dans la [note 11 de l'annexe aux comptes consolidés insérée au paragraphe 20.1. du présent document de référence.](#)

Les caractéristiques détaillées de ce plan sont présentées ci-dessous.

Au cours de l'année 2004, 200 000 bons de souscription d'actions ont été émis au profit de membres du Conseil de Surveillance, de dirigeants et de cadres supérieurs au prix de 0,204 €, chaque bon donnant droit de souscrire à une action de 2 € de nominal au prix de 3,88 €. La valeur des bons a été évaluée selon la méthode

Black & Scholes. Les conclusions de l'expert qui a réalisé l'étude de valorisation des Bons de Souscription d'Actions (BSA) sont les suivantes : "... à la date du présent rapport, nous n'avons pas connaissance de faits susceptibles de remettre en cause notre approche de valorisation de prix d'émission de BSA. Les conclusions de l'expert présentées dans ce document ont été établies à partir des informations fournies par les dirigeants d'Esker, lesquelles n'ont fait l'objet d'aucune vérification spécifique".

Les actions auxquelles les BSA donnent le droit de souscrire doivent être émises dans un délai maximum de cinq ans suivant l'émission des BSA, soit au plus tard le 29/6/2009.

Bénéficiaires	Nombre de bons attribués
BEAUVILLAIN Kléber	10 000
BERNAL Marie Claude	10 000
BERARD Jean Jacques	50 000
BRAGARD Nicolas	13 000
BUSSY Eric	12 000
CHALLANCIN Annick	15 000
GUYENOT Michel	10 000
OLIVIER Emmanuel	40 000
THOMAS Eric	40 000
TOTAL	200 000

Les BSA sont exerçables par le bénéficiaire à hauteur de 25% maximum du nombre total de BSA qui lui sont attribués par période de douze mois et pour la première fois à l'issue d'une période d'indisponibilité de douze mois, soit :

- à hauteur de 25 % entre le 30 juin 2005 et le 29 juin 2006
- à hauteur de 25 % entre le 30 juin 2006 et le 29 juin 2007
- à hauteur de 25 % entre le 30 juin 2007 et le 29 juin 2008
- à hauteur de 25 % entre le 30 juin 2008 et le 29 juin 2009.

Au cours de la période écoulée, 30 300 bons de souscription ont été exercés à un prix d'exercice de 3,88 € et ont donné lieu à une augmentation de capital social de 60 600 € et une prime d'émission de 56 964 €.

Au 31/12/2007, il reste un solde de 169 700 bons de souscription d'actions attribués non exercés.

Options de souscription d'actions et options d'achat d'actions

Dans le cadre des autorisations accordées par les Assemblées Générales Extraordinaires, le Directoire a octroyé à certains membres du personnel du groupe Esker des options de souscription d'actions (une option octroyée donne droit à la souscription d'une action d'Esker SA) et des options d'achat d'actions.

Les caractéristiques des différents plans par date d'attribution ainsi que le nombre d'options en circulation et leur prix moyen d'exercice sont présentés dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés insérée au [paragraphe 20.1](#) du présent document. Par ailleurs, les informations suivantes sont disponibles dans le rapport spécial du Directoire sur les options inséré en Annexe 2 de ce document de référence

- options émises et levées durant l'exercice
- options émises avant la clôture de l'exercice écoulé et non encore levées
- options consenties et levées par les mandataires sociaux de la société au cours de l'exercice écoulé
- options levées par chacun des 10 salariés non mandataires sociaux dont le nombre d'actions est le plus élevé.

Actions gratuites

Dans le cadre de l'autorisation accordée par les Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2007, le Directoire a octroyé à certains membres du personnel du groupe Esker des actions gratuites

Les caractéristiques des différents plans par date d'attribution ainsi que le nombre d'options en circulation et leur prix moyen d'exercice sont présentés dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés insérée au [paragraphe 20.1](#) du présent document et dans le rapport spécial du Directoire sur les options inséré en [Annexe 2](#) de ce document de référence .

Informations relatives à la dilution potentielle du capital de la société

	Options de souscription d'actions	Bons de souscription d'actions	Actions gratuites	TOTAL
Nombre d'actions auxquelles donnent droit les instruments émis	419 615	169 700	48 000	637 315
Dilution potentielle du capital	9,55%	3,86%	1,09%	14,50%

21.1.7. HISTORIQUE DU CAPITAL SOCIAL

Date	Nature de l'opération	Montant des variations du capital		Montants successifs du capital	Nombre cumulé d'actions	Nominal de l'action
		Nominal	Prime			
EN FRANCS						
01/01/1990				411 000	1 096	375
22/12/1995	Emission en numéraire de 148 actions nouvelles au prix de 36 000 F par action	55 500	5 272 500	466 500	1 244	375
02/04/1996	▪ Incorporation de prime d'émission au capital et élévation de la valeur nominale des actions	5 131 500	-	5 598 000	1 244	4 500
	▪ Division de la valeur nominale par 250	-	-	5 598 000	311 000	18
27/01/1997	Levée de 2 500 options de souscription à 18,40 F par action	45 000	1 000	5 643 000	313 500	18
23/05/1997	Levée de 6 750 options de souscription à 18,40 F par action	121 500	2 700	5 764 500	320 250	18
30/05/1997	Incorporation de réserves au capital et élévation de la valeur nominale des actions	11 849 250	-	17 613 750	320 250	55
	Division de la valeur nominale par 5	-	-	17 613 750	1 601 250	11
02/07/1997	Emission contre espèces dans le cadre de l'introduction au Nouveau Marché	4 347 970	54 151 990	21 961 720	1 996 520	11
19/06/1995	Levées de 10 000 options de souscription à 3,68 F par action	110 000	-73 200	22 071 720	2 006 520	11
17/07/1998	Augmentation de capital de 336 000 actions réservée à M. Russell Teubner	3 696 000	59 737 440	25 767 720	2 342 520	11
1998	Levées d'options de souscription	500 159	835 771	26 267 879	2 387 989	11
19/03/1999	Augmentation de capital suite à l'acquisition de la société Alcom	659 989	8 104 762	26 927 868	2 447 988	11
31/08/1999	Augmentation de capital suite à l'acquisition de la société Persoft	7 245 337	84 048 350	34 173 205	3 106 655	11
1999	Levées d'options de souscription	300 036	900 516	34 473 241	3 133 931	11
10/10/2000	Augmentation de capital suite à l'acquisition de la société V.S.I.	2 663 639	38 445 568	37 136 880	3 376 080	11
2000	Levées d'options de souscription	266 376	1 517 061	37 403 256	3 400 296	11
EN EUROS						
2001	Conversion du capital social en Euros par incorporation de réserves)	1 098 502	-	6 800 592	3 400 296	2
2001	Levées d'options de souscription	27 730	31 733	6 828 322	3 414 161	2
2002	Aucune opération liée au capital			6 828 322	3 414 161	2
2003	Aucune opération liée au capital			6 828 322	3 414 161	2
2004	Aucune opération liée au capital			6 828 322	3 414 161	2
2005	Levée de bons de souscription d'actions	20 000	32 900	6 848 322	3 424 161	2
2005	Levées d'options de souscription d'actions	74 080	34 430	6 922 402	3 461 201	2
05/01/2006	Augmentation du capital par levée de fonds	1 489 842	1 787 810	8 412 244	4 206 122	2
2006	Levées d'options de souscription d'actions	186 152	229 655	8 598 396	4 299 198	2
2007	Levées d'options et de bons de souscription d'actions	189 378	141 265	8 787 774	4 393 887	2
2007				8 787 774	4 393 887	2

21.2. ACTES CONSTITUTIF ET STATUTS

21.2.1. OBJET SOCIAL

Conformément à l'article 2 des statuts, la Société a pour objet :

- la conception, la réalisation et l'exploitation de produits informatiques,
- les prestations d'impression, de mise sous pli et d'affranchissement de courrier pour le compte de tiers,
- les prestations d'envoi de fax, SMS et e-mail pour le compte de tiers,
- plus généralement tout traitement (envoi, réception, archivage) de documents ou de données pour le compte de tiers quel qu'en soit le format ou le mode de transmission,
- plus généralement, elle pourra réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou Sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, ou groupement d'intérêt économique, ou location-gérance.

21.2.2. DISPOSITION CONCERNANT LES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les statuts mis à jour en date du 2 janvier 2008 décrivent le fonctionnement des organes d'administration, de direction et de surveillance. Les règles concernant les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance sont issues du Code de Commerce.

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance signé en date du 12 Juin 2002 prévoit les conditions de participation de ses membres aux réunions par voie de visioconférence. Ainsi, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence. Cependant, l'utilisation de moyens de visioconférence est exclue pour l'adoption des décisions suivantes :

- Nomination des membres du directoire (article L.225-59 du Code de commerce),
- Révocation des membres du directoire (article L.225-61 du Code de commerce),
- Nomination du Président et du Vice-président du conseil de surveillance et fixation de leurs rémunérations (article L.225-81 du Code de commerce).

21.2.3. DROITS, PRIVILÈGES ET RESTRICTIONS ATTACHÉS À CHAQUE CATÉGORIE D'ACTION EXISTANTE

Les actions sont toutes de même catégorie. L'article 9 des statuts stipule notamment que chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part égale à la quotité du capital social qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, libéré et non libéré, du montant nominal des actions, des droits des actions de catégories différentes ; notamment et sous ces réserves, toute action donne droit, en cours de Société, comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société.

21.2.4. ACTIONS NÉCESSAIRES POUR MODIFIER LE DROIT DES ACTIONNAIRES

Les actions nécessaires pour modifier le droit des actionnaires sont celles prévues par la loi.

21.2.5. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Selon les articles 20 à 22 des statuts, les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation. Les Assemblées se composent de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions, sous réserve des dispositions légales. Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans autre limitation que celles prévues par la loi. Les statuts ne prévoient pas la possibilité de droits de vote double.

21.2.6. DISPOSITION AYANT POUR EFFET DE RETARDER, DIFFÉRER OU EMPÊCHER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Il n'existe aucune disposition statutaire qui pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement du contrôle de la société.

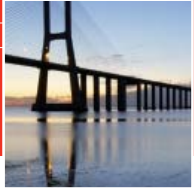
21.2.7. FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Conformément à l'article 13 des statuts, outre l'obligation légale d'informer la Société et le Conseil des Marchés Financiers de la détention de certaines fractions du capital, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir une fraction du capital ou des droits de vote égale à 3 %, ou à augmenter ou réduire sa participation en capital ou en droit de vote de plus de 3 %, doit informer la Société du nombre total d'actions qu'elle possède, dans les quinze jours à compter de ladite prise ou réduction de participation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le défaut de déclaration à la Société dans les quinze jours, sera sanctionné par la privation des droits de vote, pendant un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, dès lors qu'une demande en ce sens sera exprimée et consignée dans le procès-verbal d'Assemblée, par un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote égale à 3 %.

21.2.8. CONDITIONS DE MODIFICATIONS DU CAPITAL

Les conditions de modifications du capital prévues par l'article 10 des statuts sont celles prévues par la loi.



22. CONTRATS IMPORTANTS

Aucun contrat important, autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires, n'a été conclu au cours des deux derniers exercices.



23. INFORMATIONS PROVENANT DES TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS



Dans le présent document de référence, il n'est fait référence à aucune déclaration ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert, à l'exception des différents rapports établis par les commissaires aux comptes, dont l'identifié et les coordonnées sont mentionnées en [section 2](#) du présent document.

Par ailleurs, il n'est fait mention d'aucune information provenant d'une tierce partie nécessitant de fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites.



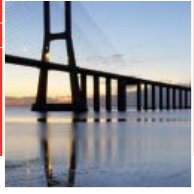
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant la durée de validité du présent document, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent le cas échéant être consultés et sont mis à la disposition de toute personne en faisant la demande au siège social de la société :

- Acte constitutif et statuts de la société,
- Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluation et déclarations établis par un expert à la demande de la société dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement,
- Les informations financières historiques de la société et des filiales pour chacun des 2 exercices précédant la publication du document de référence.

Le document de référence est également consultable sur les sites Internet suivants :

- site de la société : <http://www.esker.fr>



25. INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS

L'information sur les entreprises dans lesquelles la société Esker détient une participation est présentée dans la *section 7* du présent document ainsi que dans la *note "Périmètre de consolidation" de l'annexe des comptes consolidée au paragraphe 20.1. du présent document.*



ANNEXES

ANNEXE 1. CALENDRIER DES PUBLICATIONS ET AUTRES ÉVÈNEMENTS FINANCIERS DU GROUPE ESKER EN 2007 ET 2008

La liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois, soit du 30 avril 2007 au 30 avril 2008 est disponible sur le site de la société : www.esker.fr

Les prochaines communications seront les suivantes :

- Information trimestrielle 2ème Trim. 2008 : 21 juillet 2008 après bourse
- Résultats semestriels 2008 : 15 septembre 2008 après bourse
- Information trimestrielle 3e Trim. 2008 : 21 octobre 2008 après bourse

ANNEXE 2. RAPPORT SPÉCIAL DU DIRECTOIRE CONCERNANT LES OPTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de Commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-177 à L.225-186 dudit code relatifs aux options d'achat et de souscription d'actions.

OPTIONS EMISES PAR LA SOCIETE : INFORMATIONS GENERALES

Options émises durant l'exercice écoulé en vertu des articles L.225-177 à L.225-186 du code de commerce

Les attributions survenues au cours de l'exercice 2007 et présentées ci-dessus portent uniquement sur des options de souscription d'actions.

Date d'A.G.	Date de mise en œuvre par le Directoire	Échéance	Nb d'options attribuées	Prix d'exercice en €
28/06/2006	02/01/2007	01/01/2012	88 796	7,21
	02/07/2007	01/07/2012	69 606	10,12
TOTAL			158 402	

Options exercées durant l'exercice écoulé

Date d'octroi	Nb de bons de souscription	Nb d'options d'achat	Nb d'options de souscription	Prix d'émission en €
01/07/2002			6 312	3,14
03/01/2003			5 414	2,51
01/07/2003			10 614	3,74
02/01/2004			11 821	3,2
30/06/2004	30 300		14 604	2,9
04/01/2005			9 598	3,1
04/07/2005			450	4,89
09/01/2006			5 448	4,96
04/07/2006			128	5,58
TOTAL		30 300	0	64 389

Options émises avant la clôture de l'exercice écoulé et non encore levées

Date d'octroi	Nb de bons de souscription	Options d'achat	Options de souscription	Nombre total d'options émises avant le 31/12/2007 et non encore levées	Durée	Prix d'exercice en €
23/06/2004	169 700			169 700	5 ans	3,88 €
03/01/2003			1 000	1 000	5 ans	2,51 €
01/07/2003			5 528	5 528	5 ans	3,74 €
02/01/2004			1 456	1 456	5 ans	3,20 €
30/06/2004			21 512	21 512	5 ans	2,90 €
04/01/2005			28 905	28 905	5 ans	3,10 €
04/07/2005			17 992	17 992	5 ans	4,89 €
09/01/2006			103 725	103 725	5 ans	4,96 €
04/07/2006			96 608	96 608	5 ans	5,58 €
02/01/2007			73 284	73 284	5 ans	7,21 €
02/07/2007			69 606	69 606	5 ans	10,12 €
TOTAL	169 700	0	419 616	589 316		

OPTIONS CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE DURANT L'EXERCICE ECOULE

Nous vous indiquons ci-après le nombre, les dates d'échéances et le prix des options de souscription et d'achat qui, durant l'année, à raison des mandats et fonctions exercées dans la société ont été consenties à chacun de ces mandataires sociaux par la société, les sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L225-180 du code de commerce et les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du code de commerce.

Options consenties aux mandataires sociaux de la société par la société durant l'exercice écoulé

La société Esker a attribué à M. Emmanuel Olivier, membre du Directoire, 7 500 options de souscription d'actions en date du 02/01/2007. Ces options ont une échéance au 01/01/2012 et ont un prix d'émission de 7,21 €.

Options consenties aux mandataires sociaux de la société par l'une quelconque des sociétés liée à la société telles que visées à l'article L.225-180 durant l'exercice écoulé

Aucune option n'a été consentie par l'une des sociétés liées à la société ESKER.

Options consenties aux mandataires sociaux de la société par les sociétés contrôlées par la société au sens de l'article L.233-16 du code de commerce durant l'exercice écoulé

Aucune option n'a été consentie par l'une des sociétés contrôlées par la société ESKER.

OPTIONS LEVEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE DURANT L'EXERCICE ECOULE

Nous vous indiquons ci-après le nombre, le prix des actions souscrites ou achetées durant l'exercice par les mandataires sociaux de la société en levant une ou plusieurs options détenues dans la société, les sociétés liées au sens de l'article L225-180 et les sociétés contrôlées au sens de l'article L.225-16 du code de commerce.

Options consenties par la société levées durant l'exercice écoulé

Emmanuel Olivier, membre du Directoire a levé 4 000 BSA de la société Esker SA au prix unitaire de 3,88 euros en date du 04/05/2007.

OPTIONS CONSENTIES PAR LA SOCIETE ET OPTIONS CONSENTIES PAR LES SOCIETES OU GROUPEMENTS LIES A LA SOCIETE AU SENS DE L'ARTICLE L. 225-180 A CHACUN DES DIX SALARIES DE LA SOCIETE NON MANDATAIRES SOCIAUX AYANT AINSI REÇU LE PLUS GRAND NOMBRE D'OPTIONS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous rendons compte du nombre, du prix et des dates d'échéances des options de souscription et d'achat d'actions consenties durant l'année, par la société ou par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues par l'article L.225-180 du code de commerce à chacun des dix salariés de la

société et des sociétés liées et contrôlées par Esker non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé.

La société émettrice des options est exclusivement la société ESKER.

Nom du salarié	Société du groupe employant le salarié	Date d'octroi	Nombre d'options octroyées	Options d'achat (OA) ou de souscriptions (OS)	Date d'échéance	Prix d'exercice
TROMP Estelle	Esker S.A.	02/01/2007	10 000	OS	01/01/2012	7,21 €
ZEASMAN Joyce	Esker Inc (Usa)	02/01/2007	8 000	OS	01/01/2012	7,21 €
BERARD Jean-Jacques	Esker S.A.	02/01/2007	7 500	OS	01/01/2012	7,21 €
BUSSY Eric	Esker S.A.	02/01/2007	7 500	OS	01/01/2012	7,21 €
THOMAS Eric	Esker S.A.	02/01/2007	7 500	OS	01/01/2012	7,21 €
WINGER Linda	Esker Inc (Usa)	02/01/2007	7 500	OS	01/01/2012	7,21 €
WENZEL Michael	Esker Inc (Usa)	02/01/2007	7 500	OS	01/01/2012	7,21 €
SMITH Steven	Esker Ltd (GB)	02/01/2007	7 500	OS	01/01/2012	7,21 €
DUMONET Christophe	Esker Australia	02/07/2007	5 000	OS	01/07/2012	10,12 €
MAGLIOR Michael	Esker Inc (Usa)	02/07/2007	5 000	OS	01/07/2012	10,12 €
TOTAL			73 000			

OPTIONS LEVEES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE PAR CHACUN DES 10 SALARIES DE LA SOCIETE NON MANDATAIRES SOCIAUX DONT LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES AINSI ACHETES OU SOUSCRITES EST LE PLUS ELEVE

Nous vous rendons compte du nombre, du prix des actions, qui durant l'année ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur la société ou sur les sociétés ou groupements qui lui sont liées dans les conditions prévues par l'article L.225-180 du code de commerce par chacun des dix salariés de la société et des sociétés liées et contrôlées par Esker non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé .

Nom du salarié	Société du groupe employant le salarié	Nombre d'options levées	Options de souscription	Options d'achats	Bons de souscriptions d'actions
WENZEL Michael	Esker Inc (Usa)	20 000	20 000		
WINGER Linda	Esker Inc (Usa)	16 988	16 988		
THOMAS Eric	Esker S.A.	10 000			10 000
BUSSY Eric	Esker S.A.	8 528	2 528		6 000
CHALLANCIN Annick	Esker S.A.	8 016	2 016		6 000
SMITH Steven	Esker Ltd (GB)	4 921	4 921		
BRAGARD Nicolas	Esker S.A.	4 300			4 300
SPIDELL Thomas	Esker Inc (Usa)	2 000	2 000		
WYNNE-JONES Stephen	Esker Ltd (GB)	1 500	1 500		
SCHMIDT Jon	Esker Inc (Usa)	1 256	1 256		
TOTAL		77 509	51 209	0	26 300

ANNEXE 3. RAPPORT SPÉCIAL DU DIRECTOIRE CONCERNANT LES ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 du Code de Commerce, nous vous rendons compte également dans ce rapport spécial de l'usage fait par le Directoire durant l'année de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2007 d'attribuer gratuitement des actions de la société en vertu des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants dudit Code.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

OPERATIONS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS REALISEES EN VERTU DES ARTICLES L. 225-197-1 A L. 225-197-3 DU CODE DE COMMERCE

Au terme de la huitième résolution prise lors de la libération en date du 28 juin 2007, l'Assemblée Générale Extraordinaire, dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce, a autorisé le Directoire à procéder à une attribution gratuite d'actions de la société, existantes ou à émettre, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et/ou les mandataires sociaux de la société ou des sociétés visées à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce.

Dans le cadre de l'autorisation décrite ci-dessus, le Directoire, à l'unanimité, a décidé lors de la réunion du 2 juillet 2007 d'attribuer gratuitement des actions de la société au bénéfice des personnes dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous.

Nom du bénéficiaire	Société ou groupe employant le salarié	Date d'octroi	Valeur des actions (cours du jour d'attribution)	Nombre d'actions attribuées	Période d'acquisition	Période de conservation
BERARD Jean-Michel Président du Directoire	Esker	02/07/2007	10,76	10 000	2 ans	2 ans
OLIVIER Emmanuel Membre du Directoire	Esker	02/07/2007	10,76	10 000	2 ans	2 ans
BERARD Jean-Jacques	Esker	02/07/2007	10,76	6 000	2 ans	2 ans
BRAGARD Nicolas	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
BUSSY Eric	Esker	02/07/2007	10,76	6 000	2 ans	2 ans
CHALLANCIN Annick	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
THOMAS Eric	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
TROMP Estelle	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
TOTAL				48 000		

Il est précisé que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme de la période d'acquisition de deux ans à compter de la date d'attribution susvisées et la période d'obligation de conservation des actions qui court à compter de l'attribution définitive est également de deux ans.

Toutefois, en cas d'invalidité d'un bénéficiaire d'attribution gratuite d'actions correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, le bénéficiaire pourra demander l'attribution définitive d'actions avant le terme de la période d'acquisition. De même, le bénéficiaire pourra céder librement lesdites actions avant le terme de la période de conservation.

ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT AUX MANDATAIRES SOCIAUX PAR LA SOCIETE OU PAR CELLES QUI LUI SONT LIEES OU PAR LES SOCIETES CONTROLEES AU SENS DE L'ARTICLE L.233-16 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous indiquons ci-après le nombre et la valeur des actions qui, durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société, ont été attribués gratuitement à chacun de ces mandataires par la société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de commerce ainsi que par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce.

Nom du bénéficiaire	Société ou groupe provenant le salarié	Date d'octroi	Valeur des actions (cours du jour d'attribution)	Nombre d'actions attribuées	Période d'acquisition	Période de conservation
BERARD Jean-Michel Président du Directoire	Esker	02/07/2007	10,76	10 000	2 ans	2 ans
OLIVIER Emmanuel Membre du Directoire	Esker	02/07/2007	10,76	10 000	2 ans	2 ans

ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT PAR LA SOCIETE ET PAR LES SOCIETES OU GROUPEMENTS QUI LUI SONT LIES DANS LES CONDITIONS PREVUES A L'ARTICLE L. 225-197-2, A CHACUN DES 10 SALARIES DE LA SOCIETE NON MANDATAIRES SOCIAUX DONT LE NOMBRE D'ACTIONNAIRES ATTRIBUEES GRATUITEMENT EST LE PLUS ELEVE

Nous vous indiquons ci-après le nombre et la valeur des actions qui, durant l'année, ont été attribuées gratuitement par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de commerce, à chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé.

Nom du bénéficiaire	Société ou groupe employant le salarié	Date d'octroi	Valeur des actions (cours du jour d'attribution)	Nombre d'actions attribuées	Période d'acquisition	Période de conservation
BERARD Jean-Jacques	Esker	02/07/2007	10,76	6 000	2 ans	2 ans
BRAGARD Nicolas	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
BUSSY Eric	Esker	02/07/2007	10,76	6 000	2 ans	2 ans
CHALLANCIN Annick	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
THOMAS Eric	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans
TROMP Estelle	Esker	02/07/2007	10,76	4 000	2 ans	2 ans

ANNEXE 4. GLOSSAIRE

Applications alphanumériques	Application en mode caractères, sans interface graphique, utilisés sur des systèmes informatiques traditionnels.
Courrier à la demande	Courrier initié par la transmission via l'Internet d'un fichier électronique au service Esker on Demand, puis imprimé, mis sous pli, affranchi automatiquement et reçu par son destinataire comme un courrier papier traditionnel (éventuellement recommandé).
Emulation de terminal	Logiciel reproduisant le comportement d'un terminal de type clavier + écran. Un logiciel d'émulation de terminal permet donc d'activer les applications d'un ordinateur à partir d'un autre ordinateur.
Host Access	Catégorie de logiciels permettant à un parc PC de communiquer avec un site central (IBM Mainframe ou AS/400, serveur Unix, ...), de partager des périphériques ou d'accéder aux bases de données associées.
HTML	Format de documents, principalement utilisé par l'Internet.
Intranet	Réseau utilisant les technologies Internet (serveur d'information HTTP, messagerie....) à l'intérieur d'une entreprise.
Java	Langage de programmation conçu par SUN destiné à développer des applications fonctionnant sur différentes plates-formes et différents systèmes d'exploitation.
Linux	Système d'exploitation libre de droits et conçu dans les années 80 par un étudiant : Linus Tordwal. Proche du système d'exploitation Unix*, Linux est devenu très populaire en raison de sa gratuité et de sa robustesse.
Logiciel	Ensemble des programmes, procédés et règles nécessaires au traitement de données par un matériel informatique en vue de la satisfaction du besoin d'un utilisateur.
Mainframe	Gros ordinateur (souvent de la marque IBM) disposant de fortes capacités de calcul et de sauvegarde et pouvant servir de nombreux utilisateurs.
Navigateur (ou Browser)	Logiciel qui permet de rechercher, de consulter des informations et d'exécuter des Applets auprès de serveurs Internet.
Original Equipment Manufacturer (OEM)	Fournisseur de produits informatiques contenant des composants en provenance d'autres fournisseurs.
PC-to-Host	Ensemble de technologies permettant de faire dialoguer un PC avec des ordinateurs hôtes.
PDF	Format portable de représentation des documents (Portable Document Format) développé par la société ADOBE.
Progiciel	Contraction des mots produit et logiciel. Un progiciel est un droit d'utilisation d'un logiciel matérialisé le plus souvent par un CD ROM et un manuel utilisateur.
Serveur de fax	Logiciel ou matériel dont la fonction consiste à recevoir ou acheminer des documents en fac-similés (ou télécopie).
Station de travail	Ordinateur individuel multitâches. Dans ce document, les PCs sont considérés comme des stations de travail.
TCP/IP	Protocole de communication entre différentes machines (micro, mini ou PC) quel que soit le type d'environnement logiciel (Dos, Windows, Netware, Unix). Ce protocole est standard sur l'Internet.

UNIX	Systeme d'exploitation conçu dans les années 70 et portable sur de nombreuses plateformes matérielles. Premier système ouvert, il a été adopté par la quasi-totalité des constructeurs informatiques dans le domaine des serveurs départementaux et est devenu une référence.
VAR (Revendeur à Valeur Ajoutée)	Société d'informatique proposant des solutions par assemblage de composants.
Verticaliste	Editeur de logiciels destinés à une profession ou une catégorie très spécifique d'utilisateurs (exemple : logiciel pharmaceutique, de gestion d'une étude de notaire.....)
Web-to-Host	Ensemble de technologies permettant de faire dialoguer un système Intranet avec des ordinateurs hôtes. Dans ce contexte, le système Intranet est composé d'un serveur HTTP et de postes de travail disposant d'un navigateur Internet.



ESKER FRANCE ▪ SIÈGE SOCIAL

Esker SA
10 rue des Emeraudes
69006 Lyon
France
Tel : +33 (0) 4 72 83 46 46
Fax : +33 (0) 4 72 83 46 40
E-mail : info@esker.fr
www.esker.fr

ETATS-UNIS

Esker Inc.
1212 Deming Way
Suite 350
Madison, WI 53717
Tel : 800.368.5283
Fax : +1 608.828.6001
Email : info@esker.com
www.esker.com

ESKER DANS LE MONDE

Allemagne ▪ www.esker.de
Asie ▪ www.esker.com.sg
Australie ▪ www.esker.com.au
Espagne ▪ www.esker.es
Italie ▪ www.esker.it
Royaume-Uni ▪ www.esker.co.uk